

ADMINISTRATION, JOUISSANCE ALIÉNATION

DES

BIENS MEUBLES DES MINEURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

le Vendredi 15 Février 1901, à 4 heures de l'après-midi

PAR

Louis LENOUEL

AVOCAT

BAYEUX

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE AD. AUVRAY

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

ADMINISTRATION, JOUISSANCE ALIÉNATION

DES

BIENS MEUBLES DES MINEURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

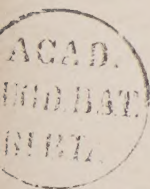
DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

le Vendredi 15 Février 1901, à 4 heures de l'après-midi

PAR

Louis LENOUEL

AVOCAT



BAYEUX

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE Ad. AUVRAY

1901

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1900-1901

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEUR HONORAIRE :

M. TOUTAIN (* I. ☉), ancien professeur de *Droit administratif*.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé des cours de *Droit maritime* et de *Droit civil approfondi et comparé*.

Edmond VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Economie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (☿, A. ☉), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. ☉, C.✠, G.O.✠, C.I.C. ✠, O.✠. L. ✠), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil* (député du Calvados), ancien Ministre de la Justice.

MM. CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.

Ambroise COLIN (I. ☉), professeur de *Droit civil*, agrégé à la Faculté de Droit de Paris.

BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY, professeur de *Droit romain* et chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.

AGRÉGÉS :

MM. René WORMS (I. ☉, ☿, C. ✚), chargé des cours d'*Economie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

LE FUR, chargé des cours de *Droit administratif* et d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit romain*, du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel*.

CHARGÉS DE COURS :

MM. ARON, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français* et d'*Histoire du Droit public français*.

PILON, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☉), secrétaire de l'Université de Caen.

JURY D'EXAMEN

MM. L. GUILLOUARD, Professeur, *Président de la*
Thèse ;

LAISNÉ DES HAYES, Professeur ;

PILON, chargé de cours.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français* d'après la méthode de Zachance, 5^e édition, tome 1.
- BAUDRY LACANTINERIE. — *Précis de droit civil*, tome 1.
- BUCHÈRE. — *Commentaire de la loi du 27 février 1880 relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et à la conversion de ces mêmes valeurs.*
- BUCHÈRE. — *Traité des valeurs mobilières.*
- CARRÉ et CHAUVEAU. — *Lois de la procédure civile.*
- COLMET DE SANTERRE et DEMANTE. — *Cours analytique de code civil*, 3^e édition, tome II.
- COULET. — *Explication de la loi du 27 février 1880.*
- DALLOZ. — *Répertoire.*
Supplément au répertoire.
Jurisprudence.
- DELOISON. — *Traité des valeurs mobilières.*
- DEMANTE. — *Cours de droit civil français*, tome I.
- DEMOLOMBE. — *Cours de code Napoléon*, tome VI.
De l'administration légale et de l'usufruit légal ou paternel.
Cours de code Napoléon, tomes VII et VIII.
Traité de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation. tomes I et II.

DUMOULIN. — Thèse. — *Du régime de la fortune mobilière des mineurs.*

DURANTON. — *Cours de droit français*, 2^e édition, tome III.

GUILLOUARD. — *Traité du Contrat de Mariage*, tome III.

HUC. — *Commentaire théorique et pratique du code civil*, tome III.

LAURENT. — *Principes de droit civil français*, 3^e édition, tomes IV et V.

LYON-CAEN. — *Note sous Paris*, Sirey, 85.

MARCADÉ. — *Eléments du droit civil français ou explication méthodique du code civil*, 3^e édition, tome II.

MERLIN. — *Répertoire de jurisprudence.*

POTHIER. — *Œuvres complètes*, nouvelle édition.

Tome XII. — *Traité de la garde noble et bourgeoise.*

Tome XIII. — *Traité des personnes et des choses.*

PROUDHON. — *De l'état des personnes.*

Traité des droits d'usufruit, d'usage et d'habitation.

SIREY. — *Recueil de jurisprudence.*

INTRODUCTION HISTORIQUE

Dans notre ancien droit coutumier, il existait deux institutions distinctes, mais souvent juxtaposées, qui se rapportaient à l'administration et à la jouissance des biens des mineurs : la garde et la tutelle.

La garde était noble ou bourgeoise.

La garde noble, qui avait lieu dans presque toutes les coutumes, peut être définie le droit, que la coutume accordait au survivant de deux conjoints nobles, de gagner les fruits et revenus des héritages et autres immeubles que ses enfants mineurs nobles avaient eu de la succession du prédécédé, et d'avoir la simple administration, la jouissance ou l'entière propriété de leurs biens meubles jusqu'à ce qu'ils eussent atteint un certain âge, sous certaines charges que la coutume imposait, et en récompense de l'entretien et de l'éducation. Cette définition n'est pas absolument exacte, car la garde variait selon les coutumes, les unes l'étendant, les autres la

restreignant, soit par rapport aux personnes auxquelles elles la déféraient, soit par rapport à ce qu'elles accordaient au gardien.

Il existait plusieurs espèces de garde bourgeoise. Il y en avait une qui différait essentiellement de la garde noble, et n'était autre chose qu'une tutelle légitime, qui ne donnait au gardien aucun droit dans les biens des mineurs. Une autre, accordée par la coutume de Paris, était semblable à la garde noble. Enfin certaines coutumes admettaient aussi une garde bourgeoise avec émolument pour le gardien mais restreinte à la jouissance des biens nobles des mineurs.

Dans les coutumes de Paris et d'Orléans, il n'y avait de soumis à la garde que les biens de la succession du prédécédé du père ou de la mère. Ceux qui provenaient de dons ou legs, ou des successions des aïeuls ou aïeules n'y étaient pas soumis. A Paris où la garde noble était distincte de la tutelle, le gardien noble n'avait pas l'administration de ces derniers biens.

En ce qui concerne le droit du gardien sur les meubles, les coutumes étaient très partagées. Dans quelques-unes le gardien noble les acquérait en propriété, sans être tenu à aucune restitution ; dans d'autres il n'en avait que la jouissance ; dans la

plupart le gardien noble n'en avait que l'administration comptable. Enfin quelques coutumes disaient que (meubles ne tombent en garde).

La cause de ces différences paraît être dans les abus auxquels les gardiens s'étaient autrefois livrés. « L'avarice des gardiens, dit Pothier au titre des Fiefs, alla jusqu'à s'arroger le droit de s'emparer en propriété de tout le mobilier des mineurs. » Certaines coutumes leur laissèrent cette pleine propriété ; les autres la leur enlevèrent tout à fait ou ne leur laissèrent que la jouissance.

Le gardien noble devenait propriétaire de tous les meubles de la succession du prédécédé, quand la coutume faisait acquérir la propriété. Ce gain des meubles comprenait non seulement les meubles corporels, mais même les créances mobilières, soit contre les tiers, soit contre le gardien lui-même. On exceptait toutefois les créances des mineurs contre le survivant pour la reprise des deniers dotaux du prédécédé stipulés propres, et pour le remploi des propres aliénés, qui étaient considérées comme des espèces d'immeubles. Mais cette exception ne s'étendait pas à la créance des mineurs contre le survivant pour la reprise de l'apport mobilier du prédécédé, qui avait été stipulé au profit des enfants en cas de renonciation de leur part à la

communauté, ni aux récompenses dues aux mineurs comme héritiers du prédécédé pour le mi-denier des sommes que le survivant avait tirées de la communauté pour son profit particulier. Si néanmoins ces sommes avaient été tirées pour le rachat d'une rente due par le survivant seul, comme en ce cas la récompense aurait consisté dans la renaissance de la moitié de la rente contre le survivant au profit des enfants du prédécédé, celle-ci, étant réputée immeuble, ne se serait point confondue dans la garde noble.

La coutume, qui donnait au gardien le mobilier qu'avaient les mineurs de la succession du prédécédé, devait céder à la loi de la légitime. C'est pourquoi, si toute la succession du prédécédé consistait en mobilier, il fallait distraire de l'émolument de la garde noble la moitié de ce à quoi montait le mobilier, toutes dettes et charges de la succession déduites, pour la légitime des mineurs. Pareillement, si les immeubles de la succession du prédécédé étaient de si peu de valeur, par rapport au mobilier, qu'ils ne fournissent pas la légitime des mineurs, il fallait la compléter avec le mobilier.

Dans les coutumes où le gardien noble avait l'administration des meubles, il devait en faire l'inventaire et une prise. Il était aussi de son

administration de les faire vendre à l'encan ; faute de ce faire il devait tenir compte à ses mineurs de la crue ou paris, outre la prisée, à l'égard des meubles sujets à cette crue ; cette crue était le quart en sus.

Le gardien noble était astreint, en retour de sa jouissance, à certaines charges ou obligations. Sauf le cas où il devenait propriétaire des meubles, il devait, comme nous venons de le dire, faire l'inventaire des meubles, effets, titres de la succession du prédécédé. Comme sanction du défaut d'inventaire, les mineurs pouvaient demander au survivant la continuation de la communauté, dans laquelle se confondait l'émolument de la garde, ou bien établir d'après la commune renommée la valeur des meubles dont on leur devait faire raison. D'un autre côté, le tuteur et les autres parents des mineurs pouvaient, pendant le temps de la garde, poursuivre le gardien à fin d'inventaire.

Outre l'obligation de faire inventaire, la coutume de Paris imposait encore à celui qui avait la garde bourgeoise l'obligation de donner caution. Dans la coutume d'Orléans, la gardienne noble était aussi tenue de fournir une caution préalable, lorsqu'elle était remariée.

Le gardien était tenu de nourrir et d'entretenir les mineurs à ses frais, et de leur faire donner une éducation en rapport avec leur naissance et leurs facultés. S'il manquait à cette obligation, il pouvait être poursuivi par le tuteur ou à son défaut par les proches parents du mineur pour être condamné à leur donner les aliments et l'éducation convenables. S'il continuait à ne pas remplir son obligation, on pouvait l'y contraindre par saisie des revenus des mineurs, et même, suivant les circonstances, on pouvait lui enlever la garde.

Le gardien devait faire les dépenses nécessaires à l'entretien des héritages durant le temps de la garde. Il n'était pas tenu des réparations à faire au moment de l'ouverture de la garde, du moins dans les coutumes où il n'acquerrait pas la propriété des meubles. Le gardien devait aussi les frais des procès pour la conservation des biens sujets à la garde, tant de ceux commencés durant la garde que ceux commencés du vivant du prédécédé.

Le gardien devait acquitter toutes les charges réelles des héritages dont il avait la jouissance, l'acquittement de ces charges étant une charge naturelle de sa jouissance. Il devait aussi payer les arrérages des rentes constituées, et toutes les dettes mobilières de la succession du prédécédé. La raison

en était évidente dans les coutumes qui donnaient au gardien noble la propriété des meubles du mineur; car, suivant le principe de notre ancien droit français, les dettes mobilières suivaient les meubles et en étaient réputées une charge naturelle. Dans les coutumes qui ne donnaient pas la propriété des meubles au gardien noble, il ne laissait pas d'être tenu d'acquitter les dettes mobilières; la coutume de Paris l'en chargeait expressément. Néanmoins, cette obligation avait beaucoup plus d'étendue dans les coutumes qui donnaient au gardien la propriété des meubles que dans celles qui ne la lui donnaient pas, et où on était plus disposé à restreindre la charge d'acquitter les dettes mobilières.

Plusieurs coutumes chargeaient expressément le gardien noble d'acquitter les frais funéraires du prédécédé, dont la mort avait donné ouverture à la garde. Dans celles qui ne s'en étaient pas expliquées, mais qui donnaient au gardien la propriété des meubles, on ne doutait pas que le gardien en fût tenu. La question faisait plus de difficultés dans celles qui ne donnaient pas au gardien la propriété des meubles. Il fut décidé que ce mot général de dettes ne comprenait pas seulement les dettes que le prédécédé avait transmis dans sa succession,

mais aussi les frais funéraires du prédécédé, qui sont en un sens dettes de la succession, puisque la succession en est tenue. A l'égard des legs de deniers, on admettait que le gardien en était tenu dans les coutumes où il acquérait la propriété des meubles. Il en était autrement dans les autres coutumes, où le terme de dettes devait avoir une signification restreinte.

Dans certaines coutumes le gardien n'était tenu des dettes et charges de la succession que jusqu'à concurrence de son émolument; mais dans les autres et notamment dans celles de Paris et d'Orléans, la garde était une espèce de forfait, qui obligeait le gardien même *ultra vires*. Quelles que fussent les charges prévues ou imprévues, le gardien majeur n'était jamais restituable contre son acceptation. Au contraire le gardien mineur était toujours restituable contre tous les actes désavantageux qu'il avait passés par inexpérience.

La jouissance du gardien durait jusqu'à ce que l'enfant eût atteint un certain âge, qui n'était pas le même pour toutes les coutumes. D'après la coutume de Paris, « la garde noble durait aux enfants mâles jusqu'à vingt ans, et aux femelles jusqu'à quinze ans accomplis; et la garde bourgeoise durait aux enfants mâles jusqu'à quatorze ans et aux femelles

jusqu'à douze ans finis et accomplis. » Mais la garde pouvait finir avant ce temps pour différentes causes, qui étaient la mort naturelle ou civile du gardien ou de l'enfant, le mariage de l'enfant avec le consentement du gardien, l'émancipation conférée par lettres du prince entérinées du consentement du gardien, l'inaccomplissement des obligations imposées au gardien, la débauche publique de la gardienne, enfin, suivant les différentes coutumes, tantôt le second mariage, soit du gardien, soit de la gardienne noble ou bourgeois sans distinction; tantôt le second mariage seulement du gardien ou de la gardienne bourgeois, à la différence du second mariage du gardien ou de la gardienne nobles qui ne mettait pas fin à la garde, à moins pourtant que la gardienne n'épousât un homme qui ne fût pas noble; tantôt le second mariage seulement de la gardienne, le second mariage du gardien, c'est-à-dire du mari survivant, ne mettant point fin à la garde.

Dans certaines coutumes, la tutelle des mineurs était unie à la garde noble, et le gardien noble était de plein droit tuteur légitime de ses enfants. Dans les autres, au nombre desquelles se trouvait la coutume de Paris, la garde noble ne renfermait

point la tutelle; on nommait un tuteur aux mineurs qui tombaient en garde noble pour tout ce qui ne dépendait point de la garde noble. La tutelle n'était pas néanmoins incompatible avec la garde noble. Le gardien noble pouvait, sur l'avis des parents, être nommé tuteur, et, en acceptant la tutelle sous la réserve de son droit de garde, il avait l'un et l'autre droit.

Le tuteur devait commencer son administration par faire un inventaire devant notaire de tous les effets mobiliers du mineur, de tous les titres et enseignements de ses biens. Cet inventaire devait contenir estimation par détail de chacun des effets mobiliers, laquelle estimation se faisait par un sergent-priseur, assisté de revendeurs ou de revenderesses. Après cet inventaire, le tuteur devait faire vendre publiquement les meubles dudit mineur, à l'exception de ceux nécessaires pour son usage, et sauf les droits résultant de la garde. Faute par lui d'avoir fait cette vente, il était tenu, comme dommages-intérêts, de se charger dans le compte qu'il devait rendre à son mineur après la tutelle finie, de la crue ou parisis de la dite prise, qui était le quart en sus. Tous les meubles n'étaient pas sujets à cette crue ou parisis; on en exceptait ceux qui avaient une valeur certaine et connue. Les meubles

sujets à cette crue étaient les meubles meublants.

Le tuteur devait faire emploi des deniers de son pupille, tant de ceux provenant de la vente de ses meubles, et des sommes qu'il avait reçues de ses débiteurs, que de l'excédant de ses revenus.

Le tuteur faisait assez ordinairement régler par le juge, sur l'avis de la famille, la somme qu'il pouvait employer par an pour les aliments et l'éducation du mineur. L'excédant des revenus sur la dépense faisait l'objet d'un emploi, et l'on estimait que cette somme devait être au moins de cent pistoles pour que l'emploi fût obligatoire.

Un usage autrefois en vigueur au châtelet d'Orléans, c'était de faire crier les deniers des mineurs devant le juge au siège des baux et adjudications, et de les adjuger à l'enchère à celui qui en offrait l'intérêt le plus avantageux, à la charge de donner caution, de payer les intérêts chaque année, et de rendre le capital lors de la majorité du mineur. Mais ces baux à intérêts avaient été proscrits comme usuraires par un arrêt de règlement de 1726, et il avait été fait défense au prévôt d'Orléans de donner les deniers des pupilles à intérêts sans aliénation du principal, à un intérêt plus fort que l'ordonnance, et sans laisser aux débiteurs la faculté de rembourser quand bon leur semblerait. Lorsque le tuteur avait

trouvé un emploi des deniers de son pupille, il pouvait sur l'avis des parents; convoqués à cet effet devant le juge, se faire autoriser par une ordonnance à l'accomplir. Faute par le tuteur d'avoir fait l'emploi, il était tenu envers son mineur des intérêts des deniers.

Le tuteur devait veiller à la conservation des droits et intérêts de son mineur. Il devait poursuivre les débiteurs du mineur à fin de paiement dans un court espace de temps, faute de quoi il était responsable de leur insolvabilité survenue depuis. Les débiteurs payaient valablement entre ses mains; il pouvait même recevoir le prix du rachat des rentes dus au mineur, car, quoique ce rachat contint l'aliénation d'un immeuble, comme il ne pouvait être empêché sous aucun prétexte, cet acte n'excédait point l'administration confiée au tuteur. Tout ceci avait lieu même quand le tuteur n'était pas solvable, pourvu qu'il ne fût pas en faillite ouverte et connue. Il n'était pas nécessaire non plus, pour que le débiteur fût libéré dans le cas de l'insolvabilité du tuteur, qu'il eût payé en vertu d'une ordonnance du juge, ainsi que l'exigeait la constitution de Justinien.

Le tuteur pouvait plaider pour son pupille tant en demandant qu'en défendant, et les décisions

rendues pour ou contre lui étaient rendues pour ou contre le mineur. Si le tuteur acquiesçait à la sentence, le mineur était censé y avoir acquiescé lui-même ; d'où il résultait qu'il ne pouvait plus, après sa majorité, interjeter appel de cette sentence, sans se faire restituer par des lettres de rescision contre cet acquiescement. Si le jugement rendu contre le tuteur était en dernier ressort, le mineur devenu majeur pouvait avoir recours à la requête civile contre le jugement, s'il n'avait pas été suffisamment défendu. Il était censé ne l'avoir pas été suffisamment lorsque le jugement avait été rendu contre son tuteur sans les conclusions du ministère public. Bien que la condamnation prononcée contre le tuteur fût censée l'être contre le mineur, si le tuteur avait soutenu un mauvais procès sans y avoir été autorisé par la famille, il devait supporter les dépens. Pour éviter cette sanction, il pouvait se faire autoriser par un avis des parents, convoqués à cet effet devant le juge, à soutenir le procès. Il devait recourir à cet avis des parents surtout pour appeler, lorsqu'il avait succombé en première instance.

Le tuteur pouvait accepter ou répudier pour son pupille les successions qui lui étaient échues, mais le mineur était restituable contre cette acceptation ou répudiation.

Le tuteur avait droit d'aliéner toutes les choses mobilières de son pupille et de transiger sur ces mêmes biens, mais il ne pouvait aliéner à titre de donation, la donation n'étant pas un acte d'administration. Il fallait en excepter toutefois les donations de sommes modiques que la bienséance oblige parfois de faire.

A la fin de la tutelle, le tuteur était obligé de rendre compte. Toute transaction, tout contrat passé entre le tuteur et le mineur devenu majeur, avant que ce compte fût rendu, n'obligeait point le mineur. Le tuteur datif pouvait être assigné pour rendre compte devant le juge qui l'avait nommé. Si après y avoir été condamné le tuteur ne rendait pas son compte, il pouvait y être contraint par la saisie de ses biens, et même par emprisonnement.

Le mineur devenu majeur ou émancipé avait hypothèque, pour le paiement de son reliquat, sur tous les biens de son tuteur, du jour de l'acte de nomination si son tuteur était datif, et du jour de l'ouverture de la tutelle, s'il était légitime.

Après son émancipation, le mineur avait le droit de disposer de son mobilier. Mais l'assistance d'un curateur lui était nécessaire pour l'accomplissement

de certains actes. On distinguait deux sortes de curateurs : le curateur formel et le curateur aux causes.

Le curateur formel était celui que le juge décernait au mineur pour lui donner une autorisation suffisante, à l'effet ou d'une audition de compte de tutelle, ou d'un emprunt, ou pour assister le mineur dans la réception de ses fonds et dans leur emploi.

Le curateur aux causes était donné au mineur pour l'assister en justice dans les demandes qu'il avait à former contre quelqu'un et dans celles qu'on avait formées contre lui. Le curateur formel n'avait de pouvoir qu'autant que lui en donnait son acte de nomination. Lorsque son mandat s'étendait à toutes les affaires, il était censé nommé curateur aux causes.

Telles étaient, dans le droit coutumier, les règles relatives à l'administration, à la jouissance et à l'aliénation des biens meubles des mineurs. Nous n'y avons trouvé aucune disposition concernant spécialement les meubles incorporels. C'est qu'alors les valeurs étaient fort rares, et se réduisaient aux titres émis par quelques grandes compagnies, qui avaient divisé leur capital en actions, telles que la Compagnie des Indes fondée au xvii^e siècle.

Quant aux rentes foncières ou constituées, elles étaient réputées immeubles, et partant soumises aux règles des immeubles. *Res mobiles res vilis*, tel était l'adage qui dominait dans notre ancien droit, et qui explique le droit absolu qu'avait le tuteur à l'égard des choses mobilières. Cet adage est passé dans le Code civil, dont les rédacteurs n'ont reproduit, pour les meubles, que les règles de l'ancien droit. On comprend aisément que le législateur de 1804 n'ait rien édicté de spécial aux meubles incorporels, qui n'occupaient alors, dans les fortunes, qu'une place absolument minime. Cependant peu de temps après la promulgation du Code civil, on songea à protéger des valeurs qui avaient pris un développement déjà considérable : les titres de rentes sur l'Etat et les actions de la Banque de France. Ces valeurs étaient considérées comme des placements sûrs, et elles avaient paru pouvoir constituer une partie sérieuse de la fortune des mineurs. Une loi du 24 mars 1806 défendit aux tuteurs et curateurs de vendre, sans l'autorisation du conseil de famille, aucune inscription de rentes sur l'Etat supérieure à la somme de 50 francs. Elle leur permit, au contraire, d'une manière expresse, de faire cette aliénation sans aucune autorisation, lorsque les inscriptions des mineurs ne représen-

teraient qu'une somme de 50 francs de rente et au dessous. Plus tard, un décret du 25 septembre 1813 déclara la loi du 24 mars 1806 applicable aux mineurs propriétaires d'actions ou de fractions d'actions de la Banque de France, et permit aux tuteurs de procéder à la vente de ces valeurs sans autorisation du conseil de famille, lorsque ces incapables ne posséderaient qu'une seule action ou un droit dans plusieurs actions n'excédant pas en totalité une action entière. Ces lois étaient spéciales aux titres qu'elles régissaient, et ne pouvaient être étendues aux autres par analogie. Cependant la propriété mobilière s'accroissait dans une proportion considérable, et sous les formes les plus diverses. La multiplicité des sociétés commerciales, l'établissement des Chemins de fer, la fondation du Crédit foncier, les emprunts des villes et des départements, les grandes entreprises industrielles avaient déterminé l'émission d'un grand nombre d'actions et d'obligations. La facilité de souscrire chez les agents du Trésor ou dans toutes les succursales des grandes sociétés financières, et pour les sommes les plus modiques répandait les titres dans toutes les classes de la société et faisait entrer des valeurs dans toutes les fortunes. On sentit que cette augmentation de la fortune mobilière nécessitait

une réforme législative. Vu l'absence de dispositions réglementant l'aliénation des meubles incorporels, une grande partie de la fortune des mineurs se trouvait, sans autre garantie que l'hypothèque légale souvent insuffisante, à la discrétion des tuteurs. De graves abus en résultaient. Des tuteurs malhonnêtes aliénaient les titres de leurs pupilles, et employaient à leur profit les sommes en provenant. Si les titres étaient nominatifs, et s'ils redoutaient des difficultés de la part des sociétés émissionnaires, ils s'empressaient de les convertir en titres au porteur. Le gouvernement comprit qu'il était urgent de remédier à cette situation. Le garde des sceaux présenta, le 9 novembre 1876, à la Chambre des Députés, un projet de loi, aux termes duquel les tuteurs des mineurs et des interdits seraient tenus d'obtenir l'autorisation du conseil de famille pour aliéner les meubles incorporels appartenant aux mineurs, et convertir les titres nominatifs en titres au porteur, et devraient, dans un délai de six mois, convertir les titres au porteur en titres nominatifs. Les préoccupations politiques empêchèrent la Chambre de s'occuper de ce projet, qui resta plus d'une année sans examen, et fut de nouveau déposé au Sénat le 12 janvier 1878. Ce projet, après avoir subi plusieurs modifications, est

devenu la loi du 27 février 1880 dont les dispositions sont ainsi conçues :

ARTICLE PREMIER. — Le tuteur ne pourra aliéner sans y être autorisé préalablement par le conseil de famille, les rentes, actions, parts d'intérêts, obligations et autres meubles incorporels quelconques appartenant au mineur ou à l'interdit. Le conseil de famille, en autorisant l'aliénation, prescrira les mesures qu'il jugera utiles.

ART. 2. — Lorsque la valeur des meubles incorporels à aliéner dépassera, d'après l'appréciation du conseil de famille, quinze cents francs en capital, la délibération sera soumise à l'homologation du tribunal, qui statuera en la chambre du conseil, le ministère public entendu, le tout sans dérogation à l'article 883 du Code de procédure civile. Dans tous les cas, le jugement rendu sera en dernier ressort.

ART. 3. — L'aliénation sera opérée par le ministère d'un agent de change, toutes les fois que les valeurs seront négociables à la Bourse au cours moyen du jour.

ART. 4. — Le mineur émancipé au cours de la tutelle même assisté de son curateur, devra observer, pour l'aliénation de ses meubles incorporels, les formes ci-dessus prescrites à l'égard du mineur

non émancipé. Cette disposition ne s'applique pas au mineur émancipé par le mariage.

ART. 5. — Le tuteur devra, dans les trois mois qui suivront l'ouverture de la tutelle, convertir en titres nominatifs les titres au porteur appartenant au mineur ou à l'interdit et dont le conseil de famille n'aurait pas jugé l'aliénation nécessaire ou utile. Il devra également convertir en titres nominatifs les titres au porteur qui adviendraient au mineur ou à l'interdit, de quelque manière que ce fût, et ce dans le même délai de trois mois à partir de l'attribution définitive ou de la mise en possession de ces valeurs. Le conseil de famille pourra fixer pour la conversion un terme plus long. Lorsque, soit par leur nature, soit à raison de conventions, les valeurs au porteur ne seront pas susceptibles d'être converties en titres nominatifs, le tuteur devra, dans les trois mois, obtenir du conseil de famille l'autorisation soit de les aliéner avec emploi, soit de les conserver; dans ce dernier cas, comme dans celui prévu par le paragraphe précédent, le conseil pourra prescrire le dépôt des titres au porteur au nom du mineur ou de l'interdit soit à la caisse des dépôts et consignations, soit entre les mains d'une personne ou d'une société spécialement désignée. Les délais ci-dessus ne seront applicables

que sous la réserve des droits des tiers et des conventions préexistantes.

ART. 6. — Le tuteur devra faire emploi des capitaux appartenant au mineur ou à l'interdit ou qui lui adviendraient par succession ou autrement, et ce, dans le délai de trois mois, à moins que le conseil de famille ne fixe un délai plus long, auquel cas, il pourra en ordonner le dépôt, comme il est dit en l'article précédent. Les règles prescrites par les articles ci-dessus, et par l'article 455 du Code civil seront applicables à cet emploi. Les tiers ne seront en aucun cas garants de l'emploi.

ART. 7. — Le subrogé-tuteur devra surveiller l'accomplissement des formalités prescrites par les articles précédents. Il devra, si le tuteur ne s'y conforme pas, provoquer la réunion du conseil de famille devant lequel le tuteur sera appelé à rendre compte de ses actes.

ART. 8. — Les dispositions de la présente loi sont applicables aux valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aliénés placés sous la tutelle soit de l'administration de l'assistance publique, soit des administrations hospitalières. Le conseil de surveillance de l'administration de l'assistance publique et les commissions administratives rempliront à cet effet les fonctions attribuées au conseil de famille. Les disposi-

tions de la présente loi seront également applicables aux administrateurs provisoires des biens des aliénés nommés en exécution de la loi du 30 juin 1838.

ART. 9. — Les tuteurs entrés en fonctions et les mineurs émancipés antérieurement à la présente loi seront tenus de s'y conformer. Les délais courront pour eux à partir de la promulgation.

ART. 10. — La conversion de tous titres nominatifs en titres au porteur est soumise aux mêmes conditions et formalités que l'aliénation de ces titres.

ART. 11. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Les délais, en ce qui concerne ces colonies, seront, quand il y aura lieu, augmentés des délais supplémentaires fixés à raison des distances par la loi du 3 mai 1862.

ART. 12. — La loi du 24 mars 1806 et le décret du 25 septembre 1813 sont abrogés. Sont également abrogées toutes les dispositions de lois qui seraient contraires à la présente loi.

PREMIÈRE PARTIE

ADMINISTRATION, JOUISSANCE, ALIÉNATION

DES

Biens Meubles des Mineurs

PENDANT LE

MARIAGE DE LEURS PÈRE ET MÈRE

CHAPITRE PREMIER

Pouvoir du père administrateur légal

Le législateur du Code civil n'a édicté qu'une seule disposition concernant l'administration légale ; c'est l'article 389, au titre de la tutelle, qui est ainsi conçu : « Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs. » Aucun autre texte n'établit de règles applicables à cette matière. Quels sont les pouvoirs du père administrateur ? Doit-on lui reconnaître une liberté complète pour la passation de tous les actes ? ou bien est-il soumis, comme le tuteur, à certaines formalités pour leur accomplissement ? Cette question, vu le silence absolu de la loi, a été laissée à l'interprétation des jurisconsultes, et elle a donné lieu à différents systèmes en doctrine et en jurisprudence.

Certains auteurs ont enseigné l'assimilation de l'administration légale à la tutelle. Le législateur

n'aurait pas manqué, selon eux, d'édicter les règles de cette administration, s'il avait entendu la distinguer de la tutelle ; l'absence de textes prouve assez son intention à cet égard. D'ailleurs, la place, qu'occupe l'article 389 au titre de la tutelle, fournit un autre argument à cette opinion : l'administration légale dérive de la puissance paternelle ; c'est au titre de la puissance paternelle qu'on l'aurait placée, si l'on n'avait pas voulu confondre la gestion du père avec celle du tuteur.

Ces raisons pourraient être très fortes, si elles n'avaient contre elles la tradition et les explications données lors de la confection du Code civil. L'orateur du tribunal, en proposant l'article 389 qui n'existait pas dans le projet, a parlé en termes suffisamment précis : « Jamais, jusqu'à ce jour, le père ne fut qualifié de tuteur de ses enfants avant la dissolution du mariage. Si, pendant le mariage, la loi n'admettait aucune différence entre le père et le tuteur, il faudrait que le père fût assujetti, durant le mariage, à toutes les conditions que la loi impose au tuteur. Il faudrait que le père fût sous la surveillance d'un subrogé-tuteur, sous la dépendance d'un conseil de famille etc, ce qui répugne à tous les principes constamment reçus. » Rappelons également les paroles de Berlier dans l'*Exposé des*

motifs : « Tout mineur n'est pas nécessairement en tutelle ; la tutelle commence au décès du père ou de la mère ; car alors, en perdant un de ses protecteurs naturels, le mineur réclame une protection plus spéciale. » (Fenet tome x p. 639). Ajoutons que la distinction entre l'administration légale et la tutelle résulte aussi clairement des textes par l'opposition qui règne entre les articles 389 et 390. Pourquoi séparer ainsi les deux situations, si on les soumet de tous points aux mêmes règles ? Pour toutes ces raisons, leur assimilation doit donc être rejetée.

Cela posé, examinons les différents systèmes, qui se sont présentés pour la détermination des pouvoirs du père administrateur légal.

Il va de soi que le père administrateur légal peut accomplir seul les actes que le tuteur accomplit lui-même sans autorisation, tels sont les actes de pure administration ; il a même à cet égard des pouvoirs plus étendus que le tuteur. Mais les difficultés s'élèvent quand il s'agit des actes que le tuteur ne peut faire qu'avec l'autorisation du conseil de famille, avec ou sans l'homologation du tribunal.

Une première opinion soutient que les pouvoirs du père sont absolus : il peut aliéner seul les biens de son enfant mineur, et faire seul tous les actes de

propriété. Cette théorie, très dangereuse pour le patrimoine des mineurs, et presque unanimement rejetée, est pourtant consacrée par un récent arrêt de la Cour de Dijon dont voici les motifs :

« Attendu que la surveillance et le contrôle, auxquels la loi a jugé utile de soumettre les actes du tuteur, ont paru superflus, lorsque la famille est représentée par ses deux chefs ; »

« Attendu que ces principes résultent des circonstances qui ont accompagné l'introduction dans le Code de l'article 389, et notamment du rejet d'une disposition accessoire qui avait pour but d'appliquer à la situation prévue par cet article les dispositions édictées en matière de tutelle ; »

« Attendu qu'ils ont été consacrés par les auteurs de la loi du 27 février 1880, lesquels, en obligeant le tuteur à obtenir l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal, n'ont soumis à aucune de ces exigences le père administrateur légal. » (Dijon 31 déc. 1891 D 92-2-233. V. en ce sens Zachariæ t. 1).

Cette jurisprudence nous paraît aussi exagérée que dangereuse. Aux termes de l'article 389, le père n'est qu'un administrateur ; le mandat général, qui lui est confié, n'emporte que les actes d'administration (art. 1988 al. 2). Si des actes de disposi-

tion sont nécessaires, ils pourront être exécutés, mais sa qualité d'administrateur ne l'autorise pas à les passer seul. D'ailleurs, en introduisant dans le Code l'article 389, le tribunal dit bien que le père administrateur n'était pas soumis aux conditions et charges imposées au tuteur; mais ces déclarations n'entraînent pas la liberté absolue de l'administrateur légal.

L'arrêt précité s'appuie également sur la loi du 27 février 1880 relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs, qui n'a soumis le père administrateur à aucune formalité pour l'aliénation de ces valeurs. Mais il n'en faut pas conclure qu'elle lui a reconnu le droit de libre disposition. Si elle ne vise pas le père, c'est qu'elle ne s'est pas occupée de l'administration légale, qui devait faire l'objet d'une loi postérieure.

Une seconde opinion, à laquelle se rallient d'éminents auteurs, soumet le père administrateur légal, comme le tuteur, à l'obligation d'obtenir, suivant les cas, l'autorisation du conseil de famille, avec ou sans l'homologation du tribunal. Cette opinion prétend n'être pas en opposition avec les travaux préparatoires. Ainsi qu'on l'a vu, l'orateur du tribunal a déclaré formellement que le père administrateur légal n'était pas soumis à la dépendance d'un conseil

de famille. Or, il s'agissait d'un conseil de famille permanent, destiné à exercer un contrôle sur l'administration, tandis que les partisans de cette seconde opinion entendent parler d'un conseil simplement réuni pour donner son avis à propos d'un acte. Cette distinction se retrouve dans un jugement du tribunal de Villefranche. « Attendu, dit ce jugement, que le père administrateur légal n'est pas sous la surveillance habituelle et sous la dépendance d'un conseil de famille permanent, mais que cette circonstance n'implique nullement qu'il n'y ait jamais lieu de recourir à l'avis d'un conseil de famille. » (Villefranche 12 mars 1887 S. 87-2-117). On s'appuie sur certains textes généraux relatifs à l'aliénation et à la disposition des biens des mineurs, et qui semblent comprendre tous les mineurs sans distinction. Ainsi on invoque l'article 776 du Code civil, qui décide que les successions échues aux mineurs ne pourront être acceptées que conformément aux dispositions du titre de la tutelle; l'article 2126 relatif à l'hypothèque; l'article 953 du Code de procédure concernant la vente des immeubles, etc. (V. en ce sens Demolombe, t. vi, n° 446 ; Aubry et Rau, t. i, § 123, note 31).

Il nous semble que ce système est en opposition avec la déclaration faite par l'orateur du tribunal,

que le père n'est pas sous la dépendance du conseil de famille, et, telle était aussi la pensée de la Cour suprême décidant qu'il résulte avec évidence des circonstances qui ont accompagné l'introduction dans le Code de l'article 389, que la loi n'a point soumis le père à l'intervention et au contrôle du conseil de famille (Cass. 3 juin 1867, D. 68-1-27). On s'appuie, il est vrai, sur des textes généraux qui semblent comprendre tous les mineurs sans distinction. Quoi qu'il en soit de la généralité de ces textes, faisons seulement remarquer que l'article 389 comprenait d'abord la disposition suivante : « Tout ce qui intéresse la propriété des biens sera réglé par la disposition de la section VIII », et que cette disposition a disparu de la rédaction définitive. On est fondé à conclure de cette suppression que le législateur voulait d'abord assimiler pour les actes de disposition l'administration légale à la tutelle, et qu'il est revenu sur cette première intention.

Nous nous rangeons à une troisième opinion, généralement admise par la jurisprudence, d'après laquelle le père administrateur légal doit obtenir l'autorisation du tribunal dans les cas où la loi exige du tuteur l'homologation. On a vivement critiqué ce système en lui reprochant d'être illogique. (Demolombe, t. VI, n° 416) : il rejette l'autorisation

du conseil de famille comme une institution particulière à la tutelle, et il assimile l'administration légale à la tutelle pour l'homologation de justice. De deux choses l'une : ou bien il faut admettre complètement le mécanisme de la tutelle, comme dans l'opinion précédente, ou bien il faut renoncer à l'assimilation qu'on veut faire, car elle ne se justifie pas. Il est vrai ; mais si l'on exige du père administrateur l'autorisation du tribunal, ce n'est pas pour opérer un rapprochement avec la tutelle. On soutient que cette formalité est sous entendue dans l'article 389 pour les actes de disposition. Telle est en effet l'obligation à laquelle la loi soumet les mandataires légaux du patrimoine d'autrui, et qui s'applique, par analogie, au père administrateur. C'est ainsi que le mari ne peut aliéner l'immeuble dotal de sa femme sans la permission de justice (art. 1558 C. c.) ; l'héritier bénéficiaire ne peut aliéner les immeubles de la succession sans un jugement du tribunal (987 C. p.) ; de même la justice intervient pour garantir le patrimoine du présumé absent. Cette opinion met en outre de l'harmonie dans la loi : on voit, au titre de la puissance paternelle, que la justice intervient relativement au droit de garde et d'éducation (art. 377 et s.) ; il doit en être de même *a fortiori* relativement aux

biens sur lesquels le père ne peut prétendre un droit aussi exclusif que sur la personne de l'enfant. Ajoutons que cette opinion est sur le point de recevoir la sanction législative, car, aux termes d'un projet de loi un peu postérieur à la loi de 1880, l'autorisation de justice serait seule exigée du père pour les actes de disposition. La jurisprudence a généralement préféré cette opinion à celles qui sont précédemment exposées. V. Tr. civ. Marseille 12 déc. 1864 qui exige l'autorisation de justice pour une transaction mobilière. « D. 67-5-347. *Adde* Douai 22 janv. 1894. D. 94-2-296. V. en ce sens Marcadé, t. II, p. 159. »

Ajoutons, en dernier lieu, qu'il y a des actes interdits au père administrateur comme au tuteur : ce sont le compromis (arg. art. 1004 C. p.) et la donation. Mais les prohibitions édictées par l'article 450 *in fine* ne s'appliquent qu'au tuteur, car les incapacités sont de droit étroit, et on ne peut, en assimilant le père au tuteur, ajouter à celles créées par la loi. (En ce sens, S. 52-2-304).

CHAPITRE II

ADMINISTRATION

I.— Obligation du père au commencement de l'administration légale

INVENTAIRE

Le père administrateur légal est obligé de faire l'inventaire des biens meubles qui adviennent à son enfant mineur. Pour n'être pas expresse, cette obligation n'en est pas moins certaine ; elle résulte par analogie des dispositions qui l'imposent au mari administrateur des biens de sa femme. Mais on ne saurait appliquer ici l'article 451 : il n'y a point de subrogé-tuteur pour assister à l'inventaire, comme lorsqu'il est fait à la requête du tuteur, et la déchéance prononcée contre le tuteur pour n'avoir pas déclaré sa créance avant l'inventaire ne s'étend point au père.

Si le père avait manqué à l'obligation de faire

l'inventaire, la consistance du mobilier pourrait s'établir par commune renommée à défaut d'autres preuves (arg. art. 1415).

II. — Pouvoirs du père administrateur légal

A. — *Actes qu'il peut faire seul*

ACTES CONSERVATOIRES

Une bonne administration tend avant tout à conserver le patrimoine du mineur.

Relativement aux meubles corporels, les actes conservatoires consistent à n'en pas jouir d'une façon abusive, et à veiller à leur entretien.

Relativement aux meubles incorporels, ils consistent principalement à assurer le remboursement des créances : à faire inscrire un privilège, à prendre une hypothèque et à renouveler en temps utile les inscriptions qui vont se périmer, à interrompre la prescription, à opérer une saisie. Si le débiteur de l'enfant mineur est en faillite ou en déconfiture, le père produit à la faillite ou à l'ordre. Si le mineur est créancier d'une rente constituée en perpétuel, et qu'il y ait lieu de craindre l'insolvabilité du débiteur, parce qu'il ne paie pas les arrérages ou ne fournit pas les sûretés promises, le père fera

bien de racheter la rente, de peur de perdre à la fois le capital et les arrérages.

RECouvreMENT DES REVENUS ET DES CRÉANCES

Le père reçoit tout ce qui est dû à son enfant mineur : les fruits, intérêts, arrérages, tout ce qui constitue les revenus et les capitaux, y compris le remboursement des rentes. Il doit réclamer le paiement du débiteur à l'échéance. L'inexécution de cette obligation ou le retard apporté dans son exécution le rendraient responsable si le débiteur devenait par la suite insolvable.

Le droit de toucher le montant des créances emporte pour le père celui de donner décharge aux débiteurs, aux cautions, de consentir la radiation des inscriptions pour privilège et hypothèque qui garantissent la créance dont il reçoit le payement.

La loi ne rendant pas les débiteurs responsables du défaut d'emploi (arg. art. 6, loi du 27 février 1880) ceux-ci ne pourraient pas refuser le payement sous prétexte que le père ne fait pas d'emploi. Pourraient-ils refuser de se libérer en alléguant son insolvabilité ? Pothier enseignait la négative, mais nous préférons l'opinion contraire, pensant que si père a en principe le droit de recouvrer les capi-

taux, on doit faire exception à cette règle quand il est reconnu qu'il y aurait péril évident à mettre dans les mains du père un capital mobilier appartenant au mineur. Ainsi l'a décidé à propos du père tuteur et usufruitier légal la Cour de Limoges dans un arrêt du 28 février 1846 (D. 46-2-153). Cette solution doit s'appliquer au père administrateur aussi bien qu'au père tuteur pour cette raison qu'il n'y a pas d'hypothèque pour garantir sa gestion. En conséquence les tribunaux peuvent, à raison de cette insolvabilité, prendre les mesures nécessaires pour la conservation des capitaux dus au mineur.

Le père administrateur ne peut pas faire de remise aux débiteurs ni consentir sans recevoir le paiement, la radiation des inscriptions hypothécaires, mais nous pensons qu'il peut proroger le délai dans lequel les débiteurs doivent se libérer, si toutefois la créance ne court aucun risque. Il peut également nover la créance. Accepter un nouveau débiteur en donnant quittance à l'ancien, c'est une opération de tous points équivalente au placement des deniers reçus en paiement.

EMPLOI DES REVENUS ET DES CAPITAUX

C'est l'acte le plus important de l'administration

d'un patrimoine. La loi a imposé des règles au tuteur pour cet emploi (art. 454, 455, 456 du Code civil; art. 6 de la loi du 27 février 1880); mais ces dispositions ne s'appliquent point au père administrateur légal. Il est seul juge des dépenses qu'il doit faire pour son enfant; il n'est point obligé à l'emploi à partir de telle somme, ni dans tel délai déterminé. Il n'est soumis en cette matière qu'aux règles du droit commun (art. 1382). S'il laissait les revenus et capitaux du mineur improductifs ou les employait à son profit, sans en avoir l'usufruit légal, il serait responsable envers le mineur, et pourrait être condamné aux dommages-intérêts représentant le préjudice causé par sa négligence.

La loi du 9 avril 1881 portant création d'une caisse d'épargne postale a offert aux mineurs un moyen de placer leurs deniers sans le concours de leur représentant légal. L'article 6 de cette loi porte que « les mineurs seront admis à se faire ouvrir des livrets sans l'intervention de leur représentant légal. Ils pourront retirer sans cette intervention, mais seulement après l'âge de seize ans révolus, les sommes figurant sur les livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part de leur représentant légal. »

EXERCICE DES ACTIONS MOBILIÈRES

Le père administrateur légal peut exercer seul une action relative aux droits mobiliers du mineur, soit en demandant soit en défendant, et acquiescer à une action de même nature. Il peut également acquiescer seul à un jugement rendu sur une action mobilière, et se désister d'une demande mobilière qu'il aurait introduite.

Dans une instance il peut provoquer toutes les mesures d'instruction utiles aux intérêts du mineur, par exemple, demander l'interrogatoire sur faits et articles de la partie adverse, et faire une inscription de faux. L'aveu et le serment qu'il ferait, ne seraient pas opposables au mineur, à moins qu'ils ne portent sur des actes d'administration qu'il aurait passés.

PAIEMENT DES DETTES

Le père doit payer les dettes de son enfant mineur dès qu'elles sont échues, après s'être assuré qu'elles sont certaines. Mais il ne doit payer qu'à l'échéance, parce qu'il n'a pas le droit de renoncer au bénéfice du terme qui appartient au mineur pour se libérer. Néanmoins, il y a des cas où le

père pourrait payer avant l'échéance, c'est lorsque la dette est productive d'intérêts, ou lorsqu'on peut obtenir un escompte par un paiement anticipé.

Si le père est lui-même créancier, il doit se payer de ses propres mains. On a dit qu'il se produisait alors une compensation. Cette assertion est inexacte, parce que la somme due au mineur n'est pas alors exigible. Il y a bien une compensation en fait, mais non pas au sens juridique du mot. Dans le cas où le tuteur n'aurait pas à l'échéance les deniers suffisants pour se payer, sa créance commencerait-elle à produire de plein droit des intérêts? On l'a prétendu en se fondant sur les articles 474 et 473. Mais il y a entre les cas visés par ces articles et notre espèce une analogie plus ou moins certaine. Nous croyons que si le père veut obtenir des intérêts, il devra intenter une demande en justice conformément au droit commun.

Le père peut payer de ses deniers les dettes de son enfant mineur. Lui appliquera-t-on alors la disposition de l'article 2001 qui lui donnerait droit aux intérêts des avances par lui faites, à partir du jour des avances constatées? Non, car le père n'est pas un mandataire ordinaire, et, d'autre part, la solution contraire aurait pour effet de valider un emprunt sous les formes de l'article 457.

Le père ne peut faire une reconnaissance de dette opposable à son enfant mineur, en ce sens qu'il ne lui appartient pas de créer par son aveu une dette dont il n'existerait pas d'autre preuve ; car, c'est un acte qui excède la mission de simple administration dont il est investi. Mais quand l'existence de la dette est établie par un titre antérieur ou par des preuves existantes en dehors de la reconnaissance du père, cette reconnaissance est valablement opposée au mineur. Le père a qualité non seulement pour faire cette reconnaissance, mais encore pour renouveler le titre pourvu qu'il n'aggrave pas la position du mineur. « Attendu, dit un arrêt de cassation, que, si le tuteur qui n'a que l'administration des biens du mineur, ne peut l'obliger par voie d'emprunt ou autrement, il peut reconnaître les dettes préexistantes et en faire le règlement à la condition de ne pas aggraver la position du mineur ; qu'il peut, dès lors, lorsque le mineur se trouve obligé en vertu de lettres de change souscrites par son auteur, renouveler au nom du mineur ces lettres de change, puisqu'en agissant ainsi, loin d'aggraver la position du mineur, il la fait meilleure en reculant l'échéance de la dette. » Cass. 22 juin 1880. D. 80-1-318.

Le père peut aussi concourir à un règlement de

compte qui a pour objet de déterminer le montant de la dette du mineur. Besançon, 16 janvier 1891. D. 91-2-279.

ACCEPTATION ET RÉPUDIATION D'UNE SUCCESSION
ET D'UNE DONATION MOBILIÈRES

Il résulte du système que nous avons admis sur les pouvoirs du père administrateur légal qu'il peut accepter et répudier seul une succession mobilière échue à son enfant mineur. Son acceptation peut être pure et simple, car l'article 461 qui exige le bénéfice d'inventaire n'est applicable qu'à la tutelle. Mais il serait responsable d'avoir mis une mauvaise succession à la charge du mineur. Les legs universels ou à titre universel sont assimilés aux successions *ab intestat* pour l'acceptation et la répudiation.

La règle est la même pour la donation et le legs à titre particulier faits avec ou sans charges; le père administrateur légal peut les accepter ou les répudier sans être assujéti à aucune formalité. Pour la donation il résulte de l'article 935 que « les père et mère du mineur émancipé ou non émancipé ou les autres ascendants, même du vivant des père et mère quoiqu'ils ne soient ni tuteurs ni curateurs du mineur pourront accepter pour lui. »

PARTAGE D'UNE SUCCESSION MOBILIÈRE

Le père peut répondre à une demande en partage de succession mobilière échue au mineur, et provoquer lui-même le partage sans autorisation. Mais il ne peut faire ce partage à l'amiable ; ceci résulte de la disposition générale de l'article 838. « Si tous les cohéritiers ne sont pas présents ou s'il y a parmi eux des interdits ou des mineurs même émancipés le partage doit être fait en justice ». Il faut donc que le partage soit fait suivant les formes prescrites au titre des successions et par les articles 906 et suivants du Code de procédure. Le partage exécuté contrairement à ces articles est nul, mais sa nullité n'est opposable que par le mineur ou par son père (1125).

Est-ce à dire que tout partage exécuté contrairement aux articles 466 et 838 soit annulable ? Oui, si l'on a entendu faire un partage définitif. Mais il peut arriver que les copartageants n'aient voulu faire qu'un partage de jouissance. Dans ce cas, le partage sera valable comme tel, encore qu'il ait été fait à l'amiable, car le père peut faire à l'amiable un tel partage (840). Il liera le mineur comme les autres copartageants pendant le temps pour lequel il aura été fait.

Comment saura-t-on si les conjoints ont voulu faire un partage définitif ou un partage provisionnel? En l'absence des formalités prescrites pour le partage définitif, on devra considérer qu'ils ont voulu faire un partage provisionnel, à moins qu'il ne résulte des circonstances qu'ils ont voulu faire un partage définitif.

B. — *Actes pour lesquels le père administrateur légal doit obtenir l'autorisation du tribunal*

EMPRUNT

Nous avons admis, en étudiant les pouvoirs du père administrateur légal, qu'il devait obtenir l'autorisation du tribunal pour les actes d'aliénation. Or, on voit, au titre de la tutelle, que la loi a mis l'emprunt sur la même ligne que l'aliénation, ce qui se justifie parfaitement si l'on considère qu'il est l'acte le plus dangereux qu'un administrateur puisse accomplir.

Le père devra donc se faire autoriser par la justice, quelle que soit la somme qu'il emprunte, avec ou sans hypothèque. Le tribunal n'approuvera l'emprunt qu'en cas de nécessité absolue ou d'avantage évident, et qu'après qu'il aura été constaté par

un compte sommaire présenté par le père que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisants. Il pourra aussi régler les conditions de l'emprunt (arg. art. 457). Le jugement rendu par le tribunal sera sujet à l'appel (arg. art 889 C. p.).

On a prétendu faire exception à la règle de l'autorisation de justice pour deux cas qui semblent n'apporter aucun changement à la situation du mineur : c'est le cas où l'on emprunte sans hypothèque pour payer une dette certaine et exigible, et celui où on rembourse une dette hypothécaire et exigible avec la subrogation au profit du prêteur. Nous trouvons que cette exception n'est nullement fondée, car il y a là un emprunt sous forme de novation. La situation du mineur peut s'en trouver changée, parceque l'emprunt peut être fait à des conditions différentes de la première dette. (Démolombe t. 7, n° 729).

Le mineur après sa majorité peut donc toujours demander la nullité de l'emprunt fait sans autorisation même dans les deux cas précédents, et ses créanciers hypothécaires peuvent s'en prévaloir de son chef contre le prêteur subrogé. Mais, nonobstant la nullité, le mineur reste toujours obligé envers son prêteur, si l'argent prêté a tourné à son profit (1312).

TRANSACTION MOBILIÈRE

La transaction est une convention par laquelle deux parties préviennent ou terminent un litige au moyen de concessions réciproques. C'est donc l'aliénation partielle d'un droit. On en a conclu que la capacité de transiger est la même que celle d'aliéner, et que le père administrateur légal qui n'est soumis à aucune formalité pour l'aliénation des meubles, peut transiger seul en matière mobilière. (Amiens 1^{er} mars 1883, S. 84-2-41, V. en ce sens Baudry Lacantinerie.)

Mais autre chose est de vendre, autre chose de transiger. Dans la vente on reçoit un équivalent certain et estimable de la chose qu'on livre, tandis que, dans la transaction, l'équivalent est douteux et peut ne pas exister. Aussi la loi exige-t-elle une capacité plus grande pour la transaction. C'est ce qui résulte pour nous de l'article 2045 du code civil. « Pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction. » Or, le droit de disposer comprend aussi bien l'aliénation à titre gratuit que l'aliénation à titre onéreux. Il est certain que le père n'a pas le droit de donner les biens meubles de son enfant mineur ; il n'a donc

pas le droit d'en disposer. (Voir la distinction des mots disposer et aliéner, art. 1449 C. c.). Nous en concluons qu'il ne peut transiger tant sur les meubles que sur les immeubles sans l'autorisation du tribunal. (V. trib. Marseille, 12 décembre 1864, S. 65-2-216; Demolombe, t. vi, n° 446; Aubry et Rau, t. i, § 123, note 38).

C. — *Acte interdit au père administrateur légal*

COMPROMIS

Le compromis est un contrat par lequel on s'en remet à des tiers de la décision d'un litige. Aucun texte du Code civil n'en fait mention, mais il résulte de l'article 1004 du Code de procédure civile qu'on ne peut compromettre sur aucune des contestations qui seraient sujettes à communication au ministère public : de ce nombre sont les causes des mineurs. Comme ce texte ne distingue pas, il s'applique autant aux meubles qu'aux immeubles et quelle que soit l'importance du droit en litige.

C'est qu'en effet le compromis est un acte plus dangereux que la transaction. Dans la transaction, ce sont les parties elles mêmes qui examinent leurs droits; elles restent libres de consentir ou de

refuser des concessions à leur adversaire. Dans le compromis, elles livrent d'une façon irrévocable leurs prétentions à la décision d'un tiers qui peut ne pas présenter de garanties suffisantes. L'article 1989 du Code civil établit bien cette différence en disposant que le mandat de transiger n'emporte pas celui de compromettre.

Devant la juridiction arbitrale les mineurs seraient privés de la garantie du ministère public (83 C. p.), et n'auraient pas la voie de la requête civile pour attaquer les jugements dans lesquels ils n'auraient pas été valablement défendus.

Cependant la pratique a créé des moyens d'user du compromis pour les mineurs. On remet la cause à un jurisconsulte qui rédige un avis, et soumet cet avis au tribunal qui le convertit en jugement d'expédient. Un autre procédé consiste à faire rédiger l'avis en forme de transaction. Ces deux procédés sont une fraude à la loi, et la décision arbitrale est nulle à l'égard du mineur. Il n'y a pas là non plus de compromis parce que l'avis n'est pas obligatoire pour le père du mineur.

CHAPITRE III

JOUISSANCE

I. — Usufruit paternel

Le père, durant le mariage, et, après la dissolution du mariage, le survivant des père et mère auront la jouissance des biens de leurs enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis, ou jusqu'à l'émancipation qui pourrait avoir lieu avant l'âge de dix-huit ans (384).

Il résulte de cet article que la jouissance des biens mobiliers de l'enfant mineur, sous le régime de l'administration légale, appartient au père, jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de dix-huit ans accomplis, et à l'enfant lui-même après cet âge ou son émancipation.

Jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de dix-huit ans accomplis, le père, qui n'y a pas renoncé, a donc l'usufruit de ses meubles. Cet usufruit est

un attribut de la puissance paternelle, et une juste rémunération pour les soins donnés à la personne et aux biens de l'enfant. Faut-il en conclure que la mère a le droit d'en jouir, au lieu du père, si elle exerce à sa place la puissance paternelle ?

Oui, dit-on, puisque l'usufruit est une indemnité pour les soins donnés à l'enfant ; celui qui a la charge de l'éducation doit profiter du bénéfice qui s'y trouve attaché. Si l'on oppose aux partisans de cette opinion le texte de l'article 384 qui n'accorde l'usufruit à la mère qu'après la dissolution du mariage, ils invoquent par comparaison les articles 373 et 389, qui n'accordent expressément qu'au père durant le mariage, l'autorité sur l'enfant et l'administration de ses biens, lesquelles peuvent cependant appartenir à la mère, et ils en concluent que les trois articles n'ont prévu que le cas le plus fréquent. (Marcadé, tome II).

Nous pensons, avec la grande majorité des auteurs, que cette solution doit être rejetée, soit que le père se trouve empêché seulement d'exercer la puissance paternelle, comme au cas d'interdiction, soit qu'il ait perdu cette puissance. Lorsque le père n'est qu'empêché, la mère ne fait qu'exercer les droits du mari auquel on ne saurait enlever son usufruit, que la loi lui accorde sans distinction,

sous prétexte de donner une rétribution à la mère. Si le père est déchu de la puissance paternelle, celle-ci revient à la mère, et il paraîtrait logique de lui accorder l'usufruit que le père a perdu. Mais il vaut mieux s'en tenir au texte de l'article 384, car l'usufruit profiterait presque toujours au père indirectement, ce que la loi a voulu sans doute éviter. Aussi l'usufruit revient-il dans ce cas à l'enfant pour ne s'ouvrir au profit de la mère qu'à la dissolution du mariage. (V. en ce sens Demolombe, t. vi, page 368; Duranton, tome III, n° 384; Proudhon, *Etat des personnes*, tome II, page 159.

BIENS SOUMIS A L'USUFRUIT PATERNEL

L'usufruit établi au profit du père est universel. Il s'applique donc à tous les biens meubles sans distinction de nature et d'origine, lorsque ceux-ci sont acquis à l'enfant.

Cependant la loi a apporté quelques restrictions à ce principe :

1° Elle (la jouissance) ne s'étendra pas aux biens que les enfants pourront acquérir par un travail et une industrie séparés (art. 387).

Cette exception a pour but d'encourager l'enfant

au travail en lui laissant le produit de ce qu'il a gagné. Mais il ne peut en dissiper le capital, qu'il doit remettre à son père qui l'administre comme les autres biens dont il a la jouissance. Il s'agit ici des biens que l'enfant acquiert par l'exercice d'un travail ou d'une profession distincts, alors même qu'il travaille dans la maison paternelle. Il peut, au contraire, travailler avec son père, même en dehors de la maison paternelle, et ne pas acquérir le fruit de son travail.

Notre disposition ne s'applique qu'aux produits du travail ou de l'industrie ; elle est étrangère aux gains d'une autre nature, par exemple, aux gains provenant du jeu ou d'un pari, à l'invention d'un trésor dont le père aurait l'usufruit. Il jouirait du trésor, eût-il été découvert dans un bien de l'enfant non soumis à son usufruit, car ce trésor n'est pas un accessoire du fonds où il est trouvé.

2° Elle ne s'étendra pas aux biens qui leur seront donnés ou légués sous la condition expresse que les père et mère n'en jouiront pas (art. 387).

La loi a édicté cette seconde exception pour empêcher que l'enfant ne soit victime des ressentiments que le donateur ou le testateur peut nourrir contre ses auteurs.

Comme il s'agit de priver le père ou la mère d'un

droit que la loi leur accorde, la disposition qui leur enlève l'usufruit doit être expresse. Est-ce à dire qu'elle doive être faite *expressis verbis* ? Cela n'est pas nécessaire, mais il faut que la condition résulte clairement de l'acte, de telle sorte qu'il n'y ait aucun doute sur la volonté du disposant. Par exemple, il y aurait volonté certaine du disposant, s'il avait indiqué l'emploi à faire des revenus du bien qu'il lègue, mais il ne faudrait pas la voir dans ce fait que la moitié d'un bien a été légué au père, et l'autre moitié à l'enfant. De même le legs au profit de l'enfant d'une rente viagère ou d'un usufruit n'exclut pas la jouissance paternelle, car on distingue les arrérages de la rente et le produit de l'usufruit du droit lui-même à la rente et à l'usufruit.

Une question importante, qui se place ici, est celle de savoir si le père ou la mère peut être privé de son usufruit sur la réserve de l'enfant dans la succession du prémourant ? L'affirmative est admise par Colmet de Santerre, t. II, n° 133 *bis*. La libéralité qui entame la réserve, dit-il, n'est pas nulle ; elle n'est que réductible, et l'action en réduction n'appartient qu'au réservataire ou à ses représentants. Or, la prétention par laquelle le père soutiendrait que la réserve n'a pas pu être affranchie de

son usufruit légal serait contraire à l'intérêt de l'enfant; elle retournerait contre lui une action établie pour lui; elle tendrait non pas à augmenter, mais à diminuer dans ses mains sa réserve au profit d'un tiers, et dans un intérêt qui n'est pas le sien.

Nous croyons avec la majorité des auteurs que la prohibition de l'usufruit paternel est nulle. C'est qu'en effet la réserve n'entre pas franche et quitte dans le patrimoine de l'enfant. Elle est grevée de cette prohibition, par cela même diminuée, car un bien n'a toute sa valeur qu'autant qu'il est complètement libre. Remarquons que l'enfant peut avoir intérêt à la jouissance du père : il possède déjà des biens personnels dont son père n'a pas l'usufruit, et sur lesquels il n'impute pas néanmoins les frais d'éducation et d'entretien. Privé de l'usufruit de la réserve, le père déclare qu'il imputera désormais les frais d'éducation sur les revenus de l'enfant. Si la réserve n'y suffit pas, l'enfant sera constitué en perte. Il n'est pas douteux que la réserve soit eutarmée par la prohibition de l'usufruit. L'enfant a donc l'action en réduction (921); elle appartient également à ses ayant cause, au nombre desquels on doit ranger son père à titre d'usufruitier légal. Ajoutons que la réserve n'est ni donnée ni léguée, mais qu'elle est acquise à l'héritier en vertu de la

loi (Cass. 11 novembre 1828, 1829, 1, 6 ; Duranton, t. III, n° 376 ; Marcadé, t. II, art. 387 n° 2 ; Proudhon, *Etat des personnes*, t. II, p. 161 et *Traité de l'usufruit*, t. I, n° 152 ; Demolombe, t. VI, n° 513).

3° Les enfants de l'indigne, venant à la succession de leur chef, ne sont pas exclus par la faute de leur père, mais celui-ci ne peut, en aucun cas, réclamer, sur les biens de cette succession, l'usufruit que la loi accorde aux père et mère sur les biens de leurs enfants (730).

Cette disposition s'applique à la mère aussi bien qu'au père, bien que l'article ne semble viser que celui-ci. Quelle raison y aurait-il de distinguer entre eux ?

L'époux, qui s'est rendu coauteur ou complice du fait qui cause l'indignité de son conjoint héritier, doit-il être privé de l'usufruit ? Il nous semble qu'on doit décider ainsi, bien que l'article 730, qui est une disposition pénale, ne le vise pas expressément. Car, on ne comprendrait guère cette distinction qui ferait profiter de l'usufruit l'héritier déclaré indigne.

DROITS QUE CONFÈRE L'USUFRUIT PATERNEL

Le législateur n'a rien édicté relativement aux droits que confère l'usufruit paternel. On en a conclu, à juste titre, que le père a les droits d'un usufruitier ordinaire. D'ailleurs, l'article 385, en disposant que les charges de l'usufruit paternel sont les mêmes que celles de l'usufruit ordinaire, ne donne-t-il pas à entendre que les droits sont aussi les mêmes, puisqu'il y a corrélation entre les uns et les autres. Cependant ce principe n'est pas absolu selon nous.

Une première différence nous semble résulter du rapprochement de l'article 589 au titre de l'usufruit, et de l'article 453 qui concerne l'usufruit des père et mère. L'article 589 dispose que l'usufruitier n'est obligé de rendre les meubles que dans l'état où ils se trouvent, non détériorés par son dol ou sa faute, au lieu que l'article 453 oblige les père et mère à les remettre en nature. Cette différence de rédaction est remarquable, si l'on compare cet article aux autres textes relatifs à la restitution à faire par l'usufruitier, car ils sont tous conçus dans les termes de l'article 589. Qu'est-ce à dire, sinon qu'il y a une différence dans l'obligation ? L'usufruitier ordi-

naire rend les meubles dans l'état où ils sont, non détériorés par son dol ou sa faute, c'est-à-dire qu'il ne répond pas du dommage résultant de l'usage et du temps, ni des cas fortuits. Les père et mère doivent les remettre en nature, ou payer la valeur estimative de ceux qui ont péri par cas fortuit ou sont tellement détériorés par l'usage et le temps qu'ils deviennent impropres à l'usage auquel on les destinait, car ce n'est pas remettre en nature de rendre seulement les éléments d'un objet qui n'est plus bon à rien. Cette interprétation de l'article 453 est conforme à l'ancien droit en matière de garde noble. « La jouissance du gardien, dit Bourjon, embrasse les meubles appartenant au mineur, mais comme la jouissance ne doit pas diminuer le fonds, il est obligé de faire faire la vente des meubles, et la jouissance se réduit à jouir du prix d'iceux. » (*Droit commun de la France*, tome 1, page 835). Sous l'empire du Code civil, le père peut vendre ou conserver les meubles. S'il les vend, ils sont transformés en un capital productif et inaltérable ; s'il les conserve, ils peuvent s'user complètement entre ses mains. Il aurait donc dépendu de l'option du père que la valeur du mobilier restât intacte, ou qu'elle disparût en tout ou en partie. La loi ne l'a pas voulu, et, en permettant la conservation des meubles, elle a

décidé que le père payerait la valeur estimative de ceux qu'il ne remettrait pas en nature. (Demolombe t. vi, n° 524 ; Proudhon, *de l'usufruit*, t. v, n° 2640-2642).

Une seconde différence de l'usufruit ordinaire avec l'usufruit paternel résulte de l'inaliénabilité de ce dernier. Régulièrement, les meubles corporels de l'enfant devraient être vendus ; c'est par égard pour son usufruit que l'article 453 permet au père de les conserver, et non pour qu'il en dispose à titre gratuit ou onéreux. D'autre part, la cession de son usufruit apporterait une entrave à son droit d'administration. S'il voulait, par exemple, aliéner des titres qui se déprécient, l'usufruitier porteur de ces titres pourrait refuser de s'en dessaisir, et de cette façon empêcher la vente. Les charges dont l'article 385 a grevé l'usufruit paternel notamment l'entretien et l'éducation de l'enfant, sont essentiellement variables, et dépendent d'une foule de circonstances laissées à l'appréciation du père qui pourrait, en conséquence, enlever au cessionnaire de l'usufruit tout ou partie des revenus qu'il lui aurait cédés. Si celui-ci pouvait s'y refuser, l'entretien et l'éducation de l'enfant seraient alors à sa merci. Le cessionnaire serait aussi à la merci du père, qui peut toujours émanciper l'enfant, et éteindre ainsi le droit d'usufruit.

Enfin, l'usufruit paternel ne semble pas avoir été considéré par le législateur comme un véritable usufruit; c'est plutôt une indemnité consistant dans l'exédant des revenus sur les dépenses. La loi charge le père de faire élever l'enfant selon sa fortune, et lui abandonne le reste des revenus comme prix de ses soins. Mais les charges priment l'usufruit; c'est pour cela que le père ne peut pas en disposer comme d'un usufruit ordinaire. Telle est la solution généralement admise dans la doctrine. Cependant un arrêt récent a décidé que les revenus de l'usufruit paternel peuvent être cédés à des tiers, quand ils sont libres des charges dont ils sont grevés, et dans la mesure de ce qui reste après l'accomplissement de ces charges. (Lyon 13 nov. 1894, D. 96-2-394).

L'usufruit paternel ne peut pas être saisi à la requête des créanciers du père, mais il en est autrement des fruits et revenus qui entrent dans son patrimoine, et deviennent leurs gage. Ils peuvent être saisis dans la mesure des sommes restées libres, lorsque les charges ont été remplies.

CHARGES IMPOSÉES A L'USUFRUITIER LÉGAL

L'article 385 les énumère ainsi qu'il suit : « Les

charges de cette jouissance seront : 1° Celles auxquelles sont tenus les usufruitiers ; 2° la nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants selon leur fortune ; 3° le paiement des arrérages et intérêts des capitaux ; 4° les frais funéraires et ceux de dernière maladie. »

Le père est soumis aux charges de l'usufruit ordinaire : ce sont l'obligation de dresser un inventaire, de jouir en bon père de famille, de payer les revenus passifs.

Il doit la nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants. Cette obligation résultait déjà de la paternité (art. 203) ; elle dérive ici de l'usufruit, d'où résulte plusieurs différences importantes. Par le fait de la paternité, le père est tenu de l'entretien et de l'éducation selon sa propre fortune, tandis qu'aux termes de l'article 385, il en est tenu selon la fortune de l'enfant. En vertu de l'article 203 le père ne paie les frais d'entretien et d'éducation qu'autant que l'enfant n'a pas assez de revenus pour y suffire ; au contraire l'article 385 met à sa charge la totalité de ces frais jusqu'à concurrence de son usufruit, même quand l'enfant a d'autres biens dont son père ne jouit pas. Le texte de notre article est absolu sur ce point et la tradition est en ce sens. En vertu de l'article 203, la mère doit contribuer à l'entretien et

à l'éducation de l'enfant; elle en est libérée par l'article 385, si les biens de l'enfant y suffisent. Enfin l'obligation de l'article 203 n'empêche pas les biens du père et de la mère d'être le gage de leurs créanciers qui peuvent les saisir et les faire vendre. Mais les fruits des biens de l'enfant, quoique appartenant au père, ne peuvent être saisis et vendus que déduction faite de ce qui est nécessaire à l'entretien et à l'éducation de l'enfant ^{et de} selon sa fortune, car l'obligation qui grève l'usufruit paternel est une charge réelle.

Le père doit le payement des arrérages et intérêts des capitaux. De quels arrérages et intérêts s'agit-il? S'agit-il seulement de ceux qui sont postérieurs à l'ouverture de l'usufruit, ou bien de ceux échus antérieurement et non encore payés? Ce point a donné lieu à une controverse. On a prétendu que le § 3 de l'article 385 se réfère seulement aux arrérages et intérêts dus depuis l'ouverture de l'usufruit, parce qu'on ne peut imposer au père la charge des fruits dont il n'a pas joui. Les partisans de l'opinion contraire font remarquer que la disposition de l'article 385 demeure inutile, si on restreint ainsi l'obligation du père, parce qu'il est déjà tenu au payement des arrérages et intérêts des capitaux échus après l'ouverture de l'usufruit en vertu du

premier paragraphe de ce même article; ils invoquent en outre le droit coutumier qui exigeait du gardien les arrérages et intérêts échus antérieurement à l'ouverture de la garde.

Ces raisons ont été rejetées par un arrêt de la Cour de Nîmes en vertu des motifs suivants.

« Attendu qu'il n'est pas exact de soutenir que le § 3 de l'art. 385 C. nap. n'aurait aucune signification si l'on n'en étendait les dispositions aux intérêts et arrérages échus avant l'ouverture de l'usufruit légal; »

« Attendu qu'il est à remarquer d'abord que l'art. 385 C. nap. a été décrété le 24 mars 1803 et promulgué le 3 avril suivant, tandis que le titre de l'usufruit n'a été décrété que le 4 janvier 1804, et promulgué le 9 février même année; »

« Attendu qu'il était tout naturel dès lors qu'en réglant les charges de l'usufruit légal, lorsque celles de l'usufruit en général n'étaient pas encore déterminées, le législateur ait mentionné, pour le cas particulier dont il s'occupait, une des charges qui avait toujours été et a été plus tard celle de tout usufruit général; »

« Attendu que, du rapprochement de la rédaction de l'art. 385 C. nap. avec les principes du droit coutumier, on ne saurait nécessairement induire

que les rédacteurs du Code aient voulu, par le § 3 de cet article, mettre à la charge de l'usufruitier légal les intérêts et arrérages des capitaux échus avant l'ouverture de l'usufruit, quels que fussent d'ailleurs ces intérêts ; »

« Attendu que, si telle eût été leur pensée, elle eût dû être d'autant plus nettement exprimée qu'il y a avait là une disposition dérogatoire au droit commun en matière d'usufruit ordinaire, et que, si les rédacteurs du code se fussent inspirés des dispositions du droit coutumier sur le droit de garde et de baillistrie, l'obligation d'exprimer catégoriquement leur volonté devenait encore plus étroite. » (Nîmes, 9 juillet 1856, D. 57-2-83.) On trouve les mêmes motifs invoqués dans une décision plus récente. (Nancy 28 mai 1881, S. 81-2-229.)

Nous croyons qu'on doit étendre aux arrérages et intérêts échus antérieurement à l'usufruit légal la disposition de l'article 385, sous peine d'aller contre le texte et l'esprit de la loi. Lorsque le législateur a édicté cet article, il connaissait les obligations de l'usufruit ordinaire, bien que cette matière ne fût pas encore votée. On doit en conclure qu'il n'aurait pas parlé des arrérages et intérêts déjà compris dans le § 1^{er}, s'il n'avait imposé au père que le paiement de ceux qui sont échus après l'usufruit,

D'ailleurs il est évident qu'il s'est inspiré de la coutume. Aux termes de l'article 257 de la coutume de Paris le gardien bourgeois devait, comme conséquence de son droit : 1° payer les arrérages des rentes dus même antérieurement à l'ouverture de la garde; 2° nourrir, alimenter et entretenir les mineurs selon leur état et qualité; 3° solder les charges annuelles des héritages et les entretenir en parfait état de réparations usufruituaires, charges auxquelles la doctrine et le parlement de Paris avaient ajouté l'obligation d'acquitter les frais funéraires et de dernière maladie du prédécédé. Ces dispositions, reproduites sans restriction en l'article 385, doivent comporter aujourd'hui, quant au paiement des arrérages et intérêts spécialement, la même étendue que sous l'empire de la coutume. La jurisprudence a rendu en ce sens deux jugements longuement motivés. (Arras, 5 juin 1859, D. 60-3-70; Le Puy, 25 mars 1865, D. 65-3-23).

Le père doit encore payer les frais funéraires et ceux de dernière maladie. S'agit-il des frais funéraires et de dernière maladie de l'enfant? Il s'agit, sans aucun doute, des frais funéraires et de dernière maladie de la personne à laquelle l'enfant a succédé. Nous avons vu tout à l'heure que cette disposition existait déjà dans la coutume. D'ailleurs,

pourquoi la loi se serait-elle occupée seulement de la dernière maladie, s'il s'agissait de l'enfant? Le père ne doit-il pas payer les frais de toutes ses maladies qui constituent une charge usufruitaire rentrant dans le deuxième alinéa de l'article 385? Ajoutons qu'il est juste que les frais funéraires de l'enfant incombent à tous ses héritiers, et qu'on ne voit pas pourquoi la loi les aurait mis plutôt à la charge du père et de la mère qu'à celle de tous ses ayant cause.

EXTINCTION DE L'USUFRUIT PATERNEL

L'usufruit paternel s'éteint de plusieurs façons, les unes spéciales à cet usufruit, les autres communes à l'usufruit paternel et à l'usufruit ordinaire. Les modes d'extinction particuliers à l'usufruit paternel sous l'administration légale sont les suivants :

1° L'usufruit paternel cesse lorsque l'enfant atteint l'âge de dix-huit ans accomplis (art. 384). La loi n'a pas voulu le faire durer jusqu'à sa majorité, craignant que l'intérêt du père ne l'empêchât de consentir à l'émancipation de son enfant ou à son mariage. D'autre part, les économies faites après

dix-huit ans serviront à préparer l'établissement de l'enfant en lui formant un pécule.

2° L'usufruit paternel s'éteint par l'émancipation qui pourrait avoir lieu avant l'âge de dix-huit ans. Le retrait de l'émancipation, qui remet l'enfant sous la puissance de son père, fait-il revivre l'usufruit paternel? L'usufruit paternel est un attribut de la puissance paternelle; il semblerait donc logique qu'il renaisse avec cette puissance. Mais si l'usufruit est un attribut de la puissance paternelle, ce n'est pas un attribut forcé; la loi, qui aurait pu ne pas l'établir, décide qu'il cessera à l'émancipation, il faudrait un texte pour le faire revivre. D'autant plus que le retrait d'émancipation a lieu dans l'intérêt du mineur, et non dans celui du père, et qu'on lui enlèverait sans fondement la jouissance de ses biens. (V. en sens contraire Demolombe, t. vi, n° 555);

3° L'usufruit paternel s'éteint par la mort de l'enfant;

4° L'usufruit paternel s'éteint par la déchéance de la puissance paternelle édictée par la loi du 24 juillet 1889 pour crime ou délit sur la personne des enfants. Cette extinction est absolue en ce sens qu'elle s'applique aux biens de tous les enfants, et non seulement aux biens de celui qui a été victime

du crime ou du délit qui a motivé la déchéance;

5° L'usufruit paternel s'éteint en cas de divorce prononcé contre le père. Cette privation a pour but de le punir de ses torts qui ont amené la dissolution du lien conjugal au préjudice des enfants. Doit-on appliquer la même sanction en cas de séparation de corps? Nous le croyons, bien que la loi ne le dise pas, car il y a les mêmes motifs de la prononcer.

Les modes d'extinction communs à l'usufruit paternel et à l'usufruit ordinaire sont la mort de l'usufruitier, sa renonciation à l'usufruit, ses abus de jouissance. La renonciation du père à l'usufruit est toujours permise, mais elle pourrait être révoquée à la requête de ses créanciers auxquels elle causerait préjudice.

II. — Usufruit de l'enfant

L'enfant jouit des biens meubles qui sont exceptés de l'usufruit paternel. Lorsqu'il vient à cesser pour l'une des causes précédemment indiquées, la jouissance s'ouvre au profit de l'enfant, sauf le cas de décès du père, parce qu'alors l'usufruit revient à la mère, si elle n'en est pas déchue.

CHAPITRE IV

ALIÉNATION

Pouvoirs du père administrateur légal

A. — *Actes qu'il peut faire seul*

VENTE DES MEUBLES CORPORELS ET INCORPORELS

L'article 452, qui prescrit au tuteur de vendre les meubles corporels et incorporels du mineur après l'inventaire, ne s'applique pas au père administrateur légal. Le législateur s'en remet à lui sur le point de savoir si les meubles doivent être conservés ou vendus. Dans le cas où il jugerait bon de les aliéner en tout ou en partie, il n'est pas tenu d'observer les formalités imposées au tuteur ; il peut traiter de gré à gré avec les acheteurs sous sa responsabilité personnelle.

Le père administrateur légal peut aliéner égale-

ment les meubles incorporels de son enfant mineur sans observer aucune des formalités que la loi du 27 février 1880 impose au tuteur. Il ne saurait s'élever de doute à cet égard. Les rapporteurs s'en sont formellement expliqués : au cours de la discussion devant le Sénat, après avoir indiqué la différence qui existe entre l'administration légale du père et la tutelle, M. Denormandie ajouta : « Le fait d'imposer au père administrateur légal des emplois, des conversions, toutes ces mesures qui font l'objet principal de la loi, au fait répugne aux mœurs, aux habitudes, aux traditions de la famille. Pourquoi ? Parce que les deux époux sont là, parce qu'ils se contrôlent réciproquement, de telle sorte que c'est dans leur union, dans leur coexistence, dans le sentiment conjugal, que nous trouvons cette garantie qui, sous l'administration légale du père, remplace le subrogé-tuteur et le conseil de famille. » (Séance du Sénat, 2 mai 1878. S. V. Lois ann. 1880, p. 547. V. circ. du 20 mai 1880 ; Trib. de la Seine, 27 avril 1882. D. 83-3-111).

Cette liberté absolue laissée au père est exagérée, à cause de l'importance qu'ont prises les valeurs mobilières. Mais si la loi nouvelle a laissé l'administration légale en dehors de ses prescriptions, c'est qu'on se proposait, lors de sa discussion, de

voter dans la suite un article qui devait compléter l'article 389. Un projet, dont nous avons déjà parlé, a été déposé à cet effet par le Garde des Sceaux au mois de novembre 1881. Nous souhaitons de voir le plus tôt possible ce projet converti en une loi qui fixera définitivement les pouvoirs du père administrateur légal.

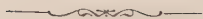
B. — *Acte interdit*

DONATION

Le père administrateur légal ne peut disposer à titre gratuit de la fortune mobilière de son enfant mineur. Bien qu'aucun texte n'édicte cette prohibition, elle n'en est pas moins certaine, car la donation dépasse les limites du mandat le plus étendu. D'ailleurs la donation ayant pour mobile les sentiments du donateur à l'égard du donataire ne peut émaner d'un représentant.

Il ne suffit pas de dire que le père ne peut donner pour son enfant mineur, il faut dire qu'il ne peut faire de son chef aucune libéralité ni directe ni indirecte, par exemple, remettre une dette, renoncer à un droit acquis. Mais ce principe n'em-

pêche pas les présents et cadeaux d'usage, qui dans nos mœurs ne sont pas considérés comme des libéralités, mais plutôt comme des dettes de bienséance. Le père peut donc les faire seul, dès lors qu'il les fait dans une juste mesure.



CHAPITRE V

Garanties établies par la loi pour assurer la bonne gestion du père administrateur

Nous venons de voir, en étudiant l'administration légale, que le législateur n'a pas organisé, pendant le mariage, le même système de protection que sous la tutelle pour la défense des intérêts du mineur. Point de subrogé-tuteur ni de conseil de famille. Cela s'explique par la confiance qu'inspire la présence des deux époux ; le père et la mère sont là, se consultant, se concertant tous les deux, veillant en quelque sorte l'un sur l'autre avec une instinctive émulation de tendresse. C'est là une garantie qui a paru très sérieuse, garantie fondée à la fois sur l'amour paternel et sur l'amour conjugal dont les enfants sont le gage et le lien le plus puissant.

Mais il ne fallait pas non plus, poussé par une confiance aveugle dans l'affection du père lui livrer

complètement la fortune de son enfant. La loi ne l'a pas fait non plus. Nous avons établi, adoptant l'opinion la plus suivie sur les pouvoirs du père administrateur, qu'il n'a pas le droit d'accomplir sans une autorisation de justice qui remplace l'homologation exigée du tuteur, les actes d'aliénation et ceux qui leur sont assimilés, sauf l'exception résultant pour les meubles incorporels de la loi de 1880.

Cependant il reste au père un droit d'administration très étendu, et celui de disposer de tous les meubles. S'il se montre incapable, ou qu'il abuse par une mauvaise gestion des biens qui lui sont confiés, va-t-il compromettre, sans que personne n'intervienne, un patrimoine qui n'est pas le sien? Nous pensons qu'on peut alors lui appliquer l'article 444 qui permet de destituer le tuteur dont la gestion atteste l'incapacité ou l'infidélité. Cette solution nous paraît indiscutable, car la raison, la nécessité même, l'identité absolue des motifs, tout exige que le père dont l'administration compromet les biens de l'enfant puisse en être écarté. Son titre d'usufruitier ne saurait faire obstacle à sa destitution. D'abord les abus qu'il a commis peuvent amener l'extinction de son usufruit. D'autre part, l'article 444 ne distingue pas entre le tuteur

usufruitier et celui qui ne l'est pas. Si le père reste usufruitier, le tiers auquel l'administration est confiée lui remet l'excédant des revenus sur les dépenses de la gestion des biens et de l'éducation de l'enfant.

Aux termes de l'article 446 la destitution du tuteur est prononcée par le conseil de famille dont les parents ou alliés du mineur peuvent requérir la convocation. Suivant le système, que nous avons admis, cette institution est étrangère à l'administration légale puisque l'orateur du tribunal a dit formellement que le père n'est pas pendant le mariage soumis à la dépendance du conseil de famille; il ne peut donc être destitué par lui. Nous en concluons qu'il y a lieu de recourir à la justice: au lieu de provoquer la réunion d'un conseil, les parents ou alliés peuvent poursuivre devant le tribunal la destitution du père.

Bien qu'il n'y ait pas non plus de subrogé-tuteur pendant le mariage pour représenter les intérêts de l'enfant lorsqu'ils sont en opposition avec ceux du père, il n'en faut pas conclure que le père administrateur légal conserve, dans ce cas, le droit d'agir pour l'enfant. On nomme alors au mineur un représentant *ad hoc*, c'est-à-dire un représentant spécialement désigné pour l'affaire à l'occasion de

laquelle surgit l'opposition d'intérêts. Ainsi, lorsque le mari intente une action en désaveu contre l'enfant de sa femme, cette action est dirigée contre un représentant donné à l'enfant (art. 318). Quel est le caractère de ce représentant? Est-ce un administrateur légal *ad hoc* ou un tuteur *ad hoc*? On a prétendu que c'est un administrateur ayant les pouvoirs du père, puisqu'il remplace le père. Mais cette opinion nous semble inadmissible. Elle est d'abord en contradiction avec le texte de la loi; car, l'article 318 dit que l'enfant aura un tuteur *ad hoc*. Or, un tuteur *ad hoc* est un représentant qui a les pouvoirs d'un tuteur ordinaire. On conçoit du reste très bien que la loi n'accorde pas à ce représentant provisoire les pouvoirs qu'elle donne au père en raison de sa qualité de père. « Attendu, dit en ce sens la Cour de Bordeaux, que le titre d'administrateur légal est absolument personnel au père de famille, qu'aucun texte de loi n'autorise soit les tribunaux, soit les conseils de famille à nommer un administrateur légal *ad hoc* » ;

« Attendu que le législateur a donné lui-même le titre de tuteur *ad hoc* au protecteur provisoire chargé momentanément de représenter le mineur dans la lutte de ses intérêts contre ceux de ses défenseurs naturels et légaux, que le tuteur *ad hoc*

reçoit, pour l'affaire spéciale qu'il doit mener à fin, toutes les attributions d'un tuteur ordinaire. » (Bordeaux, 19 mars 1875; S. 76-2-97). En conséquence, cet arrêt ajoute qu'on doit lui nommer un subrogé-tuteur *ad hoc* dans les cas où la loi exige le concours du tuteur et du subrogé-tuteur, et spécialement dans celui prévu par l'article 444 du Code de procédure civile. Le tuteur *ad hoc* et le subrogé-tuteur *ad hoc* sont nommés par la justice.

Le père administrateur légal est tenu, comme le tuteur, de gérer le patrimoine de l'enfant conformément à l'article 450. Il répond de la faute que ne commet pas un bon père de famille, mais sa responsabilité n'est pas garantie par une hypothèque.

L'article 2121 n'établit l'hypothèque légale que sur les biens du tuteur, et on ne saurait l'étendre au père que le législateur en a évidemment dispensé.

La responsabilité du père est le seul moyen de réparation possible lorsque l'enfant est lésé par un acte régulièrement accompli, car l'acte est alors inattaquable. Mais le père a pu méconnaître les prescriptions de la loi en accomplissant un acte sans l'autorisation nécessaire de la justice. Il est alors annulable pour vice de forme, et le mineur peut obtenir la réparation que cet acte lui a causé.

Si l'acte irrégulier est nul lorsqu'il est passé par le père, il l'est aussi, à plus forte raison, quand il est passé par l'enfant. S'il s'agit d'un acte que le tuteur peut faire seul et qui a été accompli par le mineur, cet acte peut-il être attaqué? Il n'est pas nul parce que le mineur peut contracter — les rédacteurs du Code l'ont formellement dit — mais, s'il y a lésion, le mineur peut dans tous les cas obtenir la rescision du contrat. Ceci résulte de l'article 1305 qui dispose que la simple lésion donne lieu à rescision en faveur du mineur non émancipé contre toutes sortes de conventions.



DEUXIÈME PARTIE

ADMINISTRATION, JOUISSANCE, ALIÉNATION

DES

Biens Meubles des Mineurs

PENDANT

LA TUTELLE

CHAPITRE PREMIER

Pouvoirs du tuteur

Le principe des pouvoirs du tuteur a donné lieu à deux systèmes, qui n'ont plus guère d'intérêt pratique, depuis que la loi de 1880 a réglé les conditions de l'aliénation des meubles incorporels.

Le premier de ces systèmes admet l'omnipotence du tuteur pour tous les actes dont la loi n'a pas soumis l'accomplissement à certaines formalités. Il est investi d'un mandat général aux termes de l'article 450, et l'on n'a pas à examiner le caractère de l'acte, la loi ne distinguant pas entre ceux qui sont d'administration et ceux qui sont de disposition.

Le second système soutient au contraire qu'il faut distinguer entre eux. Le tuteur n'a capacité que pour les premiers. On argumente du deuxième alinéa de l'article 450 : « Il administrera ses biens en bon père de famille et répondra des dommages-

intérêts qui pourraient résulter d'une mauvaise gestion ». Il ne s'agit donc que des actes d'administration. Le premier alinéa qui dispose que le tuteur représentera le mineur dans tous les actes civils signifie seulement que le tuteur est à la place de son pupille qui n'agit pas lui-même ; c'est une reproduction de la règle romaine : *factum tutoris, factum pupilli*. On ajoute que la rubrique de la section porte (de l'administration du tuteur), donnant ainsi à entendre qu'il n'a que des pouvoirs d'administrateur et qu'il est incapable de disposer.

Ces arguments sont d'une faiblesse extrême ; aussi admet-on généralement que la capacité du tuteur est la règle, l'incapacité l'exception. En conséquence, la jurisprudence décidait, avant la loi de 1880, que le tuteur pouvait aliéner seul les meubles incorporels. « Attendu, dit en ce sens un arrêt de cassation, que l'administration, dévolue au tuteur dans les termes les plus généraux par l'article 450, lui donne le pouvoir de faire, comme représentant du mineur, tous les actes concernant la gestion de son patrimoine, sans autres restrictions que celles résultant des dispositions qui exigent expressément l'autorisation du conseil de famille, et des textes qui prescrivent l'accomplissement de certaines formalités ou conditions. » (Cass. 3 février

1873. S. 73-1-61). Il s'agissait de savoir si l'on appliquerait à la vente des meubles incorporels les prescriptions de l'art. 452 du code civil. La Cour a décidé la négative en vertu du motif que nous venons de citer. (V. dans le même sens Cass. 4 août 1873. D. 75-5-468).

En effet, lorsque l'article 450 dit que le tuteur représentera le mineur dans tous les actes civils, cela signifie que le tuteur est investi d'un mandat général qui lui permet d'agir seul, sauf les restrictions que la loi y apporte dans certains cas spéciaux. L'argument que l'on tire du deuxième alinéa de l'article 450 ne saurait prévaloir contre cette solution. Il suffit de lire cet alinéa pour voir que le mot administrer y est pris dans son sens le plus large. Il ne s'entend pas-seulement des actes d'administration; il est synonyme de gérer, puisque l'article ajoute aussitôt que le tuteur répondra des dommages-intérêts qui pourraient résulter d'une mauvaise gestion. Or, la gestion ne comprend-elle pas aussi les actes de disposition? Et puis, quel est l'objet de cet alinéa? N'est-ce pas seulement de dire que le tuteur doit agir en bon père de famille, et non de déterminer ses pouvoirs? Enfin, si le tuteur ne pouvait faire seul que les actes d'administration, on ne saurait quelles règles appliquer aux actes de

disposition dont la loi ne s'est pas occupée. Cette raison suffit à faire rejeter le deuxième système que nous venons d'exposer.

Concluons donc que le tuteur peut faire seul tous les actes que la loi ne lui interdit pas, ou pour lesquels un texte ne l'assujettit pas à certaines formalités.



CHAPITRE II

A D M I N I S T R A T I O N

I. — Obligations du tuteur

INVENTAIRE

Le premier acte du tuteur qui entre en fonctions est de requérir la levée des scellés, s'ils ont été apposés, et de faire procéder à l'inventaire des meubles du mineur. Il est tenu de le faire dans les dix jours qui suivront celui de sa nomination dûment connue de lui.

Cette obligation s'applique à tous les tuteurs, par conséquent au père ou à la mère survivants comme au tuteur datif. L'expression (dans les dix jours qui suivront celui de sa nomination) n'est pas contraire à cette solution, car les règles de la tutelle s'appliquent au père et à la mère sauf exception.

L'inventaire doit comprendre tous les meubles,

même ceux qui ont été légués avec dispense ou prohibition d'inventaire. Duranton et Marcadé font ici une distinction. La dispense ou la prohibition est nulle si le mineur est héritier réservataire du disposant, car il a sur sa succession un droit indépendant de la volonté du testateur, et il peut rejeter toutes les conditions auxquelles celui-ci veut soumettre la transmission. Dans le cas contraire, la dispense ou la prohibition est valable parce que le testateur aurait pu ne rien léguer, et qu'il peut, à plus forte raison mettre, à son legs les conditions qui lui plaisent. D'ailleurs l'inventaire pourrait être remplacé par un état de situation exigé en vertu de l'article 470 ; on empêcherait ainsi la fraude du tuteur, et on donnerait une base au compte de tutelle.

Nous pensons que la clause qui dispense de l'inventaire ou qui le prohibe doit toujours être réputée non écrite. L'inventaire est nécessaire pour la reddition du compte de tutelle ; il n'est pas vrai qu'un état de situation puisse la remplacer, parce qu'un état de situation est l'œuvre du tuteur. Lui donner la possibilité de détourner les meubles de son pupille, c'est contrevenir à une loi d'ordre public. On ne peut du reste le forcer de les recevoir sans inventaire, car ce serait livrer sa responsabilité à des moyens de preuve incertains et insuffisants.

Enfin l'inventaire est encore utile au mineur vis-à-vis des créanciers du disposant en fixant l'émolument au-delà duquel ceux-ci ne pourront pas le poursuivre. Nous concluons que la volonté du disposant ne peut rien changer à l'exigence de l'article 451 conçu d'ailleurs en termes absolus (Démolombe, t. VII, n° 548 et suivants ; Aubry et Rau, t. I, § 112, page 678).

L'inventaire porte sur tous les meubles qui appartiennent au mineur à l'ouverture de la tutelle : il comprend ceux de la succession de son père ou de sa mère dont le décès a donné lieu à la tutelle. Cependant l'héritier a trois mois pour faire inventaire à compter du jour de l'ouverture de la succession. Cela n'empêche pas que les meubles du mineur doivent être inventoriés dans les dix jours conformément à l'article 451. Sa fortune se réduit le plus souvent aux biens paternels ou maternels, et c'est spécialement en vue de ces biens que l'article 451 a été rédigé.

C'est au début d'une première tutelle que l'inventaire est nécessaire. En cas de changement de tuteur, le compte rendu par le premier en tient lieu, à moins que le mineur ne soit héritier de son tuteur, ou qu'une autre succession ne lui soit échue à ce moment là.

L'inventaire est dressé par un notaire dont la présence est une garantie pour le mineur et pour le tuteur. Tous les meubles corporels et incorporels y sont énumérés. Le notaire constate la nature des titres, leur importance, leur nombre, le numéro des titres au porteur qui sert à les retrouver en cas de perte ou de vol, et rend impossible un échange. Les papiers sont cotés par première et dernière et paraphés. S'il y a des livres de commerce, ils sont décrits, les feuillets en sont cotés et paraphés; le tout à peine de faute lourde et de responsabilité du notaire. Toutefois les titres au porteur ne sont pas soumis à la formalité de la cote et du paraphe « dont l'effet serait d'en dénaturer le caractère, et qui, en signalant leur passage en diverses mains, pourrait donner lieu à des recherches ou à des garanties incompatibles avec les avantages de la libre circulation qui est de leur essence ». (Cass. 15 avril 1861. D. 61-1-230).

L'article 451 n'exige pas la présence du juge de paix, mais celle du subrogé-tuteur. C'est lui qui est le contradicteur obligé du tuteur; doit-on en conclure qu'il ne peut se faire représenter? En principe, on peut se faire représenter par un fondé de pouvoirs; aussi croyons-nous que le subrogé-tuteur n'a pas besoin d'assister en personne à l'in-

ventaire. Telle était la solution admise dans l'ancien droit alors que le subrogé-tuteur prêtait serment. Serait-il logique de se montrer plus difficile sous l'empire du Code civil qui n'exige pas ce serment ?

L'inventaire doit contenir l'énumération des titres passifs. L'article 451 *in fine* renferme à cet égard une disposition concernant le tuteur : « S'il lui est dû quelque chose par le mineur, il devra le déclarer dans l'inventaire à peine de déchéance, et ce, sur la réquisition que l'officier public sera tenu de lui en faire, et dont mention sera faite au procès-verbal ». C'est au commencement de l'inventaire que le tuteur doit faire cette déclaration. On comprend aisément pourquoi. C'est qu'il pourrait se déclarer créancier après le dépouillement des papiers de la succession si sa quittance ne s'y retrouvait pas. Il n'y a point de distinction à faire entre les dettes liquides et les dettes non liquides ; le tuteur doit faire une déclaration complète. (V. en ce sens Nîmes 29 mars 52. S. 52-2-340). Si le tuteur n'a pas fait sa déclaration au début de l'inventaire, il est déchu de son droit, pourvu toutefois que le notaire l'ait interpellé sur ce point. Si celui-ci omet la réquisition dont il est tenu ou que mention ne s'en trouve pas au procès-verbal, le tuteur n'encourt pas de déchéance et le notaire est

responsable s'il obtient un deuxième paiement.

L'article 451 ne s'applique qu'aux créances qui étaient nées avant la tutelle, et qui auraient pu s'éteindre auparavant. Le père tuteur n'a pas à déclarer un legs à lui fait par la mère défunte; la mère n'a pas à déclarer ses reprises matrimoniales. L'obligation de déclarer sa créance n'incombe pas au subrogé-tuteur qui n'est pas en possession des titres, ni même au nouveau tuteur, en cas de changement, parce qu'on ne saurait l'étendre en dehors des termes de la loi.

Quelle est la sanction du défaut d'inventaire ou d'un inventaire infidèle. Le mineur ou ses représentants peuvent d'abord en prouver la consistance par témoins ou même par commune renommée. Cela n'est pas douteux puisque la tradition est en ce sens, et que le Code civil admet expressément ce mode de preuve pour la femme commune ou dotale. On peut encore déférer le serment aux parties intéressées. Si le tuteur est le survivant des père et mère, il subit la déchéance de l'article 1442 qui le prive de son usufruit. Enfin le tuteur peut être destitué conformément à l'article 444, si le défaut d'inventaire est considéré comme un acte d'incapacité ou d'infidélité. Le subrogé-tuteur est aussi responsable, mais sa responsabilité dérive du

droit commun. Dans un seul cas il partage avec le tuteur une responsabilité spéciale; il est tenu solidairement avec le survivant des père et mère des condamnations prononcées contre lui (1442).

EMPLOI DES REVENUS ET DES CAPITAUX

L'emploi des revenus est réglé par les articles 455 et 456 du Code civil : « Le conseil déterminera positivement la somme à laquelle commencera pour le tuteur l'obligation d'employer l'excédant des revenus sur la dépense : cet emploi devra être fait dans le délai de six mois, passé lequel le tuteur devra les intérêts à défaut d'emploi » (455).

« Si le tuteur n'a pas fait déterminer par le conseil de famille la somme à laquelle doit commencer l'emploi, il devra, après le délai exprimé en l'article précédent, les intérêts de toute somme non employée, quelque modique qu'elle soit » (456).

Au début de la tutelle, le conseil de famille fixe la somme à laquelle peut s'élever la dépense annuelle du mineur ainsi que celle d'administration de ses biens. Si tous les revenus ne sont pas absorbés, il y a lieu d'en placer l'excédant pour le faire fructifier. Mais peut-être convient-il d'attendre que cet excédant trop minime ait formé une certaine

somme. C'est pour cela que le conseil de famille a mission de déterminer celle où doit commencer l'obligation d'emploi. Elle peut varier suivant la fortune et la situation du mineur.

Le tuteur a six mois pour opérer le placement de la somme réalisée. Passé ce délai, il doit les intérêts de la somme non employée, mais ces intérêts ne courent contre lui qu'à partir de l'expiration du délai, et non à partir du jour où il a reçu les sommes. Toullier, qui soutient cette seconde opinion, dit qu'il doit être présumé les avoir employées à son profit. Mais la loi n'édicte pas cette présomption. D'ailleurs le texte de l'article 455 s'oppose à cette solution, car l'expression « passé lequel » indique suffisamment que les intérêts ne commencent à courir qu'à l'expiration du délai.

Si le tuteur a six mois pour employer les revenus, il n'est pas obligé d'attendre ce terme pour le faire. En cas d'emploi anticipé il doit les intérêts à partir de l'emploi. Il en est de même s'il a employé les revenus à ses propres affaires.

L'article 455 n'a pas fixé le point de départ du délai. On décide généralement qu'il ne court qu'à partir de l'arrêté du compte annuel qui peut être exigé du tuteur en vertu de l'article 470, et qui fait

connaître s'il y a excédant suffisant pour le placement. « Attendu, dit un jugement de Cambrai, que cet excédant ne se connaît et n'existe réellement qu'à la fin de l'année par la balance que l'on fait des recettes et des dépenses; »

« Attendu qu'on ne peut obliger un tuteur à faire la balance tous les six mois puisqu'aux termes de l'article 470 le conseil de famille ne peut exiger de lui qu'un état de situation par an, que ce n'est donc qu'à partir de l'arrêté du compte annuel que court le délai de six mois. » (Cambrai 1865, S. 66-2-301).

Cependant, si l'excédant est certain, le tuteur ne doit pas attendre l'arrêté du compte pour en faire l'emploi. Dans le cas où il est dispensé de fournir un compte annuel, on examine s'il a été assez diligent, et il n'est responsable que s'il n'a pas agi en bon père de famille.

Si le tuteur n'a pas fait déterminer la somme à laquelle doit commencer l'obligation d'emploi, il doit au bout de six mois les intérêts de toute somme non employée, quelque modique qu'elle soit. Le point de départ de ce délai se place forcément à la réception des sommes. (454).

Les dispositions des articles 455 et 456 sont-elles applicables à la tutelle des père et mère? Il y a sur ce point trois systèmes. Le premier de ces systèmes

soutenu par Marcadé et Demante fait une distinction : les articles ci-dessus ne s'appliquent pas aux père et mère pendant qu'ils ont la jouissance légale mais seulement après. Pendant leur jouissance ils disposent des revenus ; on ne saurait donc alors fixer la dépense du mineur, ni les obliger à l'emploi. Après leur jouissance on les soumet aux dispositions sus-énoncées parce qu'ils sont comptables des revenus. Il est vrai que l'article 454 dispose « lors de l'entrée en exercice de toute tutelle autre que celle des père et mère », mais il faut y ajouter (tant qu'ils ont la jouissance légale des revenus). Cet article se rattache au précédent qui ne leur accorde la dispense de vendre les meubles que pour la durée de la jouissance légale.

Le second système prétend que l'exception de l'article 454 s'étend à toute la tutelle des père et mère, mais que les articles 455 et 456 s'appliquent lorsque le père et la mère sont comptables des revenus (Proudhon, t. II).

A notre avis ce système est difficile à justifier. Il scinde un ensemble de dispositions qui doivent rester unies. Si le conseil de famille ne se réunit pas pour fixer la dépense du mineur et les frais d'administration de ses biens, il ne détermine pas non plus à partir de quel excédant doit commencer

l'emploi. Sur ce point les père et mère ne sont soumis qu'au droit commun qui les oblige à gérer en bon père de famille, et la somme pour laquelle ils sont obligés de faire emploi est par là même indéfinie. Dans ces conditions, comment peut-on dire qu'ils sont soumis au délai de six mois de l'article 455? Quel est le point de départ du délai, puisqu'il n'y a pas de somme fixée à partir de laquelle il faille faire emploi? L'application de ce délai est donc impossible. Quant à l'article 456 on ne peut le leur appliquer non plus, car il n'est qu'une sanction que la loi inflige au tuteur pour n'avoir pas réuni le conseil de famille. Le père et la mère n'étant pas tenus de le réunir, la sanction ne doit pas tomber sur eux.

Ces raisons prouvent qu'on ne peut séparer les dispositions des trois articles 454, 455 et 456. Leur connexité est manifeste, puisque l'article 455 dispose que le conseil de famille, qui a fixé la dépense et les frais d'administration, fixe aussi la somme à partir de laquelle l'excédant doit être employé. Or l'article 454 ne concerne pas la tutelle des père et mère, donc les autres lui sont aussi étrangers. Remarquons en outre que l'article 457, qui leur fait suite, dispose que le tuteur, même le père ou la mère, ne peut emprunter, etc..., donnant ainsi à

croire que les dispositions antérieures ne leur sont pas applicables. Tels sont les motifs d'un arrêt récent de la Cour de cassation : « Attendu, dit cet arrêt, qu'il existe une étroite connexité entre l'article 454 et les articles 455 et 456 C. civ.; qu'il résulte manifestement de leur contexte, comme de la nature et de l'objet des dispositions qui y sont contenues, que ces articles visent la même situation juridique et concernent la même tutelle, que l'article 454 porte expressément que ses prescriptions sont étrangères à la tutelle des père et mère, qu'il suit de là que les articles 455 et 456 sont également inapplicables à cette tutelle ; »

« Attendu, d'autre part, que l'art. 457 qui dispose que le tuteur, même le père ou la mère, ne peut emprunter pour le mineur, etc..., marque nettement que les textes qui précèdent n'ont pas trait à la tutelle légale ». (Cass. 24 décembre 1895. D. 96-1-322). Concluons donc que les père et mère ne sont soumis pour l'emploi des revenus qu'à l'obligation générale de l'art. 450, et qu'ils n'ont à répondre que de leur négligence.

Ils ne doivent pas, suivant l'opinion de Demolombe, profiter de l'exception lorsque, s'étant fait excuser de la tutelle légale, ils sont ensuite nommés tuteurs datifs. Nous ne voyons pas la raison de

cette distinction; elle ne résulte pas du texte de la loi qui est absolu.

Les dispositions que nous venons d'étudier ne s'appliquent expressément qu'à l'excédant des revenus sur la dépense. De là était née une controverse sur le point de savoir si les articles 454 à 456 concernaient l'emploi des capitaux. La doctrine faisait unanimement une distinction entre les capitaux recueillis dans la succession dont l'ouverture donnait lieu à la tutelle, ceux produits par la vente des meubles, et les capitaux que le tuteur recouvrait pendant son administration. Les premiers étaient régis par les articles 454 et suivants; les seconds avaient fait l'objet de plusieurs systèmes. Dans un premier système, on soutenait que le tuteur devait les placer dans les six mois, sans que le conseil de famille eût rien à déterminer. Système illogique, puisqu'il adoptait le délai de l'article 455, comme s'il était de droit commun, et rejetait la fixation prescrite par le même article comme particulière aux revenus. Un second système empruntait par analogie les dispositions de l'article 1066, et soutenait que l'emploi devait être fait dans les trois mois. Plusieurs s'en tenaient au principe général de l'article 450 faute de dispositions spé-

ciales; d'autres enfin appliquaient les articles 455 et 456. Nous nous bornons à rappeler ces différents systèmes qui n'offrent plus qu'un intérêt rétrospectif. Cela suffit pour montrer que le législateur de 1880 a bien fait de consacrer un article à l'emploi des capitaux.

L'importance des capitaux s'est considérablement accrue depuis la promulgation du Code civil. A cette époque, les fortunes étaient presque exclusivement composées d'immeubles; les revenus étaient la source principale des deniers. C'est pour cela que les articles du Code civil ne parlent que des revenus. Avec le développement du système financier, l'argent a pris peu à peu la place des biens immobiliers, et beaucoup de fortunes se composent aujourd'hui de titres d'actions et d'obligations. Ces titres sont fréquemment transformés en capitaux, soit qu'on les aliène dans le but de faire un placement plus sûr, soit que la société émissionnaire en opère le remboursement. Les compagnies financières ou industrielles, et les villes qui émettent des titres accompagnent presque toujours leur émission d'une clause d'amortissement. On procède à un tirage; les titres sortants sont remboursés presque toujours avec prime, c'est-à-dire que le souscripteur reçoit une somme plus forte

que celle qu'il avait dépensée pour l'achat du titre. Parfois aussi, certaines sociétés émettent des valeurs à lots qui sont attribués aux titulaires dont les numéros sortent. Si des titres appartenant à un mineur sont aliénés ou remboursés, son tuteur se trouve donc avoir en mains des capitaux importants. Était-il prudent de laisser à sa discrétion le soin de leur placement? S'il ne l'avait pas effectué, et qu'il se fût servi des capitaux pour son usage personnel, on aurait bien eu contre lui l'hypothèque légale, mais ce recours aurait été souvent très insuffisant.

Le législateur de 1880 qui avait entrepris de protéger la fortune mobilière des mineurs ne pouvait négliger la question des capitaux. C'était le complément de son œuvre. Après avoir exigé la conversion des titres au porteur en titres nominatifs pour empêcher toute aliénation frauduleuse, après avoir imposé certaines conditions à l'aliénation des titres nominatifs, il a édicté l'article 6 de la nouvelle loi qui est ainsi conçu : « Le tuteur devra faire emploi des capitaux appartenant au mineur ou à l'interdit, et qui leur adviendraient par succession ou autrement, et ce, dans le délai de trois mois, à moins que le conseil de famille ne fixe un délai plus long, auquel cas il pourra en ordonner le

dépôt, comme il est dit en l'article précédent. Les règles prescrites par les articles ci-dessus, et par l'article 455 du Code civil sont applicables à cet emploi. Les tiers ne seront en aucun cas garants de l'emploi. »

Ce texte est aussi général que possible : il s'applique à toutes les sommes qui étoient au mineur, quelle que soit leur provenance. Il anéantit les doutes qu'avait fait naître la rédaction de l'article 455 du Code civil. Désormais, que les sommes soient échues avant ou pendant la tutelle, qu'il s'agisse du remboursement d'un titre, de sommes léguées au pupille, d'un remboursement de créance, du versement du prix d'un immeuble, l'emploi sera obligatoire conformément aux dispositions du présent article.

A la différence de l'article 455 du Code civil l'article 6 de la loi du 27 février 1880 s'applique aux père et mère tuteurs. Ceci est incontestable. D'abord les dispositions de la loi de 1880 visent indistinctement tous les tuteurs, car elles ne distinguent pas, et l'on sait que les règles de la tutelle obligent les père et mère à moins d'une exception formelle. D'autre part, on comprend très bien que la loi leur laisse moins de droits sur les capitaux que sur les revenus. Les revenus sont affectés aux

dépenses du mineur. Or les père et mère savent mieux que personne ce qu'il convient de dépenser pour leur enfant. Voilà pourquoi le législateur leur a laissé le soin de disposer des revenus comme ils l'entendent. Mais ils sont astreints comme un autre tuteur au placement des capitaux qui généralement ne se dépensent pas, mais produisent. Dès lors pourquoi la loi ne les aurait-elle pas soumis aux mêmes règles? Si un doute était possible sur ce point, il se dissiperait à la lecture des travaux préparatoires. Au cours de la délibération un membre du Sénat avait demandé si le père de famille cointéressé avec ses enfants n'éprouverait pas une certaine gêne pour l'exécution de la loi. Il peut en effet arriver qu'au moment du décès de la mère qui laisse pour héritiers des enfants mineurs, les capitaux composant sa succession soient placés dans la maison de commerce du père, qui éprouverait un réel embarras, s'il devait les retirer de son industrie pour en faire un emploi déterminé au nom de ses enfants mineurs. Le rapporteur M. Denormandie répondit dans ces termes : « Il n'a pas été, et il ne pouvait pas être dans la pensée de la commission d'apporter une gêne de cette nature ; ce que nous avons voulu, c'est que le bien du mineur ne soit pas exposé à des risques ; mais il

n'est jamais entré dans notre pensée d'apporter le moindre trouble aux intérêts généraux de la famille, aux mesures que le père croirait devoir prendre, pourvu qu'il restât bien entendu dans les termes de la loi. » Que conclure de cette réponse, sinon que les père et mère sont obligés à l'emploi.

L'article 6 fixe à trois mois, sauf prorogation, le délai dans lequel l'emploi doit être fait. La loi accorde donc moins de temps pour le placement des capitaux que pour celui des revenus. Cette différence est facile à justifier. Les capitaux sont presque toujours beaucoup plus importants que les revenus. Les rédacteurs ont pensé que le délai fixé pour cet emploi doit être fort court et aussi restreint que possible, pour ne point exposer trop longtemps le mineur à la perte de ses intérêts. La fortune du mineur peut se composer exclusivement des capitaux devenus disponibles par la liquidation de la succession qui a donné ouverture à la tutelle. Si la loi avait accordé pour l'emploi de ces capitaux un délai de six mois comme dans l'article 455 du Code civil, elle eût implicitement donné au tuteur, pendant ce temps, la jouissance de ces capitaux au détriment des intérêts du mineur. Il était indispensable de laisser au tuteur un délai suffisant pour trouver un emploi convenable, mais il fallait le

restreindre dans les limites les plus étroites.

Quel est le point de départ du délai prescrit pour l'emploi des capitaux ? L'article 6 ne l'indique pas. Mais avant sa rédaction actuelle ce texte était conçu dans les termes suivants : « Le tuteur devra, dans les délais ci-dessus déterminés, faire emploi des capitaux appartenant au mineur.... etc. » De quels délais s'agissait-il ? Il n'y a que l'article 5 qui contienne des fixations de délais ; il dispose que le tuteur devra convertir les titres au porteur appartenant au mineur à l'ouverture de la tutelle dans les trois mois à partir de l'ouverture, et ceux qui lui adviendraient dans la suite dans les trois mois à partir de l'attribution définitive ou de la mise en possession de ces titres. D'après la première rédaction de l'article 6, on devait donc employer les capitaux dans les délais déterminés par l'article 5. La Chambre des députés a effacé l'expression (dans les délais ci-dessus déterminés), et elle a mentionné le délai de trois mois accordé pour l'emploi avec la prorogation dont il est susceptible. Cette modification ne prouve pas que la Chambre ait eu l'intention de changer le sens de l'article ; elle n'a voulu qu'indiquer le délai de l'article 5 au lieu d'y renvoyer, mais elle n'a pas indiqué en même temps son point de départ. L'intention du législa-

teur n'en est pas moins certaine : le tuteur doit faire l'emploi dans les trois mois qui suivent l'ouverture de la tutelle, c'est-à-dire dans les trois mois à partir du jour où il connaît sa nomination, pour les capitaux qui appartiennent au mineur à cette époque, et dans les trois mois à partir de l'attribution définitive ou de la mise en possession, pour ceux qui lui adviendraient postérieurement.

Le délai de trois mois n'est pas un délai de rigueur. La loi laisse au conseil de famille la faculté d'accorder une prorogation qui, dans certains cas, peut être nécessaire. Il arrive parfois que le tuteur est mis en possession de capitaux quatre ou cinq mois avant l'échéance d'une dette du mineur. Si le tuteur était obligé de les placer dans les trois mois, il n'aurait peut-être plus de quoi payer la dette quand elle deviendrait exigible. On peut aussi supposer une occasion de placement très avantageuse, mais qu'il faut attendre plus de trois mois. Dans ces cas, il était utile qu'on pût proroger le délai. Ainsi qu'il est dit en l'article 5, le conseil de famille peut ordonner le dépôt des capitaux soit à la caisse des consignations, soit entre les mains d'une personne ou d'une société déterminée, ou bien les laisser entre les mains du tuteur, s'il estime qu'ils y sont en sûreté. Le conseil de famille doit

décider en pleine indépendance, et ne pas se laisser suborner par le tuteur. Il trahit la confiance que le législateur met en lui, s'il n'ordonne pas le dépôt pour conserver au tuteur l'usage des fonds. Le juge de paix doit s'opposer à sa décision, s'il voit qu'il sacrifie l'intérêt du mineur à celui du tuteur, en émettant un avis contraire, et le subrogé-tuteur, usant du droit que lui confère l'article 883 du Code de procédure au cas où la délibération n'est pas unanime, peut se pourvoir devant le tribunal pour la faire annuler.

L'article 6 contient un second paragraphe ainsi conçu : « Les règles prescrites par les articles ci-dessus et par l'article 455 du Code civil seront applicables à cet emploi ». La première partie de ce texte, obscure, inexpliquée, a vivement préoccupé les commentateurs. A quelles règles le législateur a-t-il fait allusion ? Est-ce à toutes les règles prescrites par les cinq premiers articles de la loi nouvelle ? La généralité du texte semble le dire ; aussi en a-t-on conclu que les formalités imposées par les articles 1 et 2 pour l'aliénation des titres, l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal au-dessus de 1500 francs, devenaient applicables à l'emploi des capitaux (Huc, III, n° 416). Cette modification importante aux règles

de la tutelle est aussi consacrée par une décision judiciaire : « Considérant que, du texte de l'art. 6, il résulte qu'après avoir imposé au tuteur l'obligation de faire emploi, des règles ont été imposées pour l'accomplissement de cette obligation ; que, pour les déterminer, l'art. 6 édicte que « les règles prescrites par les articles ci-dessus et l'art. 455 du Code civil seront applicables à cet emploi ; »

« Considérant qu'il est expressément ordonné par cet art. 6 d'appliquer à l'emploi des deniers pupillaires les règles contenues dans les articles précédents, c'est-à-dire deux règles principales et essentielles dans l'intérêt de la conservation des biens du mineur : l'autorisation du conseil de famille homologuée par la justice et la possession exclusive de titres nominatifs ; »

« Considérant qu'il est de toute nécessité de faire application de l'une comme de l'autre de ces règles, l'art. 6 *in fine* visant incontestablement plusieurs règles. » (Paris 21 mai 1884 ; D. 85-2-177 ; S. 85-2-97.)

Malgré le texte de l'art. 6 dont les expressions sont en effet très générales, nous ne croyons pas que cette opinion doive être suivie. Cet article n'a été ajouté à la loi, par la Commission du Sénat, que dans le but de mettre fin à la controverse qui

s'était élevée sur le point de savoir si l'article 455 du Code civil était applicable à l'emploi des capitaux. On lit à ce sujet dans le rapport de M. Denormandie : « La rédaction du Code laissant évidemment à désirer, il pouvait être utile de prescrire directement et par mesure expresse l'emploi des capitaux. » (*Journal Officiel*, 7 mai 1878). Mais à aucun moment de la discussion du projet de loi ne s'est manifestée l'intention de modifier les règles de l'administration tutélaire en exigeant l'autorisation du conseil de famille pour l'emploi des capitaux. Le législateur aurait-il apporté une dérogation aussi grave et aussi profonde au droit antérieur et traditionnel sans s'en expliquer formellement ? C'est d'autant moins probable qu'on ne s'est occupé qu'accidentellement des capitaux. Comme une pareille innovation ne peut résulter que d'un texte précis, on est en droit d'admettre que l'article 6 n'impose pas pour les capitaux les formalités exigées en cas d'aliénation de valeurs. Ajoutons que la nécessité de l'autorisation du conseil de famille entraînerait des lenteurs et des frais, et qu'il serait illogique de reconnaître au tuteur le droit de toucher seul les capitaux qu'il pourrait dissiper, alors qu'il ne les placerait valablement qu'avec l'autorisation. Que faut-il donc entendre par cette disposi-

tion (les règles prescrites par les articles ci-dessus)? A quelles règles se rapporte-t-elle ? Lors de la première rédaction de l'article 6 elle se rapportait aux règles de l'article 5 depuis mentionnées dans l'article 6 ; elle se rapporte encore à celles-là seulement qui se rattachent à une opération d'emploi, à l'exclusion comme valeurs de placement des titres au porteur (art. 5), à la nécessité de se conformer aux mesures prescrites par le conseil de famille lors de l'aliénation qui a produit les capitaux (art. 1). Telle est l'explication généralement admise d'un texte absolument inutile et dont la présence dans la loi paraît être due à l'inadvertance du législateur. (V. en ce sens : Aubry et Rau, t. 1, § 112, note 31 *decies* (j) ; Buchère *Commentaire de la loi de 1880*, Ch. III, n° 90 ; Note de Lyon-Caen sous Paris, 21 mai 1884, S. 85-2-97).

Le second paragraphe de l'article 6 déclare encore applicables à l'emploi des capitaux les règles de l'article 455 du Code civil. Ces règles que nous avons étudiées sont au nombre de trois : 1° le conseil de famille doit déterminer la somme à laquelle commence pour le tuteur l'obligation d'employer l'excédant des revenus sur la dépense ; 2° le délai pour faire l'emploi est de six mois ; 3° passé le délai le tuteur doit les intérêts à défaut

d'emploi. La seconde de ces règles ne peut s'appliquer puisque l'article 6 édicte pour les capitaux un délai spécial de trois mois. Quant aux deux autres, elles complètent cet article. La détermination par le conseil de famille d'une somme à laquelle commence l'obligation d'emploi apporte une limitation à la règle trop absolue que tous les capitaux doivent être placés. Quelquefois le mineur n'a pas de revenus suffisants pour couvrir ses dépenses; d'où la nécessité de recourir aux capitaux. Si ceux-ci sont absorbés presque en totalité, faut-il cependant employer le reliquat? N'est-il pas préférable d'attendre qu'il augmente? On le peut en faisant décider par le conseil de famille que l'emploi ne deviendra obligatoire qu'à partir d'un certain chiffre. Enfin la sanction de l'article 455 oblige le tuteur à placer les capitaux dans le délai prescrit sous peine de payer lui-même les intérêts.

L'article 6 se termine par la disposition suivante : « Les tiers ne seront en aucun cas garants de l'emploi ». Quels sont ceux que la loi appelle ici des tiers? Ce sont les débiteurs du mineur, les acquéreurs de ses biens, les intermédiaires qui agissent en son nom : agents de change chargés de négocier ses titres, notaires, avoués et autres man-

dataires, les établissements financiers qui opèrent le transfert. Exiger leur responsabilité, c'eût été établir en faveur du mineur une garantie qui se serait retournée contre lui. Dans la crainte de répondre des fautes du tuteur, les tiers auraient exigé, avant de se libérer, toutes sortes de justifications gênantes qui auraient empêché certains emplois. Ainsi, pour acheter des rentes sur l'Etat, il faut au préalable verser les fonds. Si le tuteur n'en avait pas eu d'autres à sa disposition, l'acquisition serait devenue impossible parceque les tiers auraient refusé de s'acquitter avant l'achat.

Cette question de la garantie des tiers se présente d'abord à la commission au sujet de l'article premier. Ainsi qu'on le verra dans la suite, le conseil de famille, en autorisant l'aliénation des titres, peut prescrire les mesures qu'il juge utiles; il peut par conséquent exiger tel ou tel emploi. Si le tuteur faisait un emploi contraire aux prescriptions du conseil de famille, le tiers devrait-il en répondre? La question ainsi posée tout d'abord se généralisa, et l'on adopta le principe posé par l'article 6 qui dégage les tiers dans tous les cas d'emploi. « Il nous a paru sage, dit M. Denormandie dans son rapport, de dégager d'une façon générale les tiers, afin de n'apporter aucune entrave

à la marche des affaires; ils n'auront pas à suivre l'emploi des **sommes** qu'ils paieront au tuteur ». Dans son rapport à la Chambre M. Jozon a dit aussi que « les tiers ne pourront être rendus responsables ni de l'utilité, ni même de l'existence de l'emploi. » Mais ils ne peuvent invoquer notre disposition qu'autant qu'ils n'ont pas de faute à se reprocher. Si un tiers achète des titres d'un tuteur non autorisé, il peut être déclaré responsable, en vertu du droit commun, de la perte des capitaux. .

La qualité des placements variant suivant la fortune et la situation de chacun, la loi n'a rien réglé relativement au mode d'emploi des revenus et des capitaux des mineurs. Le tuteur est complètement libre dans son choix; il peut acheter des immeubles, des rentes, des actions ou obligations, faire des prêts, etc... S'il ne dispose que de petites sommes, il peut les mettre à la caisse d'épargne. Le tuteur qui fait un prêt peut ne pas stipuler de garanties, mais il est responsable en cas d'insolvabilité.

On a prétendu que le tuteur ne peut acheter d'immeubles parceque cette acquisition n'est plus un acte d'administration, et qu'elle prive le mineur de sommes qu'il aurait eues à sa disposition lors de sa majorité. Le premier argument est inadmissible.

La conversion des deniers en immeubles a toujours été considérée comme un acte d'administration ; le Code civil confirme cette opinion dans son article 1067 lorsqu'à propos de sommes grevées de substitution, il dispose qu'on doit les employer en immeubles à défaut d'autre emploi désigné par le disposant. Le second argument doit dans certains cas être pris en considération. Il ne faut pas que le mineur qui se destine au commerce ou à l'industrie se voie embarrassé d'immeubles et privé de ses capitaux. Aussi le tuteur doit-il tenir compte des intentions de son pupille avant de disposer de son argent. Si celui-ci veut conserver le maniement de ses fonds, le tuteur doit opérer un placement qui permette le remboursement au gré du mineur. Mais l'opinion contraire est trop absolue en proscrivant l'achat des immeubles. Cette opération peut être très utile au mineur s'il s'agit, comme on le suppose, d'acquérir dans des conditions avantageuses un immeuble parfaitement à sa convenance.

Le tuteur peut-il faire l'acquisition de droits successifs ou de droits litigieux ? Cela ressemble moins à un emploi qu'à une spéculation plus ou hasardeuse. Cependant il y a un cas où l'achat de droits successifs doit être admis, c'est quand il

s'agit d'écarter de la succession un étranger qui a acheté la part d'un cohéritier du mineur. Le tuteur peut alors exercer le retrait successoral (841). Mais l'achat de droits litigieux n'est jamais considéré comme un emploi, parcequ'il compromet la fortune du mineur.

CONVERSION DES TITRES AU PORTEUR EN TITRES
NOMINATIFS

La loi du 27 février 1880 ordonne au tuteur de convertir en titres nominatifs les titres au porteur appartenant à son pupille. Cette obligation est le complément nécessaire des dispositions édictées par cette loi relativement à l'aliénation des valeurs.

C'est en vain qu'on aurait soumis l'aliénation des valeurs mobilières à l'autorisation du conseil de famille et à l'homologation du tribunal, si l'on n'avait pas exigé la conversion des titres au porteur en titres nominatifs. Il est impossible d'aliéner un titre nominatif en fraude de la loi, parcequ'il faut le négocier et en opérer le transfert. Mais les titres au porteur se cèdent de la main à la main comme la monnaie, et rien n'accuse le nom du propriétaire. Le tuteur pouvait convertir les valeurs nominatives de son pupille en la forme au porteur, les aliéner

ensuite comme siennes, et employer les capitaux en provenant dans son intérêt. Si le mineur prouvait à sa majorité que des titres au porteur avaient été remis à son tuteur, il lui était impossible d'établir à quel cours celui-ci les avait vendus. Il arrivait aussi que la propriété des titres au porteur était contestée au mineur par les héritiers du tuteur. Ces inconvénients sont supprimés depuis que la loi n'admet plus pour les mineurs que la forme nominative. Cela résulte de l'article 5 ainsi conçu : « Le tuteur devra, dans les trois mois qui suivront l'ouverture de la tutelle, convertir en titres nominatifs les titres au porteur appartenant au mineur ou à l'interdit, et dont le conseil de famille n'aurait pas jugé l'aliénation nécessaire ou utile. Il devra également convertir en titres nominatifs les titres au porteur qui adviendraient au mineur ou à l'interdit, de quelque manière que ce fût, et ce, dans le même délai de trois mois à partir de l'attribution définitive ou de la mise en possession de ces valeurs. »

L'obligation de convertir s'applique pour toutes les valeurs émises par l'Etat français, les Etats étrangers, par les villes, les départements, les sociétés financières, commerciales et industrielles, mais non pour les créances qui seraient stipulées

payables au porteur, car ce ne sont pas des titres au sens où l'entend la loi.

L'article 5 apporte d'ailleurs une exception importante à la règle qu'il vient de poser : le tuteur ne convertira pas les titres dont le conseil de famille aurait jugé l'aliénation nécessaire ou utile. Le mineur peut avoir des dettes à payer, ou d'autres obligations à remplir pour lesquelles il est nécessaire d'aliéner ses titres au porteur. La conversion de ces titres eût imposé au mineur sans aucun avantage des frais considérables. Afin de les éviter, l'article 5 permet au conseil de famille de dispenser le tuteur de conversion, s'il juge l'aliénation nécessaire ou utile. Primitivement, l'article n'autorisait la dispense qu'en cas d'aliénation jugée nécessaire pour subvenir à des besoins urgents. Il a semblé préférable de donner une certaine latitude au conseil de famille. « Il ne faut pas, dit le rapporteur devant le Sénat, que le conseil de famille, le juge de paix, le tuteur, se croient enfermés par la loi dans un cercle trop étroit, trop limitatif. » (Séance du Sénat, 25 mai 1878, *Journal Officiel* 26 mai). Si le tuteur juge bon d'aliéner les titres au porteur pour faire un placement plus avantageux ou pour faciliter au mineur l'exploitation d'une industrie, il peut obtenir du

conseil de famille de les conserver en leur forme jusqu'à l'aliénation.

Le délai imparti pour la conversion est de trois mois. Il a été fixé par la commission du Sénat qui a justement estimé que le délai de six mois proposé par le gouvernement serait excessif. Outre qu'il faut laisser les titres au porteur le moins longtemps possible entre les mains du tuteur, il suffit d'un temps très court pour opérer la conversion.

Le point de départ des trois mois, c'est l'ouverture de la tutelle pour les valeurs qui appartiennent au mineur à cette époque. Cette expression est inexacte. Le délai ne peut courir contre le tuteur qu'à partir du jour où il devient responsable, et sa responsabilité ne commence que lorsqu'il peut exercer sa fonction. Le délai court bien contre lui du jour de l'ouverture de la tutelle, s'il est tuteur légal, mais s'il est tuteur datif ou testamentaire, il ne court que du jour de sa nomination dûment connue de lui, et même, s'il est éloigné, du jour où il a la possibilité matérielle d'exercer sa fonction. Ceci ne s'applique qu'aux valeurs dont le mineur a la propriété certaine à l'ouverture de la tutelle. Si le décès qui lui donne ouverture appelle d'autres héritiers que le mineur à recueillir la succession, les diverses valeurs sont indivises entre les héritiers,

et la part afférente à chacun est indéterminée jusqu'au partage. C'est dans ce cas l'attribution définitive ou la mise en possession de ces valeurs qui sert de point de départ à l'obligation du tuteur. Il en est de même pour toutes les valeurs qui adviennent au mineur, à quelque titre que ce soit, pendant le cours de la tutelle, soit par succession, donation ou testament, soit par acquisition. Ce dernier cas était visé par le projet; si on l'a fait disparaître, il faut reconnaître que l'article 5 a un sens très général.

Le délai de trois mois est généralement suffisant pour la conversion. Néanmoins le législateur a décidé que le conseil de famille pourra fixer pour la conversion un terme plus long. Il se peut que le mineur possède des titres étrangers, et que la conversion soit impossible ou très difficile dans le délai prescrit. Il fallait prévoir cette circonstance, et permettre au tuteur d'obtenir une prorogation. D'autre part, on peut, par ce moyen, éviter la conversion, si c'est l'intérêt du mineur. Supposons, par exemple, qu'il soit près d'atteindre sa majorité; à quoi bon faire les frais d'une conversion? Le tuteur peut alors éluder l'article 5 à l'aide d'une prorogation qui va jusqu'à la majorité de son pupille. En accordant cette prorogation, le conseil

de famille ordonne le dépôt des titres soit à la caisse des consignations, soit entre les mains d'une société ou d'une personne spécialement désignée. Remarquons que c'est là une faculté pour le conseil de famille qui peut les laisser aux mains du tuteur. S'il estime que le tuteur offre toutes les garanties désirables, afin d'éviter un dépôt coûteux qui doit être de courte durée, il décide que le tuteur conservera la possession des titres.

« Lorsque, soit par leur nature, soit à raison de conventions, les valeurs au porteur ne seront pas susceptibles d'être converties en titres nominatifs, le tuteur devra, dans les trois mois, obtenir du conseil de famille l'autorisation soit de les aliéner avec emploi, soit de les conserver; dans ce dernier cas comme dans celui prévu par le paragraphe précédent, le conseil pourra prescrire le dépôt des titres au porteur soit à la caisse des dépôts et consignations, soit entre les mains d'une personne ou d'une société spécialement désignée ». (Art. 5, § 4).

Il y a donc deux cas où la conversion est impossible : celui résultant de la nature des titres, et celui résultant de conventions.

Ordinairement les valeurs mobilières sont susceptibles de revêtir la forme nominative et la forme

au porteur, mais les statuts de la société émissionnaire prohibent quelquefois la forme nominative. La loi du 23 juin 1857 a décidé que tout propriétaire d'actions ou obligations au porteur pouvait toujours les convertir en titres nominatifs, seulement cette loi n'oblige pas les sociétés, ni les départements, ni les villes, ni les administrations hospitalières. Ainsi les obligations de la ville de Paris sont au porteur. On rencontre aussi des valeurs étrangères qui n'admettent pas la forme nominative. Pour le cas où le mineur posséderait de ces valeurs, il fallait trouver une autre mesure de garantie.

La première rédaction du projet de loi ne mentionnait que l'impossibilité résultant de la nature du titre. L'impossibilité résultant de conventions fut signalée au cours de la discussion devant le Sénat par M. Raoul Duval, et c'est à la suite de son observation que le texte fut complété. On peut supposer que les titres ont fait l'objet d'un contrat d'indivision qui doit durer jusqu'à une certaine époque, qu'ils ont été donnés en gage, affectés au cautionnement d'un tiers, qu'ils sont placés entre les mains d'un usufruitier qui peut refuser de s'en dessaisir. Dans tous ces cas, la conversion est impossible, et la loi n'exige pas qu'elle se fasse dans le délai prescrit. « Les délais ci-dessus, dit l'article

5 *in fine*, ne seront applicables que sous la réserve des droits des tiers et des conventions préexistantes ».

Lors donc qu'il y a un obstacle à la conversion, le tuteur doit, dans les trois mois, provoquer la réunion du conseil de famille pour qu'il prenne une des mesures indiquées dans le § 4 de l'article 5 : l'aliénation des titres avec emploi, ou leur conservation avec ou sans dépôt. Si le conseil de famille décide l'aliénation, elle est faite conformément aux prescriptions des articles 1, 2, 3 de la loi de 1880 que nous étudierons. Le conseil de famille, en ordonnant la vente, prescrit les mesures qu'il juge utiles. L'homologation du tribunal est demandée, si la valeur des titres dépasse 1500 francs, et ils sont négociés, par le ministère d'un agent de change, au cours moyen du jour. Si le conseil de famille décide de conserver les titres, il peut prescrire leur dépôt soit à la caisse des consignations, soit entre les mains d'une personne ou d'une société déterminée, ou bien les laisser en la possession du tuteur. Il est regrettable que la loi n'ait pas rendu le dépôt nécessaire, au lieu d'autoriser le conseil de famille à laisser les titres au tuteur. C'est ce qui a lieu la plupart du temps, pour ne pas blesser les susceptibilités du tuteur, et l'article 5 se trouve ainsi aboli

lorsque la nature des titres s'oppose à leur conversion.

La délibération qui ordonne la conservation des titres doit être motivée pour bien indiquer que la conversion était impossible. Si les titres sont laissés au tuteur, le conseil fera bien de prescrire la remise d'un récépissé aux mains du subrogé-tuteur pour éviter toute difficulté sur la propriété en cas de décès du tuteur. Si les titres sont déjà déposés dans une caisse publique, ou dans la caisse d'une société, s'ils sont entre les mains d'un usufruitier ou d'un créancier à titre de garantie, le conseil peut sanctionner le maintien de ce dépôt. Dans tous les cas, le tuteur doit prendre les précautions nécessaires pour assurer la restitution des titres : exiger un récépissé constatant leurs séries et leurs numéros, se faire autoriser à changer le dépôt, s'il n'offre plus les mêmes garanties, et rentrer en possession des titres, si la conversion est devenue possible.

De l'analyse de l'article 5 il résulte donc que le tuteur doit convertir les titres au porteur appartenant au mineur dans un délai de trois mois, et que toute exception à cette règle doit être soumise à l'appréciation du conseil de famille. Les décisions par lui rendues sur ce point ne sont pas susceptibles d'homologation comme en matière d'aliéna-

tion ; mais elles peuvent être soumises au tribunal, par application de l'article 883 du Code de procédure civile, lorsqu'elles ne sont pas unanimes. On a soutenu, il est vrai, que cet article ne s'appliquait qu'aux délibérations susceptibles d'homologation. Mais cette opinion doit être rejetée, vu la généralité du texte ; il faut donc décider que toute délibération qui n'est pas unanime peut faire l'objet d'un pourvoi. (V. en ce sens Toulouse, 22 février 1854, D. 54-2-240). Il est formé par le tuteur, le subrogé-tuteur, ou les membres du conseil de famille, parmi lesquels il faut comprendre ceux qui n'ont pas assisté à la délibération, soit qu'ils n'aient pas été appelés, soit qu'ils n'aient pas jugé à propos de s'y rendre. Ceux qui ont pris part à la délibération, et ont voté pour, et les autres membres qui y auraient acquiescé, peuvent-ils se pourvoir ? On a soutenu la négative. Demolombe enseigne qu'ils doivent demander une seconde délibération pour expliquer les raisons qui ont changé leur avis, et qu'ils peuvent se pourvoir contre cette seconde délibération, si elle est différente de la première. Ils peuvent également se pourvoir, si on refuse de convoquer à nouveau le conseil de famille. Nous croyons que le membre ou les membres qui ont voté pour la délibération, et dont l'opinion est

changée, peuvent se pourvoir concurremment avec les autres.

Le pourvoi est formé sans tentative de conciliation. La cause est jugée sommairement à l'audience du tribunal, conformément au droit commun, et le jugement rendu sur le pourvoi est susceptible d'appel. (Art. 889 C. p.).

II. — Pouvoirs du tuteur

A. — *Actes qu'il peut faire seul*

Les actes que le tuteur peut faire seul sont ceux qui tendent à la conservation et à l'entretien du patrimoine. Nous les avons déjà étudiés sous l'administration légale. Comme le tuteur a pour ces actes les mêmes pouvoirs que le père administrateur légal, nous n'avons qu'à les rappeler ici.

Le tuteur peut, sans autorisation du conseil de famille, accomplir les actes conservatoires, opérer le recouvrement des deniers, revenus et capitaux, intenter les actions mobilières et y défendre, acquiescer aux actions de même nature, payer toutes les dettes, défendre à une action en partage.

Mais là se bornent ses pouvoirs qui sont moins étendus que ceux du père administrateur légal, car nous allons voir qu'il est obligé d'accomplir les formalités de l'autorisation et de l'homologation pour certains actes que le père administrateur peut faire seul.

B. — *Actes qui nécessitent l'autorisation du conseil de famille*

ACCEPTATION ET RÉPUDIATION D'UNE SUCCESSION
MOBILIÈRE

« Le tuteur ne pourra accepter ni répudier une succession échue au mineur sans une autorisation préalable du conseil de famille. L'acceptation n'aura lieu que sous bénéfice d'inventaire. » (461 C. c.).

L'acceptation, ne pouvant avoir lieu que sous bénéfice d'inventaire, ne saurait être désavantageuse; on se demande alors pourquoi la loi exige l'autorisation du conseil de famille qui semble inutile. C'est une erreur de croire que l'acceptation d'une succession ne peut être préjudiciable à un mineur parcequ'elle est bénéficiaire. D'abord, elle

l'oblige à rapporter à la masse les dons et legs dont il a été gratifié par le défunt sans dispense de rapport, et ces dons et legs peuvent être supérieurs à la part héréditaire qui doit lui revenir. D'autre part, si la succession est certainement mauvaise, il est bon d'éviter les frais et les soins qu'entraînerait la liquidation.

Si l'autorisation du conseil de famille est nécessaire pour accepter une succession qui vient d'échoir au mineur, à plus forte raison est-elle exigée si le tuteur veut reprendre une succession répudiée, en vertu de l'article 462. Cette article dispose que la succession pourra être reprise par le mineur devenu majeur ou par le tuteur autorisé à cet effet par une nouvelle délibération du conseil de famille.

Il en est de même si le père veut exercer le retrait successoral en vertu de l'article 841. C'est une extension de l'acceptation qui ne peut avoir lieu par le fait du tuteur seul. Nous croyons que ce droit ne peut pas être exercé au nom du mineur, même avec l'autorisation du conseil de famille, si celui contre qui on veut s'en prévaloir a accepté la succession purement et simplement. Le mineur ne peut être héritier pur et simple; il en résulte qu'il ne peut acquérir par le retrait un droit d'héritier

pur et simple. (V. en ce sens Aubry et Rau, t. 1, § 113, note 9; Demolombe, VII, 678). La Cour de Grenoble a cependant décidé qu'un tuteur, capable aux termes de l'article 465 du C. civ. de répondre, sans l'autorisation du conseil de famille, à une demande en partage, avait pu valablement exercer le retrait contre le demandeur en partage d'une succession qui n'y avait d'autres droits que ceux résultant d'une cession. (Grenoble, 16 août 1858, S. 59-2-289).

La répudiation exige comme l'acceptation l'autorisation du conseil de famille. Pourquoi l'article 461 ne l'a-t-il pas soumise également à l'homologation du tribunal? Le mineur étant propriétaire par le fait de la succession des biens qui la composent, on peut dire que la répudiation est une aliénation, et qu'en conséquence elle devrait être subordonnée aux mêmes formalités. La répudiation n'est pas une aliénation lorsque la succession est mauvaise. Elle ne présente pas non plus les dangers de l'aliénation faite sans nécessité ou sans avantage qui amoindrit le patrimoine, au lieu que la répudiation l'empêche seulement de s'accroître.

Que décider au sujet de l'abandon permis par l'article 802 à l'héritier bénéficiaire? Quel caractère doit-on reconnaître à cet acte? Ce n'est pas une

aliénation, car la succession peut être reprise, et, dans le cas où il reste quelque chose après le paiement des dettes, ce reliquat appartient à l'héritier bénéficiaire. La Cour de cassation a toutefois admis l'opinion contraire dans un arrêt du 12 mars 1839.

« Attendu, dit-elle, que l'acte qualifié abandon était un acte d'aliénation faite par le tuteur du mineur ; »

« Attendu que, comme tel, l'acte ne pouvait valablement d'après la loi être souscrit par le tuteur sans qu'il eût été préalablement autorisé par un conseil de famille, autorisation qui elle-même ne pouvait être accordée que pour une nécessité absolue ou un avantage évident ; »

« Attendu que l'autorisation ne pouvait non plus être accordée qu'après un compte sommaire présenté par le tuteur duquel résultât l'insuffisance des deniers et effets mobiliers, et aussi après jugement d'homologation de la délibération du conseil de famille. » (Cass. S. 39-1-274). C'est une assimilation complète de l'abandon à l'aliénation, puisque la Cour lui applique les dispositions de l'article 457 du Code civil. Comme nous sommes en matière purement mobilière, ce sont les articles 1 et 2 de la loi du 27 février 1880 qu'il faut appliquer, sui-

vant cette opinion. On a proposé d'appliquer l'article 461, comme s'il s'agissait d'une répudiation. Cependant il n'y a pas répudiation, puisque l'hérédité est acceptée, et que les effets de l'acceptation sont irrévocables : *semel heres, semper heres*. L'analogie qui existe entre l'abandon et la répudiation n'est pas un motif suffisant pour qu'on les soumette à la même règle. Aussi pensons-nous que le tuteur n'a pas besoin d'être autorisé pour abandonner l'actif d'une succession aux créanciers, car il a le droit de faire seul tous les actes pour lesquels la loi ne lui a pas imposé de formalités, et le cas qui nous occupe ne rentre pas dans les dispositions de l'article 461.

La nécessité de l'autorisation du conseil de famille s'applique à l'acceptation et à la répudiation des legs universels et à titre universel comme à celles des successions *ab intestat*. La jurisprudence est en ce sens. (V. Dijon 10 juillet 1879. D. 80-2-130). Il y a en effet la même raison d'appliquer la même règle ; les légataires universels et à titre universel sont tenus comme les héritiers du paiement des dettes en proportion de leur émolument. L'autorisation est nécessaire même quand les legs sont faits sans charges ni conditions. Le légataire peut-il être tenu *ultra vires hereditatis* ? Si l'on admet l'affir-

mative, on doit reconnaître que le légataire mineur n'est jamais tenu que bénéficiairement.

ACCEPTATION D'UNE DONATION MOBILIÈRE

« La donation faite au mineur ne pourra être acceptée par le tuteur qu'avec l'autorisation du conseil de famille. Elle aura à l'égard du mineur le même effet qu'à l'égard du majeur » (463).

On peut s'étonner au premier abord que la loi exige l'autorisation du conseil de famille pour la donation qui est un contrat à titre gratuit. Cependant les conditions et les effets de la donation peuvent expliquer cette exigence ; les conditions d'abord, parce que la donation peut être faite avec charges ; les effets, parce que la donation oblige le donataire à fournir des aliments au donateur. Il convient aussi que le conseil de famille examine le mobile auquel obéit le donateur ; l'honneur et les convenances peuvent s'opposer à une acceptation.

L'autorisation du conseil de famille a ici une importance toute particulière, car l'inobservation de l'article 463 entraînerait la nullité radicale de la donation. Celle-ci est un contrat solennel auquel on applique le principe *forma dat esse rei*, et l'autorisation est une des formes de la donation.

Nous avons vu que l'article 935 apporte une exception à l'article 463 en décidant que « les père et mère du mineur émancipé ou non émancipé ou les autres ascendants, même du vivant des père et mère, quoiqu'ils ne soient ni tuteurs ni curateurs du mineur, pourront accepter pour lui. »

Régulièrement acceptée la donation aura à l'égard du mineur le même effet qu'à l'égard du majeur, c'est-à-dire que le mineur sera soumis, comme s'il avait accepté lui-même, à toutes les conditions de la donation.

Nous invoquons l'article 463 pour décider que le tuteur ne peut accepter un legs particulier sans l'autorisation du conseil de famille, car un legs particulier peut être accompagné de charges, et il convient de savoir quel est le mobile qui a poussé le testateur à faire cette libéralité. Le legs une fois accepté, le tuteur peut en demander la délivrance et la poursuivre sans autorisation, puisqu'il s'agit d'une action mobilière.

DEMANDE EN PARTAGE D'UNE SUCCESSION MOBILIÈRE

« La même autorisation sera nécessaire au tuteur pour provoquer un partage. » (465).

Il résulte de cette disposition que le tuteur ne

peut provoquer le partage d'une succession mobilière ou d'une autre masse indivise sans l'autorisation du conseil de famille. La raison en est que le partage est une aliénation par laquelle on abandonne son droit de copropriétaire sur l'ensemble des biens pour devenir propriétaire exclusif de sa part. Ajoutons qu'il peut être très avantageux de rester dans l'indivision jusqu'à la majorité du mineur pour éviter les frais du partage en justice (466). Le partage doit être fait suivant les formes prescrites au titre des successions et par les articles 906 et suivants du Code de procédure civile, à moins qu'il ne s'agisse d'un partage provisionnel que le tuteur peut faire à l'amiable, et sans autorisation. Tout partage fait par le tuteur dans de semblables conditions est réputé valable comme partage provisionnel, s'il ne résulte pas des circonstances qu'on a voulu faire un partage définitif.

CONVERSION DES TITRES NOMINATIFS EN TITRES
AU PORTEUR QUAND LEUR VALEUR NE DÉPASSE PAS
1500 FRANCS

L'article 10 de la loi du 27 février 1880 dispose que la conversion de tous titres nominatifs en

titres au porteur est soumise aux mêmes conditions et formalités que l'aliénation de ces titres.

L'article premier de ladite loi exige pour leur aliénation l'autorisation du conseil de famille et l'article 2 ajoute l'homologation au-dessus de 1500 francs.

Il en résulte que la conversion en la forme au porteur des titres nominatifs ne dépassant pas 1500 francs doit être autorisée par le conseil de famille. Comme en matière d'aliénation, celui-ci a le droit de prescrire les mesures qu'il juge utiles : il peut, en conséquence, ordonner le dépôt des titres convertis conformément à l'article 5.

Le recours de l'article 883 du Code de procédure est ouvert si la délibération n'est pas unanime, mais, par exception au droit commun, il n'est pas susceptible d'appel (art. 2).

C. — *Actes qui nécessitent l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal*

EMPRUNT

Le tuteur ne peut contracter d'emprunt pour le mineur sans l'autorisation du conseil de famille

homologuée par la justice (art. 457-458). Le conseil de famille ne doit accorder son autorisation qu'en cas de nécessité absolue ou d'avantage évident. Pour qu'il y ait nécessité absolue, il faut qu'il soit constaté par un compte sommaire présenté par le tuteur que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisants.

Le droit, qui appartient au conseil de famille de prescrire les mesures qu'il juge utiles, lui permet de régler les conditions de l'emprunt. Il peut décider qu'on n'empruntera pas sur hypothèque, ni pour une durée plus longue que celle qu'il indique, ni à un taux supérieur à celui qu'il fixe. Peut-il décider que le prêteur surveillera l'emploi de la somme prêtée? Non, car l'article 6 de la loi du 27 février 1880 dit que les tiers ne sont en aucun cas garants de l'emploi. Cependant si le conseil de famille n'a autorisé l'emprunt qu'à cette condition, le prêteur qui l'accepte se trouve lié par son obligation.

TRANSACTION

A cause du danger que présente la transaction, le législateur a senti le besoin de protéger tout particulièrement le mineur contre les conséquences de cet acte. « Le tuteur ne pourra transiger au nom

du mineur qu'après y avoir été autorisé par le conseil de famille, et de l'avis de trois jurisconsultes désignés par le procureur près le tribunal de première instance. La transaction ne sera valable qu'autant qu'elle aura été homologuée par le tribunal, le procureur entendu. » (467).

Ces dispositions sont absolues et s'appliquent aussi bien aux droits mobiliers qu'aux droits immobiliers des mineurs. (V. en ce sens Paris, 14 août 1871, D. 72-5-455). Il n'y a pas à distinguer non plus entre les transactions extrajudiciaires et celles qu'on fait en justice sous forme de jugements convenus.

Avant d'accomplir la transaction, le tuteur doit avoir l'autorisation du conseil de famille et une consultation émanant de trois jurisconsultes. Ceux-ci sont généralement des avocats ou des avoués près le tribunal, mais ces qualités ne sont pas requises par la loi, et il suffit de personnes connaissant le droit. Leur avis doit être favorable à la transaction ; car le mot avis est pris ici dans le sens d'adhésion, assentiment. Cet avis doit être unanime ; cela résulte certainement de l'article 467, quoique le législateur paraisse ainsi un peu exigeant. Il est bon que l'avis des jurisconsultes précède la délibération du conseil de famille. Dans certains

cas, cet avis est très utile pour l'éclairer, par exemple, lorsqu'on transige pour éviter un procès sur un point de droit douteux. Mais la transaction n'est pas nulle par cela seul que l'avis est postérieur à la délibération.

Le tuteur procède à la transaction sans faire homologuer l'autorisation du conseil de famille et l'avis des jurisconsultes. Car, la loi requiert l'homologation pour valider la transaction, et non pour habiliter le tuteur à la passer. Le texte de l'article 467 est formel en ce sens. Le tribunal valide ou annule pour le tout parceque la transaction est indivisible. Les différents points qui la composent ont été arrêtés en considération les uns des autres, et il est impossible de toucher à l'un d'eux sans défaire le contrat.

Le jugement qui homologue la transaction est susceptible d'appel. Cependant la Cour de Cassation fait exception pour le cas où l'homologation n'a pas été contredite; c'est alors un acte de juridiction gracieux auquel ne s'applique pas l'article 889 du Code de procédure civile exclusivement réservé aux jugements prononçant sur un différend susceptible d'être contradictoirement débattu. (V. Req. 10 juin 1874, S. 78-1-157.) Cet arrêt nous semble en opposition avec les termes généraux de l'article 889

qui ouvre la voie de l'appel à tous les jugements rendus sur délibération du conseil de famille. Il se peut qu'un membre du conseil de famille ou le tuteur reviennent sur leur première opinion, et désirent faire annuler la transaction homologuée. Il ne faut pas les empêcher d'attaquer un acte qui est peut être nuisible aux intérêts du mineur. (V. en ce sens Agen 18 déc. 1856, S. 57-2-305).

Quand les formalités exigées pour la transaction ont été observées, elle est censée avoir été faite pour un majeur. Elle n'est jamais rescindable pour cause de lésion (2052). Si le tuteur a contrevenu aux dispositions de l'article 467, la transaction est nulle, encore que le mineur n'ait éprouvé aucun préjudice.

CONVERSION DES TITRES NOMINATIFS
EN TITRES AU PORTEUR QUAND LEUR VALEUR DÉPASSE
1500 FRANCS

Conformément aux articles 10 et 2 de la loi du 27 février 1880, la délibération du conseil de famille qui autorise cette conversion est soumise à l'homologation du tribunal, sans qu'il soit dérogé à l'article 883 du Code de procédure, et, par excep-

tion au droit commun, le jugement rendu est en dernier ressort. Le dépôt des titres peut être ordonné conformément à l'article 5.

D. — *Actes interdits au tuteur*

COMPROMIS

Le tuteur ne peut compromettre sur les biens mobiliers de son pupille, ainsi que cela a été dit pour le père administrateur. Cette prohibition résulte des articles 1004 et 83, § 6 du Code de procédure déjà cités.

ACHAT PAR LE TUTEUR DES BIENS MOBILIERS

APPARTENANT AU MINEUR

Il ne peut acheter les biens du mineur (450, § 3, C. c.). Cette prohibition s'applique aux meubles comme aux immeubles, et elle est absolue. Le tuteur ne peut acheter les meubles de son pupille, ni à l'amiable, ni dans une adjudication publique. Mais ne peut-on pas dire que le mineur aurait intérêt, en cas d'adjudication publique, à ce qu'il y eût un compétiteur de plus? On a craint à juste

titre que le tuteur, désirant acheter, n'écartât les autres acquéreurs en leur donnant de faux renseignements. S'il achète par personne interposée, l'achat est nul comme s'il avait acheté lui-même (1596). Le mineur peut seul se prévaloir de cette nullité, car c'est dans son intérêt qu'elle a été édictée.

CESSION AU TUTEUR D'UN DROIT OU D'UNE CRÉANCE
CONTRE LE MINEUR

Il ne pourra accepter la cession d'aucun droit ou créance contre son pupille (450, § 3, C. c.). Cette cession est défendue parce qu'elle renferme une spéculation qui, de la part du tuteur, est honteuse, et doit être interdite. Mais, pour cela, il faut qu'elle ait eu lieu à titre onéreux; toute cession faite au tuteur à titre gratuit, par donation ou autrement, est valable. Remarquons en outre qu'il n'y a pas de cession si le tuteur paie une dette du mineur, alors même qu'il est subrogé aux droits du créancier.

La cession à titre onéreux est nulle à l'égard du mineur, et, s'il s'en prévaut, les choses sont remises dans le même état que si la cession n'avait

pas eu lieu. Mais peut-il exiger du tuteur qu'il le
tienne quitte en lui remboursant la somme qu'il a
dépensée pour se faire céder la créance? Nous ne
le pensons pas, car c'est exercer un retrait, et la
loi n'accorde pas ce droit au mineur.

CHAPITRE III

JOUISSANCE

I. — Usufruit du survivant des père et mère

« Après la dissolution du mariage, le survivant des père et mère aura la jouissance des biens de ses enfants jusqu'à l'âge de dix huit ans accomplis. » (384).

C'est donc au père survivant ou à la mère survivante qu'appartient l'usufruit des biens mobiliers de l'enfant, s'il est mineur de dix huit ans.

Cet usufruit comporte des exceptions que nous avons indiquées au chapitre de la jouissance légale pendant le mariage, et qui résultent des articles 387 et 730 du Code civil. Il cesse, même avant que le mineur ait atteint l'âge de dix huit ans, pour certaines causes que nous avons mentionnées : l'émancipation, la renonciation de l'usufruitier légal, l'abus de jouissance, la déchéance de la puissance paternelle, la mort de l'usufruitier légal.

A ces causes d'extinction il faut ajouter le convol de la mère en secondes noces. Quel est le motif de la différence que la loi établit ici entre le père et la mère ? Le père veuf qui se remarie peut causer un préjudice à ses enfants du premier lit en faisant profiter sa nouvelle famille de leurs revenus, et pourtant l'article 386 s'applique exclusivement à la mère. Il est vrai que le père peut faire profiter sa nouvelle famille des biens de ses enfants du premier lit, mais il ne tient qu'à lui de leur conserver toute la jouissance de leurs revenus. Il en est autrement quand c'est la mère qui se remarie, car, sous presque tous les régimes matrimoniaux, le mari a la disposition de tous les revenus de sa femme, et il lui est facile d'employer dans son intérêt et dans celui de ses enfants l'usufruit de la fortune des enfants de sa femme. Ainsi s'explique la privation que la loi impose à la mère qui convole.

Taulier en a conclu que l'usufruit doit renaître si la mère remariée devient veuve ; dans ce cas, le motif de la disposition de l'article 386 disparaît, et elle doit, en conséquence, cesser de s'appliquer. Cependant cette solution est généralement rejetée par les auteurs. Nous sommes en présence d'un texte qui décide que « la jouissance cessera à l'égard de

la mère dans le cas d'un second mariage » sans rien ajouter de plus. Il prononce l'extinction du droit, mais il ne le fait pas renaître. Le législateur seul pouvait décider qu'il renaîtrait lorsque les motifs de sa suppression auraient disparu. Il ne l'a pas fait; il faut donc admettre que l'usufruit de la mère est définitivement éteint. « Considérant, dit la Cour de Bourges, qu'aux termes de l'article 386 C. civ. l'usufruit légal cesse à l'égard de la mère dans le cas de second mariage; que, sans avoir à rechercher, dans les travaux préparatoires du Code civil, si le législateur a prononcé contre la mère cette déchéance de l'usufruit légal à titre de peine ou à titre de précaution, il faut admettre dans le silence de la loi que le droit de la mère est définitivement éteint. » (Bourges, 18 juin 1890; D. 91-2-144. V. en ce sens Demolombe, t. vi, n° 562; Duranton, t. iii, n° 386; Proudhon, *De l'usufruit*, t. i, n° 144).

Autre question. Le second mariage de la mère a été déclaré nul; la jouissance est-elle éteinte, ou est-elle réputée n'avoir jamais cessé? *Quod nullum est, nullum producit effectum* : on en conclut que la cessation de l'usufruit, qui est un effet civil du mariage, ne subsiste pas après son annulation. Cette solution peut avoir des conséquences iniques.

Ainsi, le mariage a duré longtemps avant d'être annulé, l'usufruit légal est réputé n'avoir jamais cessé, et les enfants doivent rendre à leur mère la portion de leurs revenus qui n'a pas été absorbée par leur entretien, ni par l'exécution des autres charges de l'article 385 ; la faute de la mère retombe sur ses enfants et non sur elle. Ajoutons que la mère profite ainsi de sa mauvaise foi : de deux veuves qui épousent un homme marié, l'une connaît cette circonstance, l'autre l'ignore, et le mariage de chacune est annulé ; la seconde, parce qu'elle a agi de bonne foi, perd son usufruit ; la première le conserve, parce qu'elle a accompli sciemment un acte criminel ! Le législateur n'a pas voulu sanctionner un pareil état de choses ; le texte de l'article 386 permet de penser qu'il s'est attaché au seul fait de la célébration du mariage. Cependant il faut excepter le cas où le consentement de la mère a été arraché par la violence : le seul fait de la célébration n'abolit pas son droit d'usufruit, car il n'y a pas de mariage là où le consentement est vicié. (V. en ce sens Demolombe, t. vi, n° 563 ; Proudhon, *De l'usufruit*, t. i, n° 144 ; Marcadé, t. ii, p. 173. V. en sens contraire Duranton, t. iii, n° 387).

L'usufruit paternel cesse encore sous la tutelle

par suite du défaut d'inventaire des biens communs à la mort de l'un des époux. Cela résulte de l'article 1442 ainsi conçu : « S'il y a des enfants mineurs, le défaut d'inventaire fait perdre à l'époux survivant la jouissance de leurs revenus. » Cette déchéance est générale, et ne s'applique pas seulement aux biens non inventoriés. Elle a lieu de plein droit, et sans qu'il y ait besoin qu'elle soit prononcée par les tribunaux. Elle est encourue lorsque l'époux survivant n'a pas fait faire l'inventaire dans le délai de trois mois, s'il n'a pas obtenu de prorogation, et les tribunaux ne peuvent l'en relever par le motif que son inventaire, quoique tardif, a toutes les apparences de la sincérité. (V. sur ce point Guillouard, *Du contrat de mariage*, t. III, n° 1039). Cependant si la clôture de l'inventaire, commencé moins de trois mois après le décès, n'a été retardée, pendant un certain temps, que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'époux survivant, sans qu'on puisse lui imputer ni faute ni négligence, la disposition de l'article 1442 ne doit pas recevoir son application (Pau 28 mars 1887. S. 88-2-117).

S'étend-elle aux régimes matrimoniaux autres que la communauté ? Non, parce qu'il s'agit d'une peine qu'on ne saurait étendre en dehors des termes de la loi, et que le motif de cette disposition n'existe

plus. Mais il suffit que les époux aient stipulé une société d'acquêts, fût-on sous le régime dotal, pour que l'article 1442 soit applicable. C'est ce qu'a décidé dans une espèce semblable un arrêt de la Cour de Caen. (Caen, 18 novembre 1863, S. 64-2-101).

II. — Usufruit du mineur

Lorsque l'usufruit du père ou de la mère a cessé, soit par l'expiration du temps pour lequel l'article 384 le leur accorde, soit par un des modes d'extinction ou de déchéance ci-dessus indiqués, le mineur acquiert l'usufruit de ses biens meubles.

Relativement à cet usufruit, il y a une différence à noter entre la tutelle des père et mère et la tutelle des ascendants ou la tutelle dative. Elle résulte de l'article 454 ainsi conçu : « Lors de l'entrée en exercice de toute tutelle autre que celle des père et mère, le conseil de famille réglera, par aperçu et selon l'importance des biens régis, la somme à laquelle pourra s'élever la dépense annuelle du mineur ainsi que celle d'administration de ses biens ».

L'usufruit du mineur est donc réglementé dans un cas et pas dans l'autre. Lorsque la tutelle appartient au père ou à la mère, la loi s'en remet à

eux du soin de décider quelles dépenses il convient de faire pour l'éducation et l'entretien de leur enfant. Si la tutelle appartient à d'autres, c'est le conseil de famille qui règle l'usufruit ; il peut limiter les dépenses pour accroître la fortune du mineur comme il peut ordonner les plus grands sacrifices pour son éducation.



CHAPITRE IV

ALIÉNATION

I. — Obligation du tuteur

VENTE DES MEUBLES CORPORELS

Le tuteur doit vendre les meubles corporels de son pupille, lors de son entrée en fonctions. Cette obligation résulte de l'article 452 ainsi conçu : « Dans le mois qui suivra la clôture de l'inventaire, le tuteur fera vendre, en présence du subrogé-tuteur, aux enchères reçues par un officier public, et après des affiches ou publications dont le procès-verbal de vente fera mention, tous les meubles autres que ceux que le conseil de famille l'aurait autorisé à conserver en nature. » (452).

Bien que cet article parle de tous les meubles, il ne vise pas les meubles incorporels dont nous étudierons postérieurement l'aliénation.

Du moins s'applique-t-il à tous les meubles corporels ? L'affirmative résulte de son texte ; mais un doute peut s'élever de l'article 533 qui dit que le mot meuble employé seul dans les dispositions de la loi ne comprend pas un certain nombre d'objets qu'il énumère, et ici le mot meuble est employé seul. Cependant la restriction de l'article 533 n'a jamais été acceptée. C'est qu'en effet elle est contraire au motif qui a fait édicter l'article 452. On vend les meubles corporels parce qu'ils sont sujets à se détériorer et à se déprécier pour les changer en un capital productif. Or, il serait contraire à l'esprit de la loi de ne pas vendre ceux qui sont mentionnés en l'article 533, parce qu'ils sont précisément les plus exposés à diminuer de valeur. Ajoutons que le législateur, ayant édicté notre texte avant l'article 533, n'a pas pensé à cet article, et a pris le mot meuble dans son sens usuel, c'est-à-dire par opposition aux immeubles dont il s'occupe dans la suite du chapitre. L'article 452 vise donc tous les meubles corporels qui appartiennent au mineur à l'ouverture de la tutelle. On doit l'appliquer également à ceux qui lui adviendraient pendant la durée de la tutelle, bien qu'il n'en parle pas, car il y a les mêmes raisons de procéder à leur vente. Mais on n'y doit pas comprendre les fruits produits par les

biens du mineur, parce que leur vente est un acte d'administration pour lequel le tuteur n'est obligé à aucune formalité. D'ailleurs, l'application dans ce cas de l'article 452 serait très désavantageuse pour le mineur à cause des frais qu'elle entraîne.

L'obligation générale d'aliéner les meubles corporels comprend plusieurs exceptions dont la première résulte de l'article 452 lui-même dans sa partie finale. Elle consiste en ce que le tuteur n'est pas tenu de vendre ceux des meubles que le conseil de famille l'aurait autorisé à conserver en nature. L'article 452 semble dire que le tuteur n'a besoin d'autorisation que pour conserver. Laurent et Huc enseignent au contraire qu'il appartient au conseil de famille de désigner les meubles qui doivent être conservés et ceux qui doivent être vendus. Le tuteur doit donc prendre son avis avant de procéder à la vente. Cette opinion nous semble en désaccord avec le texte de la loi; nous croyons que, si le législateur avait subordonné la vente à l'avis du conseil de famille, l'article 452 serait conçu autrement; nous en concluons que le tuteur peut vendre sans autorisation.

Le conseil de famille peut-il prendre l'initiative d'ordonner la conservation de certains meubles que le tuteur se dispose à vendre? Oui, bien que cette

solution ne soit pas non plus dans le texte de la loi, parce qu'il est juge de l'utilité qu'il y a pour le mineur à conserver.

Le conseil de famille peut autoriser le tuteur à conserver tout ou partie des meubles. S'il estime que les frais vont absorber le produit de la vente, il décide la conservation de tous les meubles. S'il n'en conserve qu'une partie, elle peut être plus ou moins importante en égard à la fortune, à l'âge, à la situation sociale du mineur, comme elle peut se borner aux objets de première nécessité.

La seconde exception à l'obligation de vendre les meubles corporels est contenue dans l'article 453 ainsi conçu : « Les père et mère, tant qu'ils ont la jouissance propre et légale des biens du mineur, sont dispensés de vendre les meubles, s'ils préfèrent les garder pour les remettre en nature. » L'usufruitier a le droit de jouir de la chose même sur laquelle porte son usufruit : ainsi le tuteur datif qui, en vertu d'une convention ou d'un testament, a l'usufruit des meubles de son pupille, n'est pas obligé de les vendre pendant la durée de son usufruit. Conformément à ce principe, l'article 453 en dispense aussi les père et mère ayant la jouissance légale. Mais lorsque l'enfant accomplit sa dix-huitième année, l'article 452 leur est applicable. S'ils

n'ont pas la tutelle, c'est le tuteur datif qui est chargé de faire la vente à l'expiration de leur usufruit.

Nous avons vu, en étudiant la jouissance légale, que les père et mère doivent rendre la valeur estimative de ceux des meubles qu'ils ne pourraient représenter en nature. Pour les mettre à même de satisfaire à cette obligation, l'article 453 ajoute dans son deuxième alinéa : Ils en feront faire, à leurs frais, une estimation à juste valeur, par un expert qui sera nommé par le subrogé-tuteur, et prêterá serment devant le juge de paix ».

L'estimation est aux frais du père ou de la mère ; cela est juste, puisqu'elle est faite dans leur intérêt. Mais pourquoi la loi l'exige-t-elle, puisque les meubles ont été prisés dans l'inventaire ? Il est vrai ; néanmoins le législateur a pensé que cette première estimation n'offrait pas assez de garanties. Elle a pu n'être qu'approximative, car elle n'a pas pour but de faire connaître la valeur des meubles.

Il est procédé à la seconde par un expert nommé par le subrogé-tuteur, et qui prête serment devant le juge de paix. Cet expert n'est pas forcément pris parmi les officiers priseurs qui sont déjà assermentés. A la fin de leur usufruit, le père ou la mère rendent la valeur estimative des meubles qu'ils ne

peuvent représenter en nature, c'est-à-dire de ceux qui sont devenus impropres à l'usage auquel ils étaient destinés.

Il nous reste à savoir si l'on peut établir une troisième exception à l'obligation de l'article 452 en décidant qu'un testateur peut exiger que les meubles par lui légués ne soient point vendus. S'il s'agit d'une défense d'aliéner indéfinie, elle n'est pas valable comme contraire à l'ordre public, car on ne peut pas retirer les biens du commerce. Mais si le testateur a cherché simplement à soustraire les biens par lui légués à l'article 452, une telle disposition ne nous paraît pas déroger à l'article 6 ; la preuve en est que le conseil de famille a le droit d'ordonner la conservation de certains meubles. Nous croyons qu'elle est obligatoire pour le tuteur. (V. en ce sens Laurent, t. v, n° 18).

La vente doit être faite en présence du subrogé-tuteur, aux enchères, par un officier public, et après affiches et publications dont le procès-verbal fera mention. Le subrogé-tuteur n'est pas tenu d'assister personnellement à la vente, il peut s'y faire représenter par un fondé de pouvoirs. L'officier public qui reçoit les enchères est choisi par le tuteur. Doit-on s'en tenir aux dispositions de l'article 452 ou suivre les formes déterminées par les

articles 945 à 951 du Code de procédure pour la vente du mobilier? Nous croyons que ces règles n'ont été édictées qu'en vue des cas prévus par l'article 826 du Code civil. L'article 952 que l'on invoque dans l'opinion contraire se réfère à l'article 945. Il en résulte bien que ces dispositions sont applicables lorsqu'il y a un mineur parmi les héritiers d'une succession, mais non lorsqu'il s'agit d'un mineur seul intéressé à la vente de son mobilier. (Carré et Chauveau, *Lois de la procédure civile*, tome vi).

L'article 452 prescrit la vente dans le mois de la clôture de l'inventaire. Si le tuteur laisse passer ce délai, il répond de la détérioration ou de la perte des meubles invendus, quand même elles résulteraient d'un cas fortuit, car ce préjudice est la conséquence de sa faute. Toutefois cette solution n'est pas absolue. Le délai fixé par notre article n'est pas un délai de rigueur, et le tuteur ne doit des dommages-intérêts qu'autant le retard est cause de préjudice. S'il a reculé la vente dans l'intérêt du mineur, il n'a pas commis de faute, mais il a agi au contraire en bon père de famille.

Le tuteur ne s'est pas conformé à l'article 452 et il a gardé tous les meubles du mineur sans autorisation, quelle sanction doit-il encourir? Demolombe

enseigne que le mineur a le choix ou de reprendre les meubles en nature avec dommages-intérêts pour leur dépréciation, ou d'en réclamer l'estimation. Ce droit d'option, quoique n'étant pas écrit dans la loi, nous paraît devoir être admis comme la solution la plus équitable. Le tuteur doit en outre l'intérêt de la valeur estimative à partir de l'époque où les capitaux provenant de la vente auraient dû être placés. Mais on doit tenir compte en déduction de l'usage que le mineur a fait des meubles. Telle est la sanction de l'article 452 qui résulte des principes du droit commun.

II. — Pouvoirs du tuteur

A. — *Acte qui nécessite l'autorisation du conseil de famille*

ALIÉNATION DES MEUBLES INCORPORELS JUSQU'À 1500 FRANCS EN CAPITAL

L'article premier de la loi du 27 février 1880 est ainsi conçu : « Le tuteur ne pourra aliéner, sans y être autorisé préalablement par le conseil de famille, les rentes, actions, parts d'intérêts, obliga-

tions et autres meubles incorporels quelconques appartenant au mineur. Le conseil de famille, en autorisant l'aliénation, prescrira les mesures qu'il jugera utiles. »

Bien que la nécessité de soumettre à des formalités protectrices l'aliénation des valeurs appartenant aux mineurs fût généralement reconnue, le principe posé par l'article précédent a cependant soulevé certaines objections au cours de la discussion de la loi. La première, présentée par un sénateur M. de Gavardie, fut celle-ci : l'entrave apportée à l'aliénation des titres pourra rejaillir sur leur développement, car, si les valeurs mobilières ont pris une telle extension, c'est grâce à la facilité avec laquelle elles circulent. (V. *Journal off.* ; Séance du Sénat 24 mai 1878). Cette raison n'a pas paru bien sérieuse. En effet, il n'y a qu'un petit nombre de valeurs dont l'aliénation n'est pas libre. D'autre part, les titres des mineurs ne sont pas immobilisés ; on les aliène toutes les fois que l'utilité s'en fait sentir, car, à la différence des immeubles, ils peuvent être vendus sans qu'il y ait nécessité absolue ou avantage évident. On n'empêche que les spéculations pressées et hasardeuses. Or, il importe de protéger avant tout le mineur, la spéculation dût-elle en souffrir. On a repoussé également l'ar-

gument tiré des lenteurs qu'entraînerait l'autorisation. Il est vrai que ce retard, si court qu'il soit, peut causer un préjudice important dans les cas de baisse subite. Cependant l'utilité du principe devait l'emporter sur cette considération.

L'article premier de la loi de 1880 exige l'autorisation du conseil de famille pour toute aliénation si minime qu'elle soit. Il supprime ainsi les restrictions contenues dans la loi de 1806 et le décret de 1813 qui dispensaient d'autorisation au-dessous de 50 francs de rente sur l'Etat, ou pour moins d'une action de la Banque de France. Lors de la confection de la loi de 1880, la Commission du Sénat se demanda s'il ne fallait pas maintenir ces restrictions, et les étendre à toutes les valeurs. Cette idée n'a pas prévalu. On se l'explique très bien pour les titres non cotés dont la valeur n'est pas connue officiellement. Si l'on avait permis au tuteur de les aliéner sans autorisation au-dessous d'une certaine valeur, qui aurait fixé celle des titres qu'on voulait vendre ? Si le tuteur avait pensé que l'autorisation n'était pas nécessaire, et qu'il eût cherché à vendre sans cette autorisation, il aurait pu se trouver en face d'un avis contraire chez les officiers ministériels qu'il aurait chargés de la vente. Mais cet inconvénient n'existait pas pour les titres cotés dont

la valeur est officiellement connue. Ne pouvait-on pas pour ces sortes de titres fixer un minimum au-dessous duquel l'autorisation ne serait pas exigée ? Au cours de la discussion devant la Chambre des députés, un amendement fut proposé dans ce sens. Il demandait que l'on maintînt les dispositions de la loi de 1806 et du décret de 1813, et qu'elles fussent étendues aux titres d'actions ou d'obligations des sociétés financières, commerciales ou industrielles cotées à la Bourse qui n'excédaient pas une valeur de 1200 francs pour chaque sorte d'action. Le but de cet amendement, c'était d'éviter les frais que nécessite toujours la convocation du conseil de famille, lorsque les titres à aliéner sont de minime valeur. Nous croyons qu'il a été repoussé à juste titre. D'abord, l'exception qu'il proposait était exagérée. Le mineur peut avoir dans son patrimoine des actions et des obligations de toutes sortes, et dont chaque sorte est représentée par une valeur inférieure à 1200 francs. Le tuteur aurait eu la faculté d'aliéner des sommes considérables, même tout l'avoir de son pupille, sans autorisation. Ensuite la fraude aurait été facile. Lorsque le mineur aurait possédé pour plus de 1200 francs de valeurs de même nature, représentées par des titres inférieurs à 1200 francs, le tuteur aurait pu vendre

successivement chacun de ces titres par le ministère d'agents de change différents, et faire partiellement ce qu'il n'aurait pu faire en bloc. Pour empêcher la fraude, il aurait fallu obliger le tuteur à représenter les actes liquidatifs portant les attributions faites au mineur, et encore ces actes liquidatifs n'auraient pas révélé l'existence de tous les titres du mineur. Ajoutons que l'amendement n'avait d'autre but que d'éviter les frais. Or, ces frais peuvent être évités dans le cas du moins où c'est le plus nécessaire. Lorsqu'on nomme le tuteur, s'il est datif, ou le subrogé-tuteur, on connaît approximativement l'actif et le passif de la succession, quand elle est peu importante. S'il faut aliéner les titres pour payer les dettes, le conseil en ordonne alors la vente. Nous concluons que le législateur ne pouvait apporter de restrictions à son principe sans entrer dans des complications inextricables qui seraient devenues plus gênantes que l'autorisation du conseil de famille.

Cette formalité est rendue applicable à tous les meubles incorporels. L'article premier indique les principaux : rentes, actions, parts d'intérêts, obligations. Pour compléter l'énumération donnée par la loi, disons qu'ils comprennent, outre les titres émis par les Etats, les villes et les sociétés

commerciales ou industrielles, les rentes sur particuliers, les créances, l'usufruit des meubles corporels, les droits correspondant à des obligations de faire ou de ne pas faire, le droit de jouissance du fermier et du locataire qui est un droit personnel, les droits de propriété littéraire ou artistique, et ceux qui sont attachés aux brevets d'invention et aux marques de fabrique, les actions qui ont pour objet l'exercice ou la réalisation d'un droit mobilier, les fonds de commerce, le droit dans le prix d'un office. Pour ce dernier la circulaire du 20 mai 1880 constate expressément que, s'il se trouve des mineurs parmi les héritiers du titulaire de l'office, le traité doit être autorisé par le conseil de famille. Tous ces droits que nous venons d'énumérer sont visés par la loi nouvelle.

L'article premier *in fine* donne au conseil de famille le droit de prescrire, en autorisant l'aliénation, les mesures qu'il juge utiles. De quelles mesures s'agit-il? Le législateur ne les a pas déterminées parce qu'elles peuvent varier à l'infini. Cependant elles concernent le plus souvent le mode de vente ou l'emploi des capitaux provenant de la vente. Pour ce qui est du mode de vente, l'article 3 décide que toutes les valeurs négociables à la Bourse seront aliénées par le ministère d'un

agent de change, au cours moyen du jour. Mais nous n'avons pas de disposition déterminant le mode de vente que l'on doit employer pour les autres valeurs. S'il s'agit d'un fonds de commerce, par exemple, convient-il de traiter à l'amiable ou de vendre aux enchères ? Faut-il vendre immédiatement au plus offrant, ou bien après affiches et publications ? Questions que la loi ne pouvait résoudre, et qu'elle a dû laisser à l'appréciation du conseil de famille. Plus souvent les mesures prises par le conseil sont relatives à l'emploi à faire des capitaux provenant de l'aliénation. L'utilité de l'emploi dépend des circonstances. Dans certains cas, c'est l'intérêt du mineur de faire un emploi définitif de manière que le capital ne varie pas, et se trouve intact au moment de la majorité. Dans d'autres cas, il peut sembler utile d'augmenter ses revenus au moyen d'un emploi considéré comme également sûr, mais offrant des chances de dividendes plus considérables. La loi ne pouvait prévoir toutes ces hypothèses. Il lui a paru sage de ne point limiter les pouvoirs du conseil de famille, et de lui laisser le droit de décider ce qui est le plus avantageux pour le mineur.

Les délibérations du conseil de famille relatives à l'aliénation de valeurs qui ne dépassent pas

1500 francs sont susceptibles du recours ouvert par l'article 883 du Code de procédure civile contre toute délibération qui n'est pas unanime.

En principe la décision rendue par le tribunal sur ce recours est susceptible d'appel, mais dans l'espèce le législateur a apporté une exception au droit commun. L'article 2, après avoir dit que la délibération devra être homologuée au-dessus de 1500 francs sans dérogation à l'article 883 dispose que, dans tous les cas, le jugement rendu sera en dernier ressort. L'expression (dans tous les cas) vise le cas de l'homologation et celui du recours de l'article 883; il en résulte que le jugement du tribunal concernant toute délibération est définitif.

B. — *Acte qui nécessite l'autorisation du conseil et
l'homologation du tribunal*

ALIÉNATION DES MEUBLES INCORPORELS SUPÉRIEURE A
1500 FRANCS EN CAPITAL

Le Code civil avait soumis l'aliénation des immeubles à l'autorisation du conseil de famille et à l'homologation du tribunal. Le législateur de

1880 a jugé bon d'entourer des mêmes garanties l'aliénation des titres. « Lorsque la valeur des meubles incorporels à aliéner, dit l'article 2, dépassera, d'après l'appréciation du conseil de famille, 1500 francs en capital, la délibération sera soumise à l'homologation du tribunal qui statuera en la chambre du conseil, le ministère public entendu, le tout sans dérogation à l'article 883 du Code de procédure. » Le motif qui a fait édicter cette disposition n'est pas absolument décisif. Sans doute il est bon de mettre de l'harmonie dans la loi en décidant que les meubles incorporels ont droit aujourd'hui à la même protection que les immeubles, mais il convient aussi de se demander à quoi sert l'homologation. Or, nous pensons que cette formalité peut être supprimée comme inutile et coûteuse, et nous ajoutons comme pouvant être préjudiciable lorsqu'il s'agit de valeurs.

On aliène le plus souvent les valeurs mobilières parce qu'elles sont en baisse, ou pour payer les dettes du mineur. La nécessité de recourir à l'homologation entraîne des lenteurs : pendant qu'on la demande, les titres que l'on voulait aliéner pour éviter une perte peuvent tomber à très bas prix ; de là un préjudice considérable. A ce motif s'ajoute la

question des frais onéreux pour certains mineurs, pour ceux là surtout qui aliènent leurs titres afin de payer leurs dettes. D'ailleurs quelle garantie ajoute le contrôle du tribunal à l'autorisation de famille ? Supposons le cas où l'on aliène pour faire un placement plus avantageux, pour profiter, par exemple, d'une émission nouvelle ; le tribunal a-t-il en matière de valeurs des connaissances plus sûres que les membres du conseil de famille ? C'est peut être le contraire, car si le tuteur demande l'achat d'autres titres c'est qu'à l'aide de ses connaissances ou des renseignements qu'il a pris il sait ce que valent ces titres. D'autre part, la présence du juge de paix met le conseil à l'abri de l'influence que le tuteur tenterait d'exercer sur lui. Ajoutons que l'homologation n'est le plus souvent qu'une formalité, parce que le tribunal ne peut être aussi éclairé sur les affaires du mineur que le conseil de famille. Il faut souvent connaître l'ensemble de sa fortune, l'état de ses propriétés, leur situation, savoir l'éducation qu'on donne au mineur, ses projets d'avenir etc..., bref une foule de circonstances pour apprécier *cognita causa* un projet d'aliénation. Nous pensons donc que l'homologation n'est généralement pas utile, et que c'est une formalité onéreuse et souvent préjudiciable par les retards qu'elle

entraîne dans les ventes de valeurs mobilières.

Quoiqu'il en soit, le législateur l'a édictée. Après de longs tâtonnements, on a décidé qu'elle serait exigée dans les aliénations supérieures à 1500 francs. Rappelons les diverses modifications qu'a subies notre disposition avant d'être votée.

La Commission du Sénat avait proposé de déclarer que l'homologation ne serait nécessaire que lorsque l'aliénation présenterait un intérêt supérieur à 5,000 francs. Au cours de la discussion devant le Sénat, M. Jules Favre présenta un amendement qui tendait à faire déclarer que l'homologation serait toujours nécessaire, mais que le tuteur pourrait être admis sur l'avis du juge de paix au bénéfice de l'assistance judiciaire, lorsque la valeur des meubles à aliéner serait inférieure à 5,000 francs. La dernière partie de cet amendement était inadmissible, car elle aurait permis d'accorder l'assistance judiciaire à des mineurs très riches. A la suite de cette proposition, l'article fut renvoyé à la Commission qui adopta un autre système : l'homologation serait nécessaire dans tous les cas où la délibération ne serait pas unanime. L'article ainsi voté par le Sénat fut de nouveau modifié à la Chambre. La Commission revint au premier système pour cette raison qu'il faut proportionner la garantie à la valeur des

intérêts. et parcequ'on ne peut conclure de l'unanimité ou du partage des avis que l'utilité de l'aliénation est incontestable, ou qu'elle est douteuse. En adoptant le premier système, la Commission de la Chambre abaissa à 3000 francs le chiffre au-dessous duquel l'aliénation pourrait avoir lieu sans homologation. Au cours de la discussion, ce chiffre fut encore abaissé jusqu'à 1500 francs. Ce système est préférable parce qu'il n'exige l'homologation que pour des valeurs importantes.

La fixation de la somme au-dessus de laquelle l'homologation devient nécessaire n'aurait pas empêché une difficulté de surgir, si le législateur n'avait pris soin de l'écarter. La valeur des titres est soumise à des fluctuations incessantes; elle peut changer chaque jour, plusieurs fois dans la même journée, de telle sorte qu'une valeur conserve rarement longtemps le même cours. Comment savoir alors si les titres que le conseil de famille décide aujourd'hui d'aliéner valent plus de 1500 francs? Faut-il se procurer la cote officielle? Et sur cette cote officielle quel cours faut-il choisir? Le législateur a simplifié la question en appelant le conseil de famille à la trancher. Celui-ci n'est pas lié par le cours des titres au jour de sa délibération. S'il estime que les titres qui, d'après la cote

actuelle, valent plus de 1500 francs, doivent prochainement subir une baisse, et tomber au-dessous de cette somme, il peut décider qu'il n'y a pas lieu à homologation, et réciproquement. Autrement si le conseil de famille était lié par la valeur réelle au jour de sa délibération, il se bornerait à constater la cote officielle, il n'apprécierait pas par lui-même la valeur des titres. Cette appréciation faite sans fraude couvre les officiers ministériels ainsi que les agents du Trésor chargés du transfert, encore que les valeurs considérées comme inférieures à 1500 francs dépassent de beaucoup cette somme au moment de la vente. (V. circulaire du garde des sceaux, 20 mai 1880. S. V. *Lois annotées 1880*, p. 553). Mais s'il apparaît que le conseil de famille a estimé les titres notablement au-dessous de leur valeur dans le but d'éviter l'homologation, les agents du Trésor et les officiers ministériels chargés de la vente peuvent se refuser à faire l'opération. Dans ce cas, le tuteur est obligé de recourir aux tribunaux qui décident si l'homologation est nécessaire.

Quel est le tribunal compétent pour statuer sur l'homologation ? C'est celui dans le ressort duquel la délibération a été prise ; soit celui du lieu de l'ouverture de la tutelle, soit celui du domicile du tuteur. Lorsque la tutelle est constituée et qu'il

s'agit d'une délibération relative à l'administration du tuteur, le conseil de famille peut être régulièrement convoqué au lieu du domicile du tuteur. Mais il est préférable de le réunir au lieu de l'ouverture de la tutelle. Le lieu de la réunion détermine, conformément au droit commun, la compétence du tribunal qui doit être saisi de la demande d'homologation.

La procédure à suivre en cas d'homologation est indiquée par les articles 885 et suivants du Code de procédure civile. Une expédition de la délibération est remise au président du tribunal lequel, par ordonnance au bas de ladite délibération, ordonne la communication au ministère public, et commet un juge pour faire un rapport. Le procureur donne ses conclusions au bas de l'ordonnance du président. La cause est instruite sommairement. Le tribunal, en la chambre du conseil, le ministère public entendu, et après le rapport du juge, rend son jugement d'homologation.

Le tribunal doit-il accorder ou rejeter purement et simplement la demande? ou bien a-t-il le droit de la modifier, par exemple, en ordonnant un autre emploi des capitaux à provenir de la vente que celui que le conseil de famille a prescrit?

Le tribunal n'a pas le droit de se substituer au

conseil de famille et de changer l'objet de la demande. Si le conseil de famille a décidé l'aliénation des rentes du mineur pour payer ses dettes, le tribunal ne peut pas ordonner un emprunt ou l'aliénation d'un immeuble. Ainsi la Cour de cassation a jugé que le tribunal saisi d'une demande à fin d'homologation d'une délibération du conseil de famille, autorisant le tuteur à vendre certains biens pour payer des dettes, doit se borner, si la vente ou les conditions sous lesquelles elle est autorisée ne lui paraissent pas admissibles, à refuser l'homologation qui lui est demandée. Il ne peut notamment ordonner la vente d'autres immeubles que ceux désignés par la délibération, réduire la quantité des biens à vendre à un chiffre inférieur aux dettes, ni ordonner un emprunt pour payer le surplus. (Cass. 9 février 1863; S. 63-1-113). Mais on enseigne que le tribunal peut modifier les mesures prescrites par le conseil de famille, parce qu'elles ne sont qu'un accessoire de la délibération, et qu'on ne touche pas, en les modifiant, à l'objet même de la demande. Telle est la jurisprudence constante du tribunal de la Seine. Nous pensons que c'est se substituer au conseil de famille de modifier les mesures qu'il a prescrites. Si l'aliénation des titres est accompagnée d'un projet de rem-

ploi, le tribunal peut ne pas l'homologuer, mais il n'a pas le droit de le remplacer par un autre. Car, ce remploi qu'on considère comme un accessoire de la demande en constitue peut-être la partie la plus importante. On lit, il est vrai, dans le rapport de M. Denormandie : « Le conseil de famille, et, en cas d'homologation, le tribunal prescriront les mesures utiles ». Mais si l'article premier accorde au conseil de famille la faculté de prescrire les mesures utiles, l'article 2 n'a pas reproduit le texte du rapport, et il n'a pas conféré les mêmes pouvoirs au tribunal. Les pouvoirs du tribunal restent déterminés par les articles 953 et suivants du Code de procédure civile auxquels la loi du 27 février 1880 n'a pas dérogé. Le tribunal doit donc se borner à refuser l'homologation qui lui est demandée.

L'article 2, en édictant la nécessité de l'homologation pour les valeurs supérieures à 1500 francs, dispose qu'il n'est pas dérogé à l'article 883 du Code de procédure civile. Il en résulte que la voie de recours ouverte par cet article contre les délibérations du conseil de famille qui ne sont pas unanimes, s'applique aussi à celles qui sont sujettes à l'homologation ; ce que la jurisprudence avait déjà établi. (V. en ce sens Toulouse, 22 février 1854 ; D. 54-2-239). Les tribunaux peuvent donc connaître

des demandes d'aliénation supérieures à 1500 francs, soit pour les homologuer, soit pour statuer sur le recours. En cas d'homologation, il est statué en chambre du conseil, tandis qu'en cas de recours, il est statué en audience ordinaire.

Le jugement rendu est toujours en dernier ressort (arg. article 2). C'est une exception à l'article 889 du Code de procédure civile. Elle s'explique par le désir de simplifier la procédure et de hâter l'aliénation qui peut être urgente. On a d'ailleurs pensé que la délibération du conseil de famille et la décision du tribunal offrent des garanties suffisantes.

C. — *Acte interdit*

DONATION

Le tuteur ne peut faire une donation des biens de son pupille. Il suffit de se reporter à ce que nous avons dit sur ce point concernant le père administrateur légal.



CHAPITRE V

Garanties établies par la loi pour assurer la bonne gestion du tuteur

Le mineur en tutelle a souvent pour administrateur de ses biens le survivant de ses père et mère. Mais il arrive aussi que son patrimoine est confié à un parent éloigné, et même à un étranger. Aussi la loi devait-elle, en l'entourant de nombreuses garanties, empêcher qu'il ne devienne la proie d'un tuteur avide et malhonnête. La tutelle des père et mère, pour être plus sûre à cause de l'affection qu'ils portent à l'enfant, ne laisse pas de présenter aussi certains dangers. La garantie résultant de la présence des deux conjoints n'existe plus. D'autre part, si la mère se remarie, et que le conseil de famille appelé à décider sur ce point lui laisse la tutelle, elle se trouve sous la puissance et l'influence de son second mari, qui est cotuteur. Ces raisons

expliquent que la tutelle légale et la tutelle dative soient soumises aux mêmes règles.

Nous avons vu, en étudiant l'administration et l'aliénation, que le tuteur ne peut faire seul que les actes qui concernent l'entretien et la conservation du patrimoine. Pour les autres, il lui faut l'autorisation préalable du conseil de famille accompagnée, dans certains cas, de l'homologation du tribunal. A ces garanties générales, applicables à toutes les tutelles peut s'en ajouter une autre, spéciale à la mère survivante, qui résulte de l'article 391 : « Pourra le père nommer à la mère survivante et tutrice un conseil spécial, sans l'avis duquel elle ne pourra faire aucun acte relatif à la tutelle. Si le père spécifie les actes pour lesquels le conseil sera nommé, la tutrice sera habile à faire les autres sans son assistance. »

L'intervention de la famille dans la gestion tutélaire est complétée par la surveillance du subrogé-tuteur. L'article 420, en disposant que ses fonctions consisteront à agir pour les intérêts du mineur lorsqu'ils seront en opposition avec ceux du tuteur, n'indique pas complètement le but que s'est proposée la loi en instituant ce nouveau rouage de la tutelle. Le subrogé-tuteur a une mission de contrôle, et cette mission résulte clairement de l'article 470 :

« Tout tuteur, autre que le père et la mère, peut être tenu, même durant la tutelle, de remettre au subrogé-tuteur des états de situation de sa gestion aux époques que le conseil de famille aurait jugé à propos de fixer. » Elle résulte aussi formellement de l'article 7 de la loi du 27 février 1880 : « Le subrogé-tuteur devra surveiller l'accomplissement des formalités prescrites par les articles précédents. »

D'autres dispositions encore appellent le subrogé-tuteur à contrôler l'administration tutélaire. Tels sont les articles 451 et 452 qui exigent sa présence à l'inventaire et à la vente des meubles, l'article 453 qui le charge de désigner l'expert qui doit estimer les meubles conservés par le père ou la mère usufruitiers, l'article 1442 qui le rend responsable avec le tuteur du défaut d'inventaire. Enfin sa mission de surveillance a pour sanction l'obligation que lui impose la loi de provoquer, le cas échéant, la réunion du conseil de famille qui doit apprécier la conduite du tuteur (art. 446 C. civ. ; art. 7 loi de 1880).

Si le subrogé-tuteur manque à cette obligation, le conseil de famille peut être réuni d'office par le juge de paix. Celui-ci ne peut se dispenser de faire cette convocation, quand elle est requise par un ou plusieurs parents ou alliés du mineur au degré de

cousin-germain, ou à des degrés plus proches (art. 446). Le conseil de famille est alors constitué juge du tuteur, et il prononce sa destitution, si sa gestion accuse l'incapacité et l'infidélité (article 444).

« Tout tuteur est comptable de sa gestion lorsqu'elle finit », dit l'article 469. Cette obligation est essentielle, car on ne conçoit pas une administration sans reddition de compte; le tuteur ne peut donc dans aucun cas en être valablement dispensé (arg. art. 6). Nous avons dit ci-dessus qu'il peut être astreint chaque année à des comptes provisoires qui renseignent le conseil de famille sur l'état de sa gestion. Le compte définitif qui a pour but de la faire connaître, doit être un compte détaillé, indiquant article par article les recettes et les dépenses. La législation a voulu que le mineur fût minutieusement renseigné. Craignant qu'il n'agrée aveuglément un compte sommaire dans son impatience de jouir de sa fortune, il a édicté une disposition pour l'empêcher de donner trop facilement quittance à son tuteur. Il résulte de l'article 472 que tout traité qui intervient entre le mineur et le tuteur relativement à sa gestion est nul, s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détaillé, et de la remise des pièces justificatives : le tout constaté

par un récépissé de l'ayant-compte dix jours au moins avant le traité.

Le compte établit la responsabilité du tuteur, s'il a commis des fautes dans sa gestion en n'y apportant pas tous les soins d'un père de famille soigneux et diligent (450). Le recours que le mineur peut avoir de ce chef est garanti par une hypothèque générale sur les immeubles de son tuteur, laquelle prend rang du jour de l'acceptation de la tutelle (2135).

Le subrogé-tuteur répond de la négligence qu'il apporte à surveiller la gestion tutélaire. Nous avons d'ailleurs indiqué plus haut un cas de responsabilité spécial résultant pour lui de l'article 1442. Mais le mineur n'a pas d'hypothèque sur ses immeubles.

La responsabilité du tuteur et du subrogé-tuteur est le seul moyen qu'ait le mineur d'obtenir une réparation, lorsqu'il est lésé par un acte régulièrement accompli, car cet acte est alors inattaquable. Mais le tuteur a pu méconnaître les prescriptions de la loi en n'obtenant pas l'autorisation et l'homologation quand elles étaient exigées. L'acte est alors annulable pour vice de forme, et le mineur peut obtenir ainsi la réparation du préjudice qu'il a souffert.

L'acte accompli sans les formalités requises étant

nul lorsqu'il est passé par le tuteur, l'est à plus forte raison s'il émane du mineur. S'il s'agit d'un acte que le tuteur peut faire seul, et qui a été accompli par le mineur, cet acte est-il attaquant ? Il n'est pas nul, parce que le mineur peut contracter — les rédacteurs du Code l'ont formellement dit — mais, s'il y a eu lésion, le mineur peut dans tous les cas obtenir la rescision du contrat. Ceci résulte de l'article 1305 qui dispose que la simple lésion donne lieu à rescision en faveur du mineur non émancipé contre toutes sortes de conventions.



TROISIÈME PARTIE

ADMINISTRATION, JOUISSANCE, ALIÉNATION

DES

Biens Meubles des Mineurs

APRÈS

L'ÉMANCIPATION

CHAPITRE PREMIER

Capacité du mineur émancipé

Le mineur non émancipé n'agit pas lui-même ; il a un mandataire légal qui le représente dans tous les actes civils sous les conditions imposées par la loi. Il en est autrement après l'émancipation qui confère au mineur le droit d'agir par lui-même. Mais comme la loi redoute son inexpérience, elle ne lui accorde point dans tous les cas une capacité pleine et entière. Dans certains cas le mineur doit être assisté d'un curateur, auxiliaire qui remplit dans notre droit le même rôle que le tuteur en droit romain, c'est-à-dire qu'il se borne à conseiller le mineur et à sanctionner l'acte de son approbation. Pour les actes d'aliénation et ceux qui leur sont assimilés, le mineur émancipé est soumis aux mêmes formalités que le tuteur. Enfin il y a certains actes qui, à raison de leur nature, sont interdits au mineur émancipé.

Il résulte de ces distinctions que nous avons à étudier sous le régime de l'émancipation plusieurs catégories d'actes qui sont :

1° les actes que le mineur émancipé peut faire seul ;

2° les actes qu'il peut faire avec la seule assistance de son curateur ;

3° les actes pour lesquels il est assimilé au tuteur ;

4° les actes qui lui sont interdits.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION

A. — *Actes que le mineur émancipé peut faire seul*

L'article 481 du Code civil donne au mineur émancipé le droit de faire seul les actes qui sont de pure administration. Il faut entendre par actes de pure administration ceux qui tendent à l'entretien et à la conservation du patrimoine.

Le mineur émancipé peut faire seul les actes conservatoires : renouveler ses inscriptions hypothécaires, interrompre la prescription, faire des saisies et des oppositions. Il peut recevoir ses revenus, en donner décharge, mais seulement au fur et à mesure des échéances, et non par anticipation. Car il est impossible d'appliquer le mot de revenus à la totalité des loyers et fermages; c'est un capital que le mineur émancipé n'a pas le droit de toucher seul. Il peut faire emploi de ses revenus

en opérant leur placement. L'article 482 disposant que le mineur émancipé ne peut intenter une action immobilière ni y défendre sans être assisté de son curateur, il en résulte a *contrario* qu'il peut intenter seul une action mobilière, et y défendre. Pour l'administration de ses biens, le mineur émancipé est assimilé au majeur, il a le droit comme un majeur, de transiger et de compromettre. Laurent enseigne qu'il ne peut compromettre à cause de l'article 1004 qui défend l'arbitrage dans les affaires sujettes à communication au ministère public. Du moment que le mineur émancipé est assimilé à un majeur pour l'administration, il jouit d'une capacité pleine et entière; il lui est donc permis de compromettre. (V. en ce sens Demolombe, t. VIII, n° 282; Duranton, t. III, n° 668, Aubry et Rau, t. I, § 132, 1°).

B. — *Actes pour lesquels l'assistance de son curateur est nécessaire au mineur émancipé*

Le premier acte que fait le mineur émancipé avec l'assistance de son curateur, c'est la réception de son compte de tutelle. L'article 480 dispose à cet effet : « Le compte de tutelle sera rendu au mineur émancipé assisté d'un curateur qui lui sera

nommé par le conseil de famille. » Si c'est le tuteur qui est nommé curateur, le mineur est assisté d'un curateur *ad hoc* pour la réception du compte.

Il résulte de l'article 482 « que le mineur émancipé ne pourra recevoir, et donner décharge d'un capital mobilier, sans l'assistance de son curateur qui surveillera l'emploi du capital reçu. » Il faut entendre par capital toute somme qui n'est pas un revenu ; au surplus tous les capitaux sont mobiliers.

Faut-il faire une exception pour le capital produit par les revenus économisés ? Nous ne le croyons pas à cause des termes absolus de l'article 482. Il est vrai que le mineur pouvait dépenser ses revenus au fur et à mesure de leur perception, mais ce n'est pas une raison pour lui laisser compromettre par un mauvais placement le fruit de ses économies. D'ailleurs, nous le répétons, la loi ne distingue pas entre l'origine des capitaux qui sont presque toujours des revenus économisés.

Le curateur doit-il assister le mineur dans l'emploi ou lui en prescrire un ? A notre avis, la loi ne lui impose pas cette obligation ; aussi trouvons nous qu'on va beaucoup trop loin en enseignant que le curateur devrait ne consentir à signer la quittance que sous la condition que les fonds seront immédia-

tement appliqués à tel emploi, ou déposés, en attendant, à la caisse des consignations. Mais il doit surveiller l'emploi, et il est responsable, s'il néglige d'avertir le mineur et le laisse faire un mauvais placement sans lui donner d'avis.

La Cour de Poitiers a décidé que l'assistance du curateur est nécessaire au mineur émancipé pour actionner son débiteur en paiement du capital qu'il lui doit. (Poitiers, 27 mai 1880, S. 82-2-21). Comment pourrait-il demander seul un capital qu'il n'a pas le droit de toucher sans assistance, si son adversaire acquiesce? Cette solution nous paraît étendre l'incapacité du mineur. Comme toute incapacité est de droit étroit, nous croyons qu'il faut s'en tenir aux termes de l'article 482. Le législateur n'a pas voulu que le mineur émancipé disposât d'un capital sans conseil, c'est pour cela qu'il a exigé que le curateur assiste à sa réception, mais le même motif n'existe pas pour la demande en justice. (V. en ce sens Trib. de Douai, 30 novembre 1864, S. 66-2-174).

Le mineur émancipé peut, avec l'assistance de son curateur, intenter une action en partage ou y défendre, accepter une donation entre vifs. Cela résulte des articles 840 et 935 du Code civil. « Les partages faits conformément aux règles ci-dessus prescrites, soit par les tuteurs avec l'autorisation

du conseil de famille, soit par les mineurs émancipés assistés de leurs curateurs sont définitifs (840). » « La donation faite à un mineur non émancipé ou à un interdit devra être acceptée par son tuteur conformément à l'article 463. Le mineur émancipé pourra accepter avec l'assistance de son curateur (935) ». On ne peut soutenir en présence de ces textes que l'autorisation du conseil de famille est exigée. L'assistance du curateur suffit, mais elle est obligatoire tant pour un partage mobilier que pour un partage immobilier. Ajoutons qu'on peut étendre la disposition de l'article 935 aux legs à titre particulier.

Le mineur émancipé pendant le mariage de ses père et mère ou par mariage peut, avec l'assistance de son curateur, convertir ses titres nominatifs en titres au porteur (arg. art. 4 et 10 combinés de la loi de 1880).

C. — *Actes pour lesquels le mineur émancipé est assimilé au mineur non émancipé*

« Le mineur émancipé ne pourra faire aucun acte autre que ceux de pure administration sans observer les formes prescrites au mineur non émancipé (art. 484). »

Il résulte de ce texte que le mineur émancipé ne peut accepter ni répudier une succession sans obtenir l'autorisation du conseil de famille. Lorsqu'il a été émancipé au cours de la tutelle, il ne peut non plus convertir ses titres nominatifs en titres au porteur sans cette autorisation, qui doit être homologuée quand la valeur des titres est supérieure à 1500 francs. Il ne peut emprunter que conformément aux articles 457 et 458. Bien qu'il soit assimilé à un majeur pour l'administration de son patrimoine, il ne peut emprunter, même jusqu'à concurrence d'une année de revenus, car le législateur a retranché du projet une disposition qui devait l'y autoriser. D'ailleurs, la présence de l'article 483, qui fait double emploi avec l'article 484, semble prohiber l'emprunt d'une manière absolue. Il ne peut non plus transiger qu'en observant les conditions prescrites par l'article 467. Nous avons toutefois reconnu qu'il le peut faire seul quand la transaction est relative à l'administration de ses biens.

Nous ne croyons pas que l'assistance du curateur soit nécessaire pour l'accomplissement de ces actes, vu que la loi ne l'exige pas. Il y a toutefois une exception à faire pour la conversion des titres nominatifs en titres au porteur.

D. — *Actes interdits au mineur émancipé*

Le mineur émancipé ne peut compromettre, la juridiction arbitrale étant interdite pour toutes les causes qui doivent être communiquées au ministère public. Nous avons fait une exception pour les contestations relatives à l'administration.

L'ordonnance du 29 avril 1831 d'après laquelle les titres de rente nominatifs appartenant à tous les mineurs ne peuvent être convertis en titres au porteur est abrogée par la loi de 1880 pour les mineurs émancipés au cours de la tutelle. Mais on doit considérer qu'elle est toujours en vigueur à l'égard des autres mineurs émancipés. (Circulaire du garde des Sceaux, 20 mai 1880).



CHAPITRE III

JOUISSANCE

Usufruit du mineur émancipé

« Le père durant le mariage, et après la dissolution du mariage, le survivant des père et mère auront la jouissance des biens de leurs enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis ou jusqu'à l'émancipation qui pourrait avoir lieu avant l'âge de dix-huit ans (art. 384). »

Il résulte de ce texte que l'émancipation expresse ou tacite, soit pendant l'administration légale, soit pendant la tutelle, confère au mineur la jouissance de ses biens. Comme il est libre de sa personne et de ses actes, il peut jouir de sa fortune mobilière ainsi que bon lui semble.

CHAPITRE IV

ALIÉNATION

A. — *Actes que le mineur émancipé peut faire seul*

Le mineur émancipé peut aliéner seul le produit de ses récoltes et ses meubles corporels. La vente des meubles qui dépérissent par le non-usage constitue bien un acte de pure administration, mais nous faisons une réserve pour le cas où le mobilier est important. Le mineur émancipé peut encore aliéner seul en contractant des obligations à raison de son administration.

B. — *Actes qui nécessitent l'assistance du curateur*

L'assistance du curateur est nécessaire lorsque le mobilier à vendre représente une somme importante. « Attendu, dit en ce sens un jugement du tribunal de la Seine, que la vente d'un mobilier

d'une valeur considérable constitue une aliénation et non un fait d'administration. » (Trib. de la Seine, 29 août 1876; S. 80-1-206). La vente d'un mobilier, fût-il considérable, peut être cependant un fait d'administration, mais si le mineur ne peut recevoir seul un capital, serait-il logique qu'il eût le droit d'en aliéner un fort important sans assistance de son curateur.

L'assistance du curateur est également nécessaire pour la vente des meubles incorporels. Cette assistance suffit au mineur qui a été émancipé pendant le mariage de ses père et mère, ou par mariage (arg. art. 4 loi de 1880).

C. — *Actes pour lesquels le mineur émancipé est assimilé au mineur non émancipé*

L'article 4 de la loi du 27 février 1880 dispose que le mineur émancipé au cours de la tutelle, et non par mariage, même assisté de son curateur, doit observer pour l'aliénation de ses meubles incorporels les formalités imposées au mineur non émancipé. Pourquoi cette disposition ne s'applique-t-elle pas à tous les mineurs émancipés? On a pensé que le mineur émancipé pendant le mariage de ses père et mère est assez protégé par la curatelle de

son père, et que sa situation est la même que sous l'administration légale. Quant à celui qui est émancipé par mariage, il est dans une situation particulière, et on a cru préférable que le conseil de famille ne s'ingère pas dans ses affaires. Tels sont les motifs qui expliquent plus ou moins la distinction faite par l'article 4.

D. — *Actes interdits au mineur émancipé*

Le mineur émancipé ne peut aliéner par donation, si ce n'est pour faire des cadeaux et présents d'usage. A partir de seize ans, il peut disposer par testament, mais seulement de la moitié des biens dont il pourrait disposer, s'il était majeur (904).

CHAPITRE V

Garanties établies par la loi pour assurer la bonne gestion du mineur émancipé

Le mineur que l'on émancipe est un mineur auquel on reconnaît la capacité de gérer lui-même sa fortune. Mais il peut n'être pas aussi digne de cette faveur qu'on le croit ; en tous cas son inexpérience est un danger. Il est à craindre aussi que son père ou le conseil de famille ne l'émancipent pour se décharger de l'administration de ses biens. La loi, restreignant sa capacité, ne lui permet de faire seul que les actes de pure administration. Pour les autres, il a besoin de l'assistance d'un curateur, ou bien il doit remplir les conditions prescrites au tuteur.

S'obligeant seul relativement à l'administration de ses biens, le mineur émancipé peut compromettre son patrimoine dans des spéculations désavan-

tageuses. La loi a prévu ce cas, et elle y a remédié en disposant que les obligations, que le mineur émancipé aurait contractées par voie d'achats ou autrement, seront réductibles en cas d'excès (484). Les tribunaux ont dans ce cas un pouvoir discrétionnaire pour statuer sur la réduction demandée.

Le mineur, dont les obligations ont donné lieu à une demande en réduction, a fait preuve d'inexpérience ou de légèreté. Il est indigne de la faveur qu'on lui a faite en l'émancipant. Aussi la loi permet-elle de lui retirer la liberté dont il abuse, et qui peut devenir funeste à son patrimoine. « Tout mineur émancipé dont les engagements auraient été réduits, dit l'article 485, pourra être privé du bénéfice de l'émancipation ».

L'action en réduction s'applique aux actes de pure administration que le mineur émancipé peut faire seul. Dans ce cas l'acte est maintenu; on répare simplement la lésion dont le mineur a souffert. Il en est autrement lorsque le mineur s'est lésé en accomplissant un acte qui dépasse les bornes de sa capacité; il peut alors demander la rescision de l'acte. L'article 1305 dit à ce sujet : « La simple lésion donne lieu à la rescision en faveur du mineur émancipé contre toutes conventions qui excèdent les bornes de sa capacité, ainsi qu'elle est détermi-

née au titre de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation ». Or quels sont les actes qui excèdent les bornes de sa capacité ? Sont-ce ceux qui nécessitent l'assistance du curateur, ou ceux pour lesquels le mineur émancipé est assimilé au mineur non émancipé ? Ce ne sont point ces derniers, car s'ils ont été faits irrégulièrement, ils ne sont point rescindables mais annulables ; ce sont donc les premiers. Il y a lieu à rescision pour cause de lésion, lorsque le mineur émancipé a fait seul un acte pour lequel il devait être assisté de son curateur.

Nous disons que les actes pour lesquels le mineur émancipé est assimilé au mineur non émancipé sont annulables, lorsqu'ils n'ont pas été faits régulièrement. La nullité résulte du vice de forme, et le mineur peut s'en prévaloir, si c'est son intérêt de faire tomber le contrat.

APPENDICE

CONCERNANT

LES ENFANTS NATURELS RECONNUS

et ceux admis dans les hospices

Les enfants naturels sont-ils soumis, quant à leurs biens, au même régime que les enfants légitimes? Leur applique-t-on aussi les règles de l'administration légale et de la tutelle? Leur père et leur mère ont-ils l'usufruit de leurs biens? Peuvent-ils être émancipés de la même manière que les enfants légitimes?

Nous croyons que l'article 389 ne peut s'appliquer au père naturel, car il dit : « Le père est durant le mariage. » Or, il n'y a pas de mariage; donc l'article ne lui est pas applicable. En effet, l'administration légale ne peut avoir lieu lorsqu'il n'y a pas union entre les deux auteurs de l'enfant, parce qu'il ne peut y avoir alors concert entre eux, ni

contrôle de l'un sur l'autre. Si l'enfant naturel n'est jamais sous l'administration légale, il en résulte qu'il est toujours en tutelle. C'est donc le régime de la tutelle qu'il faut appliquer à l'administration et à l'aliénation de ses biens meubles. Reste à savoir si le père ou la mère naturels sont tuteurs légaux ou tuteurs datifs? Nous croyons qu'on ne peut leur reconnaître la tutelle légale qui ne leur est attribuée par aucun texte de loi. « Considérant, dit un arrêt, qu'elle ne dérive d'aucun principe de droit et paraît même avoir été volontairement exclue des prévisions du législateur qui n'a expressément investi les père et mère d'un enfant naturel par eux reconnu que de l'un des attributs de la puissance paternelle, à savoir du droit d'éducation et de correction, à l'exclusion du droit d'administration et de jouissance légale de ses biens. » (Paris 28 juillet 1892, D. 92-2-544).

Il est également certain que l'usufruit légal n'appartient pas au père de l'enfant naturel. Que dit l'article 384? « Le père, durant le mariage, et après la dissolution du mariage, le survivant des père et mère. » Durant le mariage, après la dissolution du mariage, ces expressions indiquent assez qu'il n'y a pas d'usufruit en dehors du mariage. D'autre part, la modification qu'on a fait subir au projet rend

notre solution évidente. Le projet portait : « Les articles du présent titre seront communs aux père et mère des enfants naturels légalement reconnus. » Cette disposition a été remplacée par l'article 383 qui fait abstraction de l'usufruit légal. On s'explique du reste très bien que la loi ait refusé aux père et mère naturels la jouissance des biens de leur enfant. On pouvait craindre qu'elle ne devînt cause de reconnaissances frauduleuses qui n'auraient pas été contestées. Ajoutons que la part de l'enfant naturel dans la succession de ses père et mère ayant d'abord été très restreinte, les bénéfices réalisés par eux auraient en grande partie passé à d'autres qui se seraient enrichis à leurs dépens. Enfin devait-on récompenser la paternité naturelle ?

Il nous semble qu'on doit appliquer aux enfants naturels les règles de l'émancipation. Les père et mère naturels peuvent émanciper l'enfant après l'âge de quinze ans ; le conseil de famille, après sa dix-huitième année. Son état est dès lors régi par les articles 481 et suivants comme celui de l'enfant légitime émancipé.

Les enfants admis dans les hospices sont sous la tutelle des commissions administratives de ces établissements (loi du 15 pluviôse an xiii ; décret du

19 janvier 1811). Le receveur de l'hospice est chargé de la gestion de leurs biens. Ces enfants peuvent être émancipés par les commissions administratives qui jouissent à cet égard des droits attribués aux père et mère par le Code civil.



PROJET DE LOI

CONCERNANT

LE PÈRE ADMINISTRATEUR LÉGAL

En étudiant la loi du 27 février 1880, nous avons vu qu'elle ne s'applique qu'au tuteur. Au cours de la discussion de cette loi, un amendement avait été déposé tendant à soumettre le père administrateur légal à ses dispositions.

Cet amendement fut retiré, sur l'insistance du Garde des Sceaux, pour qu'il ne fût pas touché à la question de l'administration légale incidemment, par voie d'amendement, et celui-ci promit de déposer à bref délai un projet de loi relatif à cette question.

Voici ce projet déposé à la Chambre des Députés au mois de novembre 1881.

ARTICLE UNIQUE

L'article 389 du Code civil est complété par les dispositions suivantes :

Le père administrateur ne peut faire aucun acte excédant l'administration des biens de ses enfants mineurs, sans recourir à une autorisation de justice donnée par le tribunal en Chambre du conseil.

Sont considérés comme excédant l'administration, et soumis par suite à l'autorisation précédente, tous les actes d'aliénation, de conversion et d'emploi de valeurs mobilières prévus par les articles 1, 3, 4, 5, 6 et 10 de la loi du 27 février 1880. La conversion et l'emploi seront accomplis dans le délai de trois mois à partir du jour où les biens seront advenus aux mineurs.

Le père administrateur peut, sur sa demande en cas d'infirmités graves, être déchargé par le tribunal de son administration.

Il peut, sur la demande des parents du mineur, ou sur l'initiative du ministère public, en être privé par le tribunal pour cause d'inconduite notoire, d'incapacité ou d'infidélité.

Dans tous les cas où le père administrateur a été déchargé ou privé de son administration, le tribu-

nal, à la requête des parents des mineurs, ou sur l'initiative du ministère public, désigne, en Chambre du Conseil, la mère ou un autre administrateur pour le remplacer.

Fait à Paris le 26 novembre 1881.

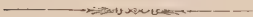
Le Président de la République,

Signé : JULES GRÉVY.

Par le Président de la République,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Signé : JULES CAZOT.



Vu :

Le Professeur Président de la Thèse,

L. GUILLOUARD.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Bibliographie.....	5
Introduction historique.....	7

PREMIÈRE PARTIE

*Administration, jouissance, aliénation des biens meubles
des mineurs pendant le mariage de leurs père et mère*

CHAPITRE PREMIER

Pouvoir du père administrateur légal.....	31
---	----

CHAPITRE II

Administration

I. — Obligation du père au commencement de l'administration légale.....	41
Inventaire.....	41
II. — Pouvoirs du père administrateur légal.....	42
A. — Actes qu'il peut faire seul.....	42
Actes conservatoires.....	42
Recouvrement des revenus et des créances...	43

	Pages
Emploi des revenus et des capitaux.....	44
Exercice des actions mobilières.....	46
Païement des dettes.....	46
Acceptation et répudiation d'une succession et d'une donation mobilières.....	49
Partage d'une succession mobilière.....	50
B. — Actes pour lesquels le père administrateur légal doit obtenir l'autorisation du tribunal.	51
Emprunt.....	51
Transaction mobilière.....	53
C. — Acte interdit au père administrateur légal.	54
Compromis	54

CHAPITRE III

Jouissance

I. -- Usufruit paternel.....	57
Biens soumis à l'usufruit paternel.....	59
Droits que confère l'usufruit paternel.....	64
Charges imposées à l'usufruitier légal	67
Extinction de l'usufruit paternel.....	73
II. — Usufruit de l'enfant.....	75

CHAPITRE IV

Aliénation

Pouvoirs du père administrateur légal.....	77
A. — Actes qu'il peut faire seul.....	77

	Pages
Vente des meubles corporels et incorporels ..	77
B. — Acte interdit	79
Donation.....	79

CHAPITRE V

Garanties établies par la loi pour assurer la bonne gestion du père administrateur.....	81
--	----

DEUXIÈME PARTIE

Administration, jouissance, aliénation des biens meubles des mineurs pendant la tutelle

CHAPITRE PREMIER

Pouvoirs du tuteur.....	89
-------------------------	----

CHAPITRE II

Administration

I. — Obligations du tuteur.....	93
Inventaire.....	93
Emploi des revenus et des capitaux.....	99
Conversion des titres au porteur en titres nominatifs.....	121
II. — Pouvoirs du tuteur.....	131
A. — Actes qu'il peut faire seul	131
B. — Actes qui nécessitent l'autorisation du conseil de famille	132

	Pages
Acceptation et répudiation d'une succession mobilière	132
Acceptation d'une donation mobilière	137
Demande en partage d'une succession mobilière	138
Conversion des titres nominatifs en titres au porteur quand leur valeur ne dépasse pas 1500 francs	139
C. — Actes qui nécessitent l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal	140
Emprunt	140
Transaction	141
Conversion des titres nominatifs en titres au porteur quand leur valeur dépasse 1500 francs	144
D. — Actes interdits au tuteur	145
Compromis	145
Achat par le tuteur des biens mobiliers appartenant au mineur	145
Cession au tuteur d'un droit ou d'une créance contre le mineur	146

CHAPITRE III

Jouissance

I. — Usufruit du survivant des père et mère	149
II. — Usufruit du mineur	154

CHAPITRE IV

Aliénation

I. — Obligation du tuteur.....	157
Vente des meubles corporels.....	157
II. — Pouvoirs du tuteur.....	164
A. — Acte qui nécessite l'autorisation du conseil de famille.....	164
Aliénation des meubles incorporels jusqu'à 1500 francs en capital	164
B. — Acte qui nécessite l'autorisation du conseil et l'homologation du tribunal.....	171
Aliénation des meubles incorporels supérieure à 1500 francs en capital	171
C. — Acte interdit.....	180
Donation.....	180

CHAPITRE V

Garanties établies par la loi pour assurer la bonne gestion du tuteur	181
--	-----

TROISIÈME PARTIE

*Administration, jouissance, aliénation des biens meubles
des mineurs après l'émancipation*

CHAPITRE I

Capacité du mineur émancipé.....	189
----------------------------------	-----

CHAPITRE II

Pages

Administration

A. — Actes que le mineur émancipé peut faire seul.....	191
B. — Actes pour lesquels l'assistance de son curateur est nécessaire au mineur émancipé	192
C. — Actes pour lesquels le mineur émancipé est assimilé au mineur non émancipé	195
D. — Actes interdits au mineur émancipé	197

CHAPITRE III

Jouissance

Usufruit du mineur émancipé	199
-----------------------------------	-----

CHAPITRE IV

Aliénation

A. — Actes que le mineur émancipé peut faire seul	201
B. — Actes qui nécessitent l'assistance du cura- teur	201
C. — Actes pour lesquels le mineur émancipé est assimilé au mineur non émancipé	202
D. — Actes interdits au mineur émancipé.....	203

CHAPITRE V

Garanties établies par la loi pour assurer la bonne gestion du mineur émancipé.....	205
--	-----

	Pages
Appendice concernant les enfants naturels reconnus et ceux admis dans les hospices	209
Projet de loi concernant le père administrateur légal.....	213



